



Paraissant
Le Lundi et le Jeudi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAÏTI

DIRECTEUR GENERAL
Willems Edouard

164ème Année - Spécial No. 5

PORT-AU-PRINCE

Vendredi 19 Juin 2009

SOMMAIRE

LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE
2008 – 2009

NUMÉRO SPÉCIAL

LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2008 – 2009

- Vu les Articles 27-1, 88, 89, 94, 105, 111, 111-1, 111-2, 120, 121, 125, 125-1, 126, 128, 136, 144, 150, 159, 161, 163, 200, 200-4, 217, 220, 222, 223, 227, 227-1, 227-2, 227-3, 227-4, 228, 228-1, 231, 231-1, 233, et 235 de la Constitution du 29 mars 1987;
- Vu la Loi du 26 août 1870 sur la responsabilité des fonctionnaires et employés de l'Administration Publique;
- Vu les Articles 130, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140 et 141 du Code Pénal;
- Vu la Loi du 13 septembre 1962 créant l'Administration Générale des Douanes;
- Vu la Loi du 19 août 1963 relative à la Dette Publique Interne et Externe de l'Etat;

- Vu la Loi du 17 août 1979 remplaçant la Banque Nationale de la République d'Haïti (BNRH) par deux (2) Institutions autonomes : La Banque de la République d'Haïti (BRH) et la Banque Nationale de Crédit (BNC);
- Vu la Loi du 22 août 1983 sur le recouvrement des créances de l'État;
- Vu le Décret du 4 octobre 1984 créant le Fonds d'Investissements Publics;
- Vu l'Arrêté du 17 septembre 1985 fixant les modalités d'application du Décret du 4 octobre 1984 sur le Fonds d'Investissements Publics;
- Vu le Décret du 5 mars 1987 relatif au Code Douanier;
- Vu le Décret du 5 mars 1987 réorganisant l'Office du Budget;
- Vu le Décret du 13 mars 1987 réorganisant le Ministère de l'Économie et des Finances;
- Vu le Décret du 28 septembre 1987 modifiant les structures de la Direction Générale des Impôts;
- Vu le Décret du 10 mars 1989 définissant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe;
- Vu la Loi du 15 juillet 1996 portant ajustement du Droit de Passeport;
- Vu la Loi du 15 juillet 1996 modifiant le Décret du 22 janvier 1990 relatif à la taxe sur billets de voyage;
- Vu la Loi du 20 août 1996 créant le Fonds de Gestion et de Développement des Collectivités Territoriales (FGDCT);
- Vu la Loi 9 octobre 2002 modifiant le Décret du 30 octobre 1989 relatif au Code des Investissements;
- Vu la Loi du 23 octobre 2002 modifiant le Décret du 31 mars 1980 relatif à la Taxe de Communication;
- Vu la Loi du 17 juillet 2003 portant création du Fonds d'Entretien Routier (FER);
- Vu l'Arrêté du 8 septembre 2004 créant l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC);
- Vu le Décret du 16 octobre 2004 modifiant les législations régissant la Pension Civile de Retraite;
- Vu le Décret du 10 novembre 2004 modifiant la Loi du 3 septembre 1971 sur les accises et les articles 2, 2.1 et 3 de la Loi de Finances 2002 - 2003;
- Vu le Décret du 3 décembre 2004 fixant la réglementation des Marchés Publics, de Services, de Fournitures et de Travaux;
- Vu le Décret du 16 février 2005 sur la préparation et l'exécution des Lois de Finances;
- Vu l'Arrêté du 16 février 2005 portant règlement général de la Comptabilité Publique;
- Vu le Décret du 17 mai 2005 portant révision du statut général de la Fonction Publique;
- Vu le Décret du 17 mai 2005 portant organisation de l'Administration Centrale de l'État;
- Vu le Décret du 1^{er} juin 2005 portant modification du Décret du 4 avril 1979 sur la circulation des véhicules;

- Vu le Décret du 29 septembre 2005 modifiant celui du 29 septembre 1986 relatif à l'Impôt sur le Revenu;
- Vu le Décret du 29 septembre 2005 modifiant celui du 28 septembre 1987 sur la Carte d'Identité Fiscale;
- Vu le Décret du 29 septembre 2005 portant amendement de la Loi du 22 juillet 1996 relative au statut du Commissionnaire en Douane;
- Vu le Décret du 29 septembre 2005 portant amendement du Code Douanier pour adapter certaines de ses dispositions aux mesures de facilitation du dédouanement des marchandises;
- Vu le Décret du 29 septembre 2005 modifiant la Loi du 19 septembre 1996 portant création d'une prime dénommée "Part de saisie payable aux Indicateurs d'Infraction Douanière";
- Vu le Décret du 23 novembre 2005 réorganisant la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif;
- Vu le Décret du 17 mars 2006 créant au Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) un service technique déconcentré dénommé : « Inspection Générale des Finances » (IGF);
- Vu l'Arrêté de juin 2006 établissant les Statuts Particuliers des Corps Professionnels d'Inspecteurs de l'Inspection Générale des Finances (IGF), de Comptables Publics du Trésor et de Contrôleurs Financiers du Budget;
- Vu la Loi du 18 juillet 2008 octroyant une allocation viagère aux joueurs de la Sélection Nationale de Football ayant participé à la Coupe du Monde de 1974;
- Vu la Loi du 17 décembre 2007 portant Statut de la Magistrature;
- Vu la Loi du 17 décembre 2007 relative à l'Ecole de la Magistrature (EMA);
- Vu la Loi du 17 décembre 2007 créant le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire.
- Considérant qu'il est impératif pour l'État d'arrêter des mesures budgétaires conformes au programme économique et financier établi;
- Considérant qu'il convient, à travers la Loi de Finances, d'établir les Voies et Moyens et de fixer les crédits devant assurer le fonctionnement des services publics, les charges de la Dette Publique, les dépenses de capital, les réparations de dommage, les prêts et avances, et les interventions de l'Etat en matière de programme économique, social et culturel pour la période allant du 1^{er} octobre 2008 au 30 septembre 2009.

Sur le rapport du Ministre de l'Économie et des Finances et du Ministre de la Planification et de la Coopération Externe et après délibération en Conseil des Ministres;

Le Pouvoir Exécutif a proposé et le Corps Législatif a voté la Loi de Finances suivante :

TITRE I

CHAPITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

- Article 1.-** Les impôts, droits et taxes existant au 30 septembre 2008 au profit de l'État et des Collectivités Territoriales sont prorogés pour l'exercice fiscal 2008-2009 et leurs produits seront recouvrés d'après les Lois, Décrets-Lois et Décrets régissant la matière.

- Article 2.-** Le droit d'obtention de passeport, établi par la Loi du 15 juillet 1996 portant ajustement du droit de passeport, est fixé à 1 600 gourdes, toutes taxes comprises, réparties comme suit : 150 gourdes pour la CFGDCT, 350 gourdes pour le FER et 1 100 gourdes pour le Droit de Passeport.
- Article 3.-** Les impôts, droits et taxes ainsi que les autres ressources à percevoir en vertu de la Loi de Finances de l'exercice 2008-2009, sont estimés globalement à TRENTE DEUX MILLIARDS HUIT CENT QUARANTE NEUF MILLIONS CENT HUIT MILLE HUIT CENT TRENTE QUATRE GOURDES ET 00/100 (32 849 108 834,00 GOURDES), répartis au tableau présenté à l'article 10 de la présente Loi.
- Article 4.-** Les produits des dons comme appui budgétaire et en financement des programmes et projets sont estimés à TRENTE CINQ MILLIARDS CENT TRENTE QUATRE MILLIONS DEUX CENT TRENTE SEPT MILLE TROIS CENT SOIXANTE SEPT GOURDES ET 00/100 (35 134 237 367,00 GOURDES), répartis au tableau présenté à l'article 10 de la présente Loi.
- Article 5.-** Les produits du Financement interne et externe sont estimés à DOUZE MILLIARDS QUATRE CENT DIX SEPT MILLIONS TROIS CENT SOIXANTE DOUZE MILLE HUIT CENT SOIXANTE TROIS GOURDES (12 417 372 863,00 GOURDES), répartis au tableau présenté à l'article 10 de la présente Loi.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

- Article 6.-** Les crédits de la Loi de Finances de l'Exercice 2008 - 2009 ouverts pour les dépenses courantes incluant le fonctionnement de l'Administration Centrale et l'intérêt de la Dette Publique sont fixés globalement à TRENTE MILLIARDS NEUF CENT QUATRE VINGT ONZE MILLIONS HUIT CENT DOUZE MILLE DEUX CENT HUIT GOURDES (30 991 812 208,00 GOURDES), répartis dans les tableaux présentés aux articles 10 et 11 de la présente Loi.
- Article 7.-** Les crédits de la Loi de Finances de l'Exercice 2008 - 2009 ouverts pour les autres charges incluant les dépenses d'activités électorales et d'amortissement de la Dette Publique sont fixés globalement à QUATRE MILLIARDS TROIS CENT SEPT MILLIONS QUATRE CENT CINQUANTE HUIT MILLE TROIS CENT QUATRE VINGT QUINZE GOURDES (4 307 458 395,00 GOURDES), répartis dans les tableaux présentés aux articles 10 et 11 de la présente Loi.
- Article 8.-** Les crédits de la Loi de Finances de l'Exercice 2008 - 2009 ouverts pour les dépenses de programmes et projets sont fixés à QUARANTE CINQ MILLIARDS CENT UN MILLIONS QUATRE CENT QUARANTE HUIT MILLE QUATRE CENT SOIXANTE GOURDES ET 00/100 (45 101 448 460,00 GOURDES), répartis dans les tableaux présentés aux articles 10 et 11 de la présente Loi.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

- Article 9.-** Les conditions d'équilibre de la Loi de Finances de l'Exercice 2008 - 2009 sont assurées par les opérations de perception de recettes, dons et financement, complétées par les dispositions relatives à la prise en compte des charges de trésorerie comme indiqué à l'article 10 ci-après.

CHAPITRE IV

TABLEAU D'ÉQUILIBRE DU BUDGET

Article 10.- Les opérations de la Loi de Finances pour l'exercice fiscal qui débute le 1^{er} octobre 2008 pour s'achever le 30 septembre 2009 sont ainsi réparties :

TABLEAU DES GRANDES MASSES ET SOLDES

OPERATIONS	2007-2008 rectifié	2008-2009	VARIATION	
A-RESSOURCES TOTALES (B)	26,017,715,411	32,849,108,834	6,831,393,423	26.3%
B-RECETTES COURANTES	26,017,715,411	32,849,108,834	6,831,393,423	26.3%
C-DEPENSES COURANTES (i + ii)	28,974,564,225	30,991,812,208	2,017,247,983	7.0%
<i>i-Fonctionnement de l'Adm. Centrale</i>	28,166,535,530	28,851,672,370	685,136,840	2.4%
<i>ii- Intérêts et frais financiers</i>	808,028,695	2,140,139,837	1,332,111,142	164.9%
D-SOLDE COURANT (B-C)	(2,956,848,814)	1,857,296,626	4,814,145,440	162.8%
E-DEPENSES D'INVESTISSEMENT	47,963,723,803	45,101,448,460	(2,862,275,343)	-6.0%
<i>Programmes & projets</i>	47,963,723,803	45,101,448,460	(2,862,275,343)	-6.0%
<i>Contrepartie locale en financement de programmes et projets</i>	4,993,983,616	6,258,941,490	1,264,957,874	25.3%
<i>Projets financés par les Dons et Emprunts</i>	42,969,740,187	38,842,506,970	(4,127,233,217)	-9.6%
F- DEPENSES EXCEPTIONNELLES	220,906,315	220,906,315		
G- DEPENSES TOTALES (C+E+F)	77,159,194,343	76,314,166,983	(845,027,360)	-1.1%
H- SOLDE GLOBAL (Hors Dons) (A-G)	(51,141,478,932)	(43,465,058,149)	7,676,420,783	15.0%
I-DONS	32,518,277,405	35,134,237,367	2,615,959,961	8.0%
<i>i-Support budgétaire</i>	3,296,582,182	3,792,500,000	495,917,818	15.0%
<i>ii-Financement des Programmes et projets</i>	29,221,695,223	31,341,737,367	2,120,042,144	7.3%
J-SOLDE GLOBAL INCLUANT DONS (H+I)	(18,623,201,527)	(8,330,820,783)	10,292,380,744	55.3%
K-FINANCEMENT (J)	(18,623,201,527)	(8,330,820,783)	10,292,380,744	55.3%
L-FINANCEMENT EXTERNE NET (i+ii+iii+iv+v+vi)	18,046,879,155	6,531,389,580	(11,515,489,575)	-63.8%
<i>i- Support budgétaire</i>	4,689,722,948	20,500,000	(4,669,222,948)	-99.6%
<i>ii-PPTE</i>	756,817,700	786,760,583	29,942,883	4.0%
<i>iii-Financement des Programmes et projets</i>	13,748,044,963	7,500,769,604	(6,247,275,359)	-45.4%
<i>iv- Amortissement de la dette</i>	(1,305,061,956)	(1,937,233,282)	(632,171,326)	-48.4%
<i>v- Arriérés</i>				
<i>vi- Rééchelonnement</i>	157,355,500	160,592,676	3,237,176	2.1%
M-FINANCEMENT INTERNE NET	576,322,370	1,799,431,202	1,223,108,832	212.2%

TITRE II

CHAPITRE I

DÉTAILS DES OPÉRATIONS

Article 11.- Les Crédits ouverts dans la Loi de Finances pour l'exercice 2008 - 2009 sont ainsi répartis :

BUDGET 2008-2009
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES				
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE				
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL 1
POUVOIR EXECUTIF	12,940,124,927	6,115,462,834	6,649,900,139	292,805,622	25,998,293,523
SECTEUR ECONOMIQUE	2,599,178,881	1,004,229,455	436,384,234	110,498,418	4,150,290,987
1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	213,846,371	129,435,174	228,627,857	12,419,689	584,329,092
1111-1-SERVICES INTERNES	179,280,350	123,992,969	210,645,407	12,415,812	526,334,538
1111-2-13- CENTRE DE TECHNIQUES DE PLANIFICATION ET D'ECONOMIE APPLIQUEE	24,154,274	4,385,063	408,413	0	28,947,751
1111-2-14- CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	10,411,747	1,057,142	0	3,877	11,472,766
1111-2-15- CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEOSPATIALE	0	0	17,574,037	0	17,574,037
1112-MIN. DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1,341,037,259	657,431,821	92,761,375	79,674,304	2,170,904,759
1112-1-SERVICES INTERNES	222,053,926	113,902,528	3,899,440	26,439,808	366,295,701
1112-2-13- INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE	46,462,485	16,665,000	35,000	2,150,457	65,312,942
1112-2-14- DIRECTION GENERALE DU BUDGET	38,463,732	21,037,657	123,735	6,239,789	65,864,913
1112-2-15- DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	477,215,945	131,872,181	1,500,000	16,667,250	627,255,376
1112-2-16- ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	536,831,840	349,096,846	500,000	24,391,285	910,819,971
1112-2-17- BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT DES FINANCES	5,388,860	6,082,799	214,400	100,000	11,786,060
1112-2-19- FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE	0	0	11,871,707	0	11,871,707
1112-2-21- UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	0	0	28,381,304	0	28,381,304
1112-2-22- ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	0	0	36,418,937	0	36,418,937
1112-2-23- COMMISSION INTERMINISTERIELLE DES INVESTISSEMENTS	0	0	1,041,697	0	1,041,697
1112-2-24- FONDS DE DEVELOPPEMENT FRONTALIER	0	0	8,365,156	0	8,365,156
1112-2-25- INSPECTION GENERALE DES FINANCES	14,620,470	18,774,810	410,000	3,685,715	37,490,995

PONDERATION	INTERETS	SOUS-TOTAL 2	AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
				MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
90.11%	2,140,139,837	28,138,433,361	4,307,458,395	44,647,524,721	98.99%	77,093,416,477	95.89%
14.38%	0	4,150,290,987	0	32,678,590,033	72.46%	36,828,881,020	45.81%
2.03%		584,329,092	0	9,925,128,097	22.01%	10,509,457,188	13.07%
1.82%		526,334,538	0	9,695,693,853	21.50%	10,222,028,391	12.71%
0.10%		28,947,751	0	3,500,000	0.01%	32,447,751	0.04%
0.04%		11,472,766	0	82,574,244	0.18%	94,047,010	0.12%
0.06%		17,574,037	0	143,360,000	0.32%	160,934,037	0.20%
7.52%		2,170,904,759	0	2,558,036,975	5.67%	4,728,941,734	5.88%
1.27%		366,295,701	0	236,320,794	0.52%	602,616,495	0.75%
0.23%		65,312,942	0	35,813,190	0.08%	101,126,132	0.13%
0.23%		65,864,913	0	10,000,000	0.02%	75,864,913	0.09%
2.17%		627,255,376	0	167,125,000	0.37%	794,380,376	0.99%
3.16%		910,819,971	0	162,751,086	0.36%	1,073,571,057	1.34%
0.04%		11,786,060	0		0.00%	11,786,060	0.01%
0.04%		11,871,707	0	728,079,163	1.61%	739,950,871	0.92%
0.10%		28,381,304	0	74,085,974	0.16%	102,467,278	0.13%
0.13%		36,418,937	0	5,000,000	0.01%	41,418,937	0.05%
0.00%		1,041,697	0		0.00%	1,041,697	0.00%
0.03%		8,365,156	0		0.00%	8,365,156	0.01%
0.13%		37,490,995	0	0	0.00%	37,490,995	0.05%

**BUDGET 2008-2009
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)**

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES				
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE				
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL I
1112-2-26-BUREAU DE MONETISATION	0	0	0	0	
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DEVELOPPEMENT RURAL	417,391,867	60,174,670	2,500,000	4,930,422	484,996,959
1113-1-SERVICES INTERNES	311,656,854	41,618,357	2,500,000	3,895,833	359,671,044
1113-2-13-ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	60,502,362	831,386	0	1,034,589	62,368,337
1113-2-14-INSTITUT NATIONAL DE LA REFORME AGRAIRE	45,232,650	1,706,786	0	0	46,939,436
1113-2-15-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'AGRICULTURE		16,018,142	0		16,018,142
1114-MIN. DES TRAV. PUB. TRANSP. & COMM.	362,785,521	56,467,479	59,455,519	2,082,041	480,790,560
1114-1-SERVICES INTERNES	257,809,983	47,330,162	170,000	600,000	305,910,145
1114-2-13-SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE	12,226,676	789,181	0	0	13,015,857
1114-2-15-LABORATOIRE NATIONAL DE BATIMENTS ET DE TRAVAUX PUBLICS	12,032,636	885,781	0	82,493	13,000,909
1114-2-16-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	27,206,581	1,227,498	0	0	28,434,079
1114-2-17-SERVICES MARITIME ET DE NAVIGATION HAITIENNE	12,360,367	1,489,403	0	1,210,541	15,060,311
1114-2-18-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	9,451,540	0	0	0	9,451,540
1114-2-19-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	31,697,739	4,745,455	0	189,006	36,632,199
1114-2-20-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	0	0	5,347,527	0	5,347,527
1114-2-21-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	0	0	53,937,991	0	53,937,991
1114-2-22-CENTRALE AUTONOME METROPOLITAINE D'EAU POTABLE	0	0	0	0	0
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	103,843,507	15,616,573	37,539,483	2,503,435	159,502,997
1115-1-SERVICES INTERNES	103,843,507	15,616,573	1,760,765	2,503,435	123,724,280
1115-2-13 OFFICE DES POSTES D'HAITI	0	0	7,472,447	0	7,472,447

PONDERATION	INTERETS	SOUS-TOTAL 2	AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
				MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
0.00%		0	0	1,138,861,768	2.53%	1,138,861,768	1.42%
1.68%		484,996,959	0	5,960,102,966	13.21%	6,445,099,925	8.02%
1.25%		359,671,044	0	5,940,102,966	13.17%	6,299,774,010	7.84%
0.22%		62,368,337	0	20,000,000	0.04%	82,368,337	0.10%
0.16%		46,939,436	0	0	0.00%	46,939,436	0.06%
0.06%		16,018,142				16,018,142	0.02%
1.67%		480,790,560	0	13,323,773,638	29.54%	13,804,564,197	17.17%
1.06%		305,910,146	0	12,784,133,582	28.35%	13,090,043,728	16.28%
0.05%		13,015,857	0	388,841,056	0.86%	401,856,913	0.50%
0.05%		13,000,909	0	0	0.00%	13,000,909	0.02%
0.10%		28,434,079	0	0	0.00%	28,434,079	0.04%
0.05%		15,060,311	0	0	0.00%	15,060,311	0.02%
0.03%		9,451,540	0		0.00%	9,451,540	0.01%
0.13%		36,632,199	0	21,320,000	0.05%	57,952,199	0.07%
0.02%		5,347,527	0		0.00%	5,347,527	0.01%
0.19%		53,937,991	0		0.00%	53,937,991	0.07%
0.00%		0	0	129,479,000	0.29%	129,479,000	0.16%
0.55%		159,502,997	0	433,198,500	0.96%	592,701,497	0.74%
0.43%		123,724,280	0	433,198,500	0.96%	556,922,780	0.69%
0.03%		7,472,447	0		0.00%	7,472,447	0.01%

BUDGET 2008-2009
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES				
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE				
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL 1
1115-2-15 DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	0	0	16,762,177	0	16,762,17
1115-2-16 CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	0	0	11,544,094	0	11,544,09
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	96,130,071	60,399,407	15,000,000	1,000,000	172,529,47
1116-1-SERVICES INTERNES	96,130,071	60,399,407	15,000,000	1,000,000	172,529,47
1117-MINISTERE DU TOURISME	64,144,285	24,704,330	500,001	7,888,527	97,237,14
1117-1-SERVICES INTERNES	57,309,495	23,682,330	500,001	7,888,527	89,380,35
1117-2-11-ECOLE HOTELIERE	6,834,790	1,022,000	0	0	7,856,79
SECTEUR POLITIQUE	4,193,535,779	3,669,852,044	418,655,630	63,845,899	8,345,889,35
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	3,359,807,849	1,853,976,129	96,240,717	43,537,708	5,353,562,40
1211-1-SERVICES INTERNES	454,750,152	56,954,339	824,900	14,289,769	526,819,16
1211-2-16- POLICE NATIONALE D'HAITI	2,905,057,697	1,747,746,495	40,865,120	29,247,938	4,722,917,25
1211-2-17-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	0	0	32,105,962	0	32,105,96
1211-2-18-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	0	35,630,134	0	0	35,630,13
1211-2-19-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	0	0	22,444,734	0	22,444,73
1211-2-20-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA JUSTICE	0	13,645,161	0	0	13,645,16
1211-2-21-ECOLE DE LA MAGISTRATURE	0	0	0	0	0
1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	36,339,931	12,244,247	0	653,799	49,237,97
1212-1-SERVICES INTERNES	36,339,931	12,244,247	0	653,799	49,237,97
1213-MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGERES	169,119,895	981,108,994	1,937,769	6,076,473	1,158,243,1
1213-1-SERVICES INTERNES	169,119,895	981,108,994	1,937,769	6,076,473	1,158,243,1
1214-LA PRESIDENCE	185,552,341	353,896,243	1,649,867	1,360,356	542,458,8
1214-1-SERVICES INTERNES	185,552,341	353,896,243	1,649,867	1,360,356	542,458,8
1215-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	153,374,564	178,042,776	169,446,052	6,744,514	507,607,9
1215-1-SERVICES INTERNES	144 503 564	128 917 394	32 500 039	6 494 600	312 415 5

PONDERATION	INTERETS	SOUS-TOTAL 2	AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
				MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
0.06%		16,762,177	0		0.00%	16,762,177	0.02%
0.04%		11,544,094	0		0.00%	11,544,094	0.01%
0.60%		172,529,478	0	377,412,243	0.84%	549,941,722	0.68%
0.60%		172,529,478	0	377,412,243	0.84%	549,941,722	0.68%
0.34%		97,237,142	0	100,937,614	0.22%	198,174,756	0.25%
0.31%		89,380,352	0	100,937,614	0.22%	190,317,967	0.24%
0.03%		7,856,790	0		0.00%	7,856,790	0.01%
28.93%	0	8,345,889,352	0	2,314,673,882	5.13%	10,660,563,234	13.26%
18.56%		5,353,562,403	0	1,557,946,953	3.45%	6,911,509,356	8.60%
1.83%		526,819,160	0	1,262,011,696	2.80%	1,788,830,856	2.22%
16.37%		4,722,917,251	0	295,935,257	0.66%	5,018,852,508	6.24%
0.11%		32,105,962	0		0.00%	32,105,962	0.04%
0.12%		35,630,134	0		0.00%	35,630,134	0.04%
0.08%		22,444,734	0		0.00%	22,444,734	0.03%
0.05%		13,645,161	0		0.00%	13,645,161	0.02%
0.00%		0	0		0.00%	0	0.00%
0.17%		49,237,977	0	29,680,000	0.07%	78,917,977	0.10%
0.17%		49,237,977	0	29,680,000	0.07%	78,917,977	0.10%
4.01%		1,158,243,132	0	0	0.00%	1,158,243,132	1.44%
4.01%		1,158,243,132	0	0	0.00%	1,158,243,132	1.44%
1.88%		542,458,807	0	0	0.00%	542,458,807	0.67%
1.88%		542,458,807	0	0	0.00%	542,458,807	0.67%
1.76%		507,607,905	0	89,216,000	0.20%	596,823,905	0.74%
1.08%		312,415,598	0	89,216,000	0.20%	401,631,598	0.50%

BUDGET 2008-2009
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES				
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE				
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL 1
1215-2-14-CENTRE DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	8,871,000	1,639,803	0	249,914	10,760,716
1215-2-16-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	0	0	30,492,342	0	30,492,342
1211-2-17-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	0	0	20,521,386	0	20,521,386
1215-2-18-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	0	0	16,364,444	0	16,364,444
1215-2-19-COMMISSION NATIONALE DES MARCHES PUBLICS	0	0	39,339,909	0	39,339,909
1215-2-20-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	0	0	15,135,061	0	15,135,061
1215-2-21-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	0	47,485,579	0	0	47,485,579
1215-2-22-BUREAU DE COORDINATION ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	0	0	15,092,869	0	15,092,869
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	289,341,199	290,583,655	149,381,225	5,473,050	734,779,129
1216-1-SERVICES INTERNES	289,341,199	290,583,655	3,745,000	5,473,050	589,142,904
1216-2-15 ORGANISME DE SURVEILLANCE ET D'AMENAGEMENT DU MORNE HOPITAL	0	0	2,742,537	0	2,742,537
1216-2-17 SERVICE METROPOLITAIN DE COLLECTE DE RESIDUS SOLIDES	0	0	142,893,688	0	142,893,688
SECTEUR SOCIAL	5,806,926,850	789,986,788	897,952,500	91,347,587	7,586,213,725
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	3,620,631,224	547,705,350	853,269,645	66,571,530	5,088,177,749
1311-1-SERVICES INTERNES	3,396,903,437	516,289,599	849,030,607	62,293,799	4,824,517,442
1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION	60,683,448	10,592,650	200,000	1,583,000	73,059,097

PONDERATION	INTERETS	SOUS-TOTAL 2	AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
				MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
0.04%		10,760,716	0		0.00%	10,760,716	0.01%
0.11%		30,492,342	0		0.00%	30,492,342	0.04%
0.07%		20,521,386	0		0.00%	20,521,386	0.03%
0.06%		16,364,444	0		0.00%	16,364,444	0.02%
0.14%		39,339,909	0	0	0.00%	39,339,909	0.05%
0.05%		15,135,061	0		0.00%	15,135,061	0.02%
0.16%		47,485,579	0		0.00%	47,485,579	0.06%
0.05%		15,092,869	0		0.00%	15,092,869	0.02%
2.55%		734,779,129	0	637,830,929	1.41%	1,372,610,058	1.71%
2.04%		589,142,904	0	637,830,929	1.41%	1,226,973,833	1.53%
0.01%		2,742,537	0		0.00%	2,742,537	0.00%
0.50%		142,893,688	0		0.00%	142,893,688	0.18%
26.29%	0	7,586,213,725	0	9,504,143,507	21.07%	17,090,357,232	21.26%
17.64%		5,088,177,749	0	2,325,829,840	5.16%	7,414,007,589	9.22%
16.72%		4,824,517,442	0	1,939,448,332	4.30%	6,763,965,774	8.41%
0.25%		73,059,097	0		0.00%	73,059,097	0.09%

BUDGET 2008-2009
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES				
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE				
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUSTOTAL 1
1311-2-15-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	11,568,205	3,065,109	56,418	0	14,689,732
1311-2-17-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	151,476,134	17,757,993	1,022,918	2,694,731	172,951,776
1311-2-18-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	0	0	2,959,703	0	2,959,703
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	309,618,434	39,853,252	22,207,267	8,596,363	380,275,316
1312-1-SERVICES INTERNES	239,063,424	17,662,363	10,508,198	7,903,948	275,137,933
1312-2-13-INSTITUT BIEN ETRE SOCIAL ET DE RECHERCHES	27,718,134	1,420,949	150,000	198,200	29,487,283
1312-2-14-ENTREPRISE PUBLIQUE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	23,014,727	2,726,404	0	277,000	26,018,131
1312-2-15-OFFICE NATIONAL MIGRATION	19,822,148	3,339,768	11,549,069	217,215	34,928,200
1312-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES	0	14,703,769	0	0	14,703,769
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	1,631,330,879	97,774,558	6,682,266	6,599,827	1,742,387,530
1313-1-SERVICES INTERNES	1,631,330,879	97,774,558	2,911,000	6,599,827	1,738,616,264
1313-2-14-11-SUBVENTION AUX ORGANISMES PRIVES/PUBLICS	0	0	3,771,266	0	3,771,266
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME	66,264,556	11,512,861	1,286,896	643,448	79,707,761
1314-1-SERVICES INTERNES	66,264,556	11,512,861	1,286,896	643,448	79,707,761
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE	179,081,757	93,140,767	14,506,425	8,936,418	295,665,367
1315-1-SERVICES INTERNES	179,081,757	93,140,767	14,506,425	8,936,418	295,665,367
SECTEUR CULTUREL	340,483,417	184,129,732	60,212,907	14,113,718	598,939,774
1411-MINISTERE DES CULTES	38,500,689	3,688,382	39,616,968	2,015,371	83,821,410
1411-1-SERVICES INTERNES	38,500,689	3,688,382	39,616,968	2,015,371	83,821,410
1412-MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	301,982,728	180,441,351	20,595,939	12,098,347	515,118,365
1412-1-SERVICES INTERNES	60,015,744	46,275,524	914,794	3,370,246	110,576,308

PONDERATION	INTERETS	SOUS-TOTAL 2	AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
				MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
0.05%		14,689,732	0		0.00%	14,689,732	0.02%
0.60%		172,951,776	0	386,381,508	0.86%	559,333,284	0.70%
0.01%		2,959,703	0		0.00%	2,959,703	0.00%
1.32%		380,275,316	0	89,221,651	0.20%	469,496,967	0.58%
0.95%		275,137,933	0	89,221,651	0.20%	364,359,584	0.45%
0.10%		29,487,283	0	0	0.00%	29,487,283	0.04%
0.09%		26,018,131	0	0	0.00%	26,018,131	0.03%
0.12%		34,928,200	0		0.00%	34,928,200	0.04%
0.05%		14,703,769	0		0.00%	14,703,769	0.02%
6.04%		1,742,387,530	0	6,986,215,016	15.49%	8,728,602,546	10.86%
6.03%		1,738,616,265	0	6,986,215,016	15.49%	8,724,831,280	10.85%
0.01%		3,771,266	0		0.00%	3,771,266	0.00%
0.28%		79,707,762	0	66,377,000	0.15%	146,084,762	0.18%
0.28%		79,707,762	0	66,377,000	0.15%	146,084,762	0.18%
1.02%		295,665,367	0	36,500,000	0.08%	332,165,367	0.41%
1.02%		295,665,367	0	36,500,000	0.08%	332,165,367	0.41%
2.08%	0	598,939,775	0	150,117,300	0.33%	749,057,075	0.93%
0.29%		83,821,410	0	0	0.00%	83,821,410	0.10%
0.29%		83,821,410	0	0	0.00%	83,821,410	0.10%
1.79%		515,118,365	0	150,117,300	0.33%	665,235,665	0.83%
0.38%		110,576,309	0	66,100,000	0.15%	176,676,309	0.22%

BUDGET 2008-2009
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES				
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE				
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL 1
1412-2-13-ECOLE NATIONALE DES ARTS	19,899,385	2,012,750	118,100	1,117,650	23,147,886
1412-2-14-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	9,588,820	5,898,244	0	0	15,487,065
1412-2-15-THEATRE NATIONAL	21,155,350	1,066,960	0	178,690	22,401,000
1412-2-16-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL HAITIEN	10,806,641	1,354,606	0	0	12,161,247
1412-2-17-BUREAU D'ETHNOLOGIE	8,345,013	843,914	0	0	9,188,927
1412-2-18-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	16,304,412	6,788,061	75,000	2,283,502	25,450,975
1412-2-19-ARCHIVES NATIONALES	64,956,874	15,714,983	1,625,085	2,887,267	85,184,210
1412-2-20-TELEVISION NATIONALE D'HAITI	65,606,576	12,778,250	0	941,097	79,325,922
1412-2-21-RADIO NATIONALE D'HAITI	25,303,913	3,628,058	0	1,319,894	30,251,864
1412-2-23-ACTIVITÉS CULTURELLES	0	84,080,000	0	0	84,080,000
1412-2-24-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	0	0	8,606,258	0	8,606,258
1412-2-25-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	0	0	9,256,702	0	9,256,702
AUTRES ADMINISTRATIONS	0	467,264,815	4,836,694,869	13,000,000	5,316,959,684
1511- INTERVENTIONS PUBLIQUES	0	467,264,815	4,836,694,869	13,000,000	5,316,959,684
1511-1-11-CONTRIBUTION AUX FONDS DE PENSION			408,158,092		408,158,092
1511-1-13-CONTRIBUTIONS AUX INSTITUTIONS INTERNATIONALES			65,000,000		65,000,000
1511-1-49-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	0	467,264,815	4,363,536,778	13,000,000	4,843,801,593
1512- DETTE PUBLIQUE	0	0	0	0	0
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE					
1512-1-1211-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES					
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERNES					
1512-2-11-DETTE MULTILATERALE					
1512-2-12-DETTE BILATERALE					

PONDERATION	INTERETS	SOUS-TOTAL 2	AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
				MONTANT	PONDERATION	MONTANT	PONDER.
0.08%		23,147,886	0	0	0.00%	23,147,886	0.03%
0.05%		15,487,065	0	545,300	0.00%	16,032,365	0.02%
0.08%		22,401,000	0	0	0.00%	22,401,000	0.03%
0.04%		12,161,247	0		0.00%	12,161,247	0.02%
0.03%		9,188,927	0	0	0.00%	9,188,927	0.01%
0.09%		25,450,975	0	0	0.00%	25,450,975	0.03%
0.30%		85,184,210	0	78,000,000	0.17%	163,184,210	0.20%
0.27%		79,325,922	0	5,472,000	0.01%	84,797,922	0.11%
0.10%		30,251,864	0		0.00%	30,251,864	0.04%
0.29%		84,080,000	0		0.00%	84,080,000	0.10%
0.03%		8,606,258	0		0.00%	8,606,258	0.01%
0.03%		9,256,702	0		0.00%	9,256,702	0.01%
18.43%	2,140,139,837	7,457,099,522	4,307,458,395	0	0.00%	11,764,557,917	14.63%
18.43%		5,316,959,684	220,906,315	0	0.00%	5,537,866,000	6.89%
1.41%		408,158,092	0		0.00%	408,158,092	0.51%
0.23%		65,000,000	0		0.00%	65,000,000	0.08%
16.79%		4,843,801,593	220,906,315		0.00%	5,064,707,908	6.30%
0.00%	2,140,139,837	2,140,139,837	4,086,552,080	0	0.00%	6,226,691,917	7.74%
	1,070,000,000	1,070,000,000	0		0.00%	1,070,000,000	1.33%
		0	0		0.00%	0	0.00%
	94,088,879	94,088,879	2,149,318,798		0.00%	2,243,407,677	2.79%
	800,888,017	800,888,017	1,784,829,396		0.00%	2,585,717,413	3.22%
	175,162,941	175,162,941	152,403,886		0.00%	327,566,827	0.41%

BUDGET 2008-2009
(RESUME DES CREDITS PAR SECTION ET PAR NATURE)

	PROJECTION DES DEPENSES COURANTES				
	FONCTIONNEMENT DE L'ADM. CENTRALE				
	PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	SUBVENTIONS & QUOTES-PARTS	IMMOBILISATION	SOUS-TOTAL
1512-2-13-AUTRES DETTES EXTERNES					
POUVOIR LEGISLATIF	886,818,353	249,707,397	170,537,662	50,557,984	1,357,621
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	296,786,242	103,425,944	78,863,492	22,269,100	501,344
2212- CHAMBRE DES DEPUTES	590,032,110	146,281,453	91,674,170	28,288,884	856,276
POUVOIR JUDICIAIRE	537,007,800	63,739,233	68,542	11,580,899	612,396
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	537,007,800	63,739,233	68,542	11,580,899	612,396
3211-1-11-ADMINISTRATION GENERALE	0	41,246,675	0	0	41,246
3211-2-12-COUR DE CASSATION	48,978,558	6,139,505	68,542	2,342,450	57,529
3211-2-13-COUR D'APPEL	31,225,235	3,961,407	0	409,681	35,596
3211-2-14-TRIBUNAUX	456,804,007	12,391,645	0	8,828,768	478,024
ORGANISMES INDEPENDANTS	426,188,163	44,422,292	405,645,103	7,105,420	883,360
4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	198,718,192	23,959,412	489,757	1,938,594	225,105
4211-CONSEIL ELECTORAL	220,546,971	15,784,239	0	4,246,758	240,577
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	6,923,000	4,678,640	0	920,069	12,521
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	0	0	405,155,346	0	405,155
TOTAL	14,790,139,243	6,473,331,755	7,226,151,446	362,049,926	28,851,672

			AUTRES CHARGES	PROGRAMMES ET PROJETS		TOTAL CREDITS	
PONDERATION	INTERETS	SOUS-TOTAL 2		MONTANT	PONDE- RATION	MONTANT	PONDER.
		0	0		0.00%	0	0.00%
4.71%	0	1,357,621,396	0	260,100,000	0.58%	1,617,721,396	2.01%
1.74%		501,344,778		231,300,000	0.51%	732,644,778	0.91%
2.97%		856,276,618	0	28,800,000	0.06%	885,076,618	1.10%
2.12%	0	612,396,474	0	0	0.00%	612,396,474	0.76%
2.12%		612,396,474	0	0	0.00%	612,396,474	0.76%
0.14%		41,246,675			0.00%	41,246,675	0.05%
0.20%		57,529,055	0	0	0.00%	57,529,055	0.07%
0.12%		35,596,323			0.00%	35,596,323	0.04%
1.66%		478,024,420	0	0	0.00%	478,024,420	0.59%
3.06%	0	883,360,978	0	193,823,739	0.43%	1,077,184,717	1.34%
0.78%		225,105,955		47,000,000	0.10%	272,105,955	0.34%
0.83%		240,577,967	0	112,960,000	0.25%	353,537,967	0.44%
0.04%		12,521,709	0		0.00%	12,521,709	0.02%
1.40%		405,155,346	0	33,863,739	0.08%	439,019,085	0.55%
100.00%	2,140,139,837	30,991,812,208	4,307,458,395	45,101,448,460	100.00%	80,400,719,063	100.00%

Article 12.- Pour l'exercice 2008 - 2009, il est prévu pour assurer le service de la Dette Publique un montant de SIX MILLIARDS DEUX CENT VINGT SIX MILLIONS SIX CENT QUATRE VINGT ONZE MILLE NEUF CENT DIX SEPT GOURDES ET 00/100 (6 226 691 917,00 GOURDES), réparti suivant le tableau ci-dessous :

TABLEAU DU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE PREVU POUR L'EXERCICE 2008 - 2009			
	INTÉRÊT	AMORTISSEMENT	TOTAL
TOTAL DETTE PUBLIQUE	2,140,139,837	4,086,552,080	6,226,691,917
512-1- DETTE INTERNE	1,164,088,879	2,149,318,798	3,313,407,677
1512-1-11- INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1,070,000,000		1,070,000,000
1512-1-12- AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES			
1512-1-13- AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	94,088,879	2,149,318,798	2,243,407,677
1512-2- DETTE EXTERNE	976,050,958	1,937,233,282	2,913,284,240
1512-2-11- DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	800,888,017	1,784,829,396	2,585,717,413
1512-2-12- DETTE PUBLIQUE BILATERALE	175,162,941	152,403,886	327,566,827
1512-2-13- AUTRES DETTES EXTERNES			

Article 13.- Les subventions accordées par le Trésor Public, au nom de la population ou des collectivités sont assujetties au contrôle du Ministère concerné ainsi qu'à celui du Ministère de l'Économie et des Finances et de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

Article 13.1.- Les comptes courants de fonctionnement ne peuvent être utilisés à l'octroi de subventions.

Article 13.2.- Une institution émergeant au Budget de la République ne peut bénéficier de subvention provenant des disponibilités budgétaires d'une autre institution.

Article 13.3.- Dans le cadre de subventions permanentes ou d'allocations octroyées à des institutions publiques n'émergeant pas au budget ou à des institutions privées, les organes de contrôle de l'Etat peuvent intervenir à tout moment pour vérifier l'utilisation des fonds avancés.

- Article 14.-** Toutes les recettes perçues par les Organismes Publics doivent faire l'objet d'un contrôle strict de la part des institutions de tutelle. Ces dernières doivent approuver les barèmes et taux établis et veiller à ce qu'ils reçoivent la plus large diffusion possible. Les dépenses financées par de telles recettes doivent être pleinement justifiées.
- Article 15.-** Les crédits ouverts dans la Loi de Finances et mis à la disposition des entités administratives sont affectés à un service ou à un ensemble de services. Ils sont spécialisés par Institution groupant les dépenses selon leur nature ou leur destination. Ils peuvent être limitatifs, évaluatifs ou provisionnels.
- Article 15.1.-** Sont considérés comme crédits évaluatifs dans la présente Loi de Finances les crédits destinés au service de la Dette Publique et ceux figurant au Chapitre « Interventions Publiques », prévus à la couverture de Frais de Justice, réparations civiles, dégrèvements et restitutions.
- Article 15.2.-** Les alinéas des « Autres Interventions Publiques » du Chapitre Budgétaire « Interventions Publiques » ayant valeur de crédits provisionnels font l'objet d'une liste présentée en annexe.
- Article 16.-** Tous les crédits qui ne sont pas considérés aux articles 15.1 et 15.2 sont des crédits limitatifs. Ils sont ouverts pour les dépenses dont la répartition, par Institution, Chapitre, Section et Article de Dépenses, déterminera la spécialisation des autorisations.
- Article 17.-** Les ressources prévues pour le financement des Programmes et Projets d'Investissements Publics seront déposées par tranche sur le COMPTE SPECIAL DU TRESOR POUR LE DEVELOPPEMENT conformément à l'Arrêté fixant les modalités du Décret du 4 octobre 1984 sur les Fonds d'Investissements Publics;
- Article 18.-** Le Ministère de l'Économie et des Finances établit avec les ordonnateurs les détails des articles budgétaires contenus dans la présente Loi de Finances et en informe la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.
- Article 19.-** L'évaluation des champs de taxation, des emprunts, des dons, ainsi que la répartition des crédits de fonctionnement et d'investissement complètent la présente Loi de Finances sous forme de tableaux.
- Article 20.-** Les voies et moyens sont ainsi identifiés :
- 1.- Recettes Fiscales;
 - 2.- Recettes non Fiscales;
 - 3.- Recettes en Capital;
 - 5.- Dons;
 - 6.- Remboursements de prêts et avances et ventes de participations ou restitutions de capital;
 - 8.- Emprunts;
- Article 21.-** La catégorie institutionnelle est basée sur le principe de la séparation des pouvoirs et l'existence des institutions indépendantes. Le secteur permet de regrouper les Institutions de l'Administration Centrale selon leurs domaines d'activités. L'Institution désigne toute entité publique faisant partie de l'Administration Centrale et jouissant de sa pleine autonomie administrative conformément aux dispositions de la Loi. Le Chapitre désigne soit les services internes d'un Ministère appelés services centraux, soit les services centraux techniquement déconcentrés communément appelés services externes. La Section est une subdivision du Chapitre. L'Article sert à désigner le premier niveau de détails permettant de classer par nature les dépenses publiques; il en existe neuf (9) :

- 1.- Dépenses de Personnel;
- 2.- Dépenses de Services et de Charges diverses;
- 3.- Achats de Biens de Consommations et Petits Matériels;
- 4.- Immobilisations Corporelles;
- 5.- Immobilisations Incorporelles;
- 6.- Prêts, Avances, Prises de Participation et Placement;
- 7.- Subventions, Quotes-parts et Contributions, Allocations, Indemnisations;
- 8.- Amortissement de la Dette Publique;
- 9.- Autres Dépenses Publiques.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS EN VUE DU CONTRÔLE DES TRANSACTIONS BUDGÉTAIRES

- Article 22.-** Toutes les ressources de l'État sont de droit des ressources budgétaires même dans le cas où elles n'auraient pas été prévues dans la Loi de Finances. Les ressources de l'État ou de tout Organisme Public ne peuvent être créées que par des lois, conventions, jugements ou services rendus et, sauf dérogation légale, doivent être versées au Trésor Public.
- Article 23.-** Tout chèque émis à l'ordre de l'État, d'un Ministère ou d'un Organisme Public, ne peut être endossé que pour dépôt au compte « Trésor Public » ou, si les raisons sont bien spécifiées et conformes aux lois en vigueur, à un compte de l'Administration de l'État. Le paiement en numéraire d'un tel chèque est formellement interdit.
- Article 24.-** Pour certaines catégories de dépenses spécifiées par la loi et dans les limites des crédits budgétaires existant, des avances de fonds à justifier peuvent être consenties par le Trésor Public. Toute nouvelle avance ne peut être octroyée que sur présentation des justificatifs des dépenses effectuées à partir des avances précédentes.
- Article 25.-** Le barème des frais de voyage à l'intérieur et à l'extérieur du pays ainsi que celui relatif à l'octroi d'indemnité de responsabilité et de rémunération pour travaux en heures supplémentaires est mis à jour et publié régulièrement à la diligence du Ministère de l'Économie et des Finances.
- Article 26.-** L'agent de la fonction publique ne peut émarger en même temps aux crédits budgétaires de plus d'une Institution, sauf s'il remplit la fonction d'enseignant à côté de son emploi principal.
- Article 27.-** Les engagements pris au-delà des crédits budgétaires fixés par la présente Loi de Finances, les engagements contraires aux lois et règlements en vigueur n'obligent point l'État haïtien. Toute personne physique ou morale qui aura contracté de tels engagements sera réputée pécuniairement responsable, sans préjudice des poursuites pénales ou civiles qui pourraient être intentées contre elle.

- Article 28.-** Les dépenses de fonctionnement exécutées à partir de l'article "9- Autres Dépenses Publiques" doivent être imputées à l'article budgétaire approprié et prises en compte dans la loi de règlement de l'exercice. Sont exemptes de cette obligation les dépenses d'intelligence et de police.
- Article 29.-** Les dépenses effectuées à partir des comptes courants de fonctionnement par l'Administration Centrale seront régularisées par imputation aux alinéas budgétaires appropriés et ne peuvent servir à la rémunération du personnel.
- Article 30.-** Toute personne physique ou morale qui aura entravé les procédures d'exécution de la Loi de Finances, c'est-à-dire la perception d'impôts, taxes, droits, ou l'exécution des dépenses, sera punie conformément aux lois régissant la matière. Il en sera de même pour toute personne qui aura omis de verser au « Trésor Public », dans les délais légaux, les droits perçus pour compte de l'État.
- Article 31.-** Toute action de nature à accroître la masse salariale doit être intégrée dans la programmation trimestrielle de l'exécution de la Loi de Finances.
- Article 31.1.-** Pour être recevables, les avis de mouvement du personnel doivent s'accompagner d'un formulaire, signé d'un contrôleur financier, attestant la disponibilité du crédit.
- Article 31.2.-** Les décisions de mouvements du personnel n'étant opposables à l'État que seulement quand elles sont entérinées par les services de contrôle du Ministère de l'Économie et des Finances; elles ne peuvent prendre effet qu'une fois cette étape franchie.
- Article 32.-** Les opérations sur les comptes spéciaux du Trésor et les comptes courants des Organismes Publics sont réalisées en conformité aux lois et règlements régissant la matière.
- Article 33.-** Sous peine de sanctions disciplinaires, les services administratifs et comptables des Ministères et Organismes Publics ont l'obligation de remettre les chèques reçus des guichets de la Direction du Trésor à leur bénéficiaire ou mandataire désigné dans un délai n'excédant pas cinq jours ouvrables, à compter de la date de réception; les chèques devenus sans objet doivent être retournés sans délai au Ministère de l'Économie et des Finances accompagnés d'un bordereau d'annulation.
- Article 34.-** Les chèques émis par le Trésor Public ont un délai de validité de six mois à compter de leur date d'émission.
- Article 35.-** Au 5 octobre, le Ministère de l'Économie et des Finances communique à la Banque de la République d'Haïti, Banque Centrale, le relevé de toutes les dépenses engagées au cours de l'exercice fiscal écoulé.
- Article 36.-** La balance entre le montant total des dépenses engagées et le total des débours faits au titre de l'année fiscale accomplie est inscrite sur un fonds de compensation ouvert en vue de prendre en charge le paiement différé, en numéraire aux guichets de la Banque Centrale, des engagements de l'exercice budgétaire clos.
- Article 37.-** Au 31 mars, six mois à la clôture de l'exercice fiscal, les activités du fonds de compensation prennent fin et, à la décision du Ministre de l'Économie et des Finances, le solde à date est pris en compte à travers l'encours de la Dette Publique ou dans le financement de la Loi de Finances en cours d'exécution.

TITRE III**DISPOSITIONS EN VUE DE FACILITER LE CONTRÔLE
DES TRANSACTIONS BUDGÉTAIRES**

- Article 38.-** Des rapports sur l'exécution de la Loi de Finances, accompagnés d'une évaluation des résultats obtenus, sont transmis au Parlement et à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif. Cette transmission se fera dans les trente jours qui suivent le trimestre.
- Article 39.-** Entre le premier et le vingtième jour de chaque mois, tous les comptables de deniers publics feront parvenir au Ministère de l'Economie et des Finances et à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, les copies certifiées conformes aux originaux, des pièces justificatives des transactions effectuées durant le mois précédent ainsi que le relevé détaillé de tous les comptes tenus et tout état qui pourrait être réclamé par le Ministère de l'Economie et des Finances.
- Article 40.-** Une revue budgétaire a lieu dans les trente jours qui suivent la fin du premier semestre de l'exercice fiscal.
- Article 41.-** Toutes les entités de l'Administration Publique feront parvenir au Ministère de l'Economie et des Finances pour être déposé au Parlement, au troisième lundi du mois de janvier, l'effectif de leur personnel regroupé par Direction et fonction.
- Article 42.-** Toutes les entités de l'Administration Publique soumettront à la CSCCA, en triple exemplaire, le 30 octobre au plus tard, un inventaire détaillé, de tous les biens meubles et immeubles en leur possession, arrêté au 30 septembre.
- Article 43.-** Les organismes autonomes de l'État et les entreprises publiques communiquent à la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, au Ministère de la Planification et de la Coopération Externe et au Ministère de l'Économie et des Finances leurs états financiers incluant l'état des résultats, le bilan et l'évolution de la situation financière 20 jours après le premier semestre de l'exercice (états intérimaires) et 3 mois après la fin de l'exercice fiscal (états définitifs). Ils soumettent au Ministère de la Planification et de la Coopération Externe et au Ministère de l'Économie et des Finances, au plus tard le 30 mai, leur projet de budget pour le prochain exercice fiscal.

TITRE IV**DISPOSITION FINALE**

- Article 44.-** Cette présente Loi de Finances abroge toutes Lois ou dispositions de Lois, tous Décrets-Lois ou dispositions de Décrets-Lois, tous Décrets ou dispositions de Décrets qui lui sont contraires et sera publiée et exécutée à la diligence des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe.

Donnée au Palais National, à Port-au-Prince, le 16 mars 2009, An 206^{ème} de l'Indépendance.

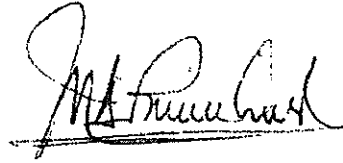
Par

Le Président :



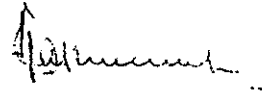
René PRÉVAL

La Première Ministre:



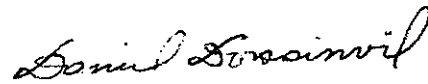
Michèle DUVIVIER PIERRE-LOUIS

Le Ministre Chargé des Relations avec le Parlement



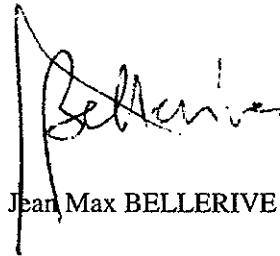
Joseph JASMIN

Le Ministre de l'Économie
et des Finances



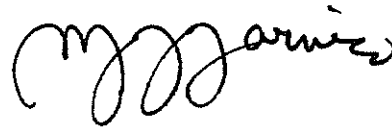
Daniel DORSAINVIL

Le Ministre de la Planification
et de la Coopération Externe



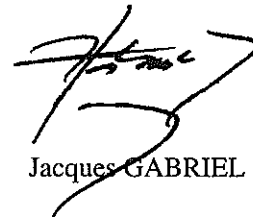
Jean Max BELLERIVE

La Ministre du Commerce
et de l'Industrie



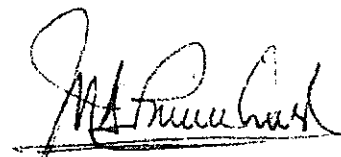
Marie-Josée GARNIER

Le Ministre des Travaux Publics,
Transports et Communications



Jacques GABRIEL

Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources
Naturelles et du Développement Rural

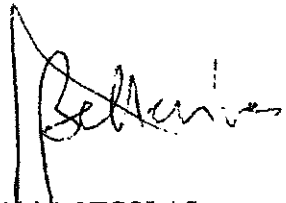


pr

Joanas GUÉ
Michèle DUVIVIER PIERRE-LOUIS

Le Ministre des Affaires Etrangères
et des Cultes

pr



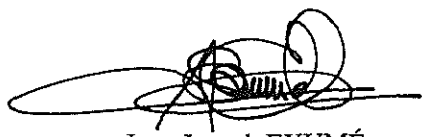
Alrich NICOLAS
Jean Max BELLERIVE

Le Ministre de l'Intérieur
et des Collectivités Territoriales



Paul Antoine BIEN-AIMÉ


Le Ministre de la Justice
et de la Sécurité Publique



Jean Joseph EXUMÉ

Le Ministre de l'Éducation Nationale
et de la Formation Professionnelle

pr



Joel Desrosiers JEAN-PIERRE
Paul Antoine BIEN-AIMÉ

La Ministre des Affaires Sociales
et du Travail



Gabrielle PRÉVILLON BEAUDIN

Le Ministre de la Santé Publique
et de la Population

pr



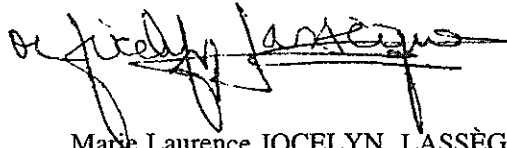
Alex LARSEN
Jacques GABRIEL

Le Ministre de la Culture
et de la Communication



Olsen JEAN JULIEN

La Ministre à la Condition Féminine
et aux Droits de la Femme



Marie Laurence JOCELYN LASSÈGUE

Le Ministre de l'Environnement



Jean-Marie Claude GERMAIN

Le Ministre des Haïtiens
Vivant à l'Étranger

pr



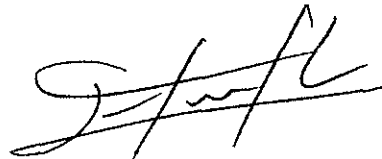
Charles MANIGAT
Gabrielle Prévillon BEAUDIN

Le Ministre du Tourisme



Patrick DELATOURE

Le Ministre de la Jeunesse, des Sports
et de l'Action Civique



Evans LESCOUFLAIR

Donnée à la Chambre des Députés, le mardi 5 mai 2009, An 206^{ème} de l'Indépendance.

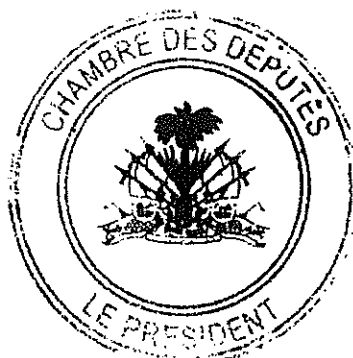
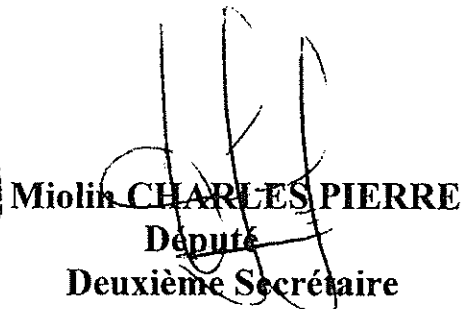


Levallant LOUIS JEUNE

**Député
Président**



Francenet DENIUS
Député
Premier Secrétaire

Miolin CHARLES PIERRE
Député
Deuxième Secrétaire

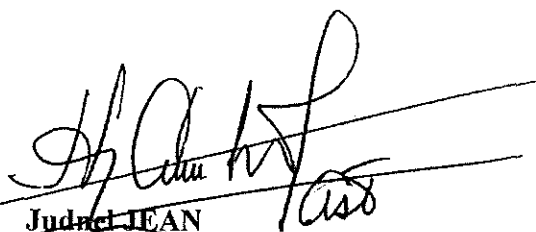
Donnée au Sénat de la République, le mardi 2 juin 2009, An 206^{ème} de l'Indépendance.



Kély C. BASTIEN, MD, MSc
Sénateur de la République




Eddy BASTIEN
Sénateur de la République
Premier Secrétaire



Judnel JEAN
Sénateur de la République
Deuxième Secrétaire

LIBERTÉ

**ÉGALITÉ
RÉPUBLIQUE D'HAÏTI**

FRATERNITÉ

AU NOM DE LA RÉPUBLIQUE

Par les présentes :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORDONNE QUE LA LOI DE FINANCES 2008 - 2009, VOTÉE PAR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS LE 5 MAI 2009 ET PAR LE SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE LE 2 JUIN 2009, SOIT REVÊTUE DU SCEAU DE LA RÉPUBLIQUE, IMPRIMÉE, PUBLIÉE ET EXÉCUTÉE.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 5 juin 2009, An 206^{ème} de l'Indépendance.



René PRÉVAL

LIBÈTE

**EGALITE
REPIBLIK DAYITI**

FRATÈNITE

NAN NON REPIBLIK LA

PREZIDAN REPIBLIK LA ÒDONE POU METE SO REPIBLIK LA SOU LWA FINANS 2008 - 2009 LA KE CHANM DEPITE A VOTE NAN DAT 5 ME 2009 LA, KE SENA REPIBLIK LA VOTE NAN DAT 2 JEN 2009 LA, EPI POU LWA A ENPRIME, PIBLIYE, EKZEKITE.

Palè Nasyonal, Pòtoprens, jou ki 5 jen 2009 la, 206^{èm} lane Endepandans lan.



René PRÉVAL

**OPERATIONS DE
L'ADMINISTRATION CENTRALE**

**BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
OPERATIONS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE
PROGRAMMATION TRIMESTRIELLE
Montant en Gourdes**

BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
OPERATIONS DE L'ADMINISTRATION CENTRALE
PROGRAMMATION TRIMESTRIELLE
Montant en Gourdes

OPERATIONS	TRIM. I	TRIM. II	SEM I	TRIM. III	TRIM. IV	SEM II	MONTANT
A-RESSOURCES TOTALES (B)	7,368,760,716	7,155,074,861	14,523,835,577	8,846,407,408	9,478,865,849	18,325,273,257	32,849,108,834
B-RECETTES COURANTES	7,368,760,716	7,155,074,861	14,523,835,577	8,846,407,408	9,478,865,849	18,325,273,257	32,849,108,834
Recettes Internes	4,912,969,720	5,050,075,417	9,963,045,137	6,061,181,234	6,395,149,221	12,456,330,455	22,418,375,592
Recettes Douanières	2,331,289,943	1,980,140,385	4,311,430,329	2,770,032,775	3,064,270,570	5,834,303,345	10,145,733,674
Autres Ressources Internes	124,501,053	124,859,058	249,360,110	15,193,400	19,446,058	34,639,458	283,999,568
C-DEPENSES COURANTES (I + II)	8,163,723,462	8,268,509,251	14,432,231,712	8,279,790,248	8,279,790,248	16,559,580,495	30,991,812,208
i-Fonctionnement de l'Adm. Centrale	7,835,046,920	8,216,389,426	14,051,435,346	7,400,118,512	7,400,118,512	14,800,237,024	28,851,872,370
Personnel	3,725,438,923	2,530,905,260	6,256,344,183	4,266,897,530	4,266,897,530	8,533,795,060	14,790,139,243
Biens & Services	1,530,852,979	1,706,818,398	3,237,672,378	1,617,829,690	1,617,829,690	3,235,659,379	6,473,331,755
Quotes -parts et subventions	2,529,698,256	1,918,189,850	4,447,888,106	1,389,131,670	1,389,131,670	2,778,263,340	7,226,151,446
Immobilisation	49,056,782	60,473,919	109,530,681	126,259,622	126,259,622	252,519,245	362,049,926
ii-Intérêts et frais financiers	328,676,542	52,119,825	380,796,366	879,671,736	879,671,736	1,759,343,471	2,140,139,837
Dettes Internes	150,543,510	-	150,543,510	506,772,685	506,772,685	1,013,545,369	1,164,088,879
Dettes Externes	178,133,032	52,119,825	230,252,856	372,899,051	372,899,051	745,798,102	976,050,958
D-SOLDE COURANT (B-C)	(794,962,746)	886,566,610	91,603,864	566,617,161	1,199,075,601	1,765,692,762	1,857,296,626
E-DEPENSES D'INVESTISSEMENT	11,275,362,115	11,275,362,115	22,550,724,230	11,275,362,115	11,275,362,115	22,550,724,230	45,101,448,460
Programmes & projets	11,275,362,115	11,275,362,115	22,550,724,230	11,275,362,115	11,275,362,115	22,550,724,230	45,101,448,460
<i>Contrepartie locale en financement de programmes et projets</i>	<i>1,564,735,373</i>	<i>1,564,735,373</i>	<i>3,129,470,745</i>	<i>1,564,735,373</i>	<i>1,564,735,373</i>	<i>3,129,470,745</i>	<i>6,258,941,490</i>
Projets financés par le Trésor Public	1,090,047,873	1,090,047,873	2,180,095,745	1,090,047,873	1,090,047,873	2,180,095,745	4,360,191,490
Autres Fonds de Contrepartie en financement de programmes et projets	474,687,500	474,687,500	949,375,000	474,687,500	474,687,500	949,375,000	1,898,750,000
<i>Projets financés par les Dons et Emprunts</i>	<i>9,710,626,743</i>	<i>9,710,626,743</i>	<i>19,421,253,485</i>	<i>9,710,626,743</i>	<i>9,710,626,743</i>	<i>19,421,253,485</i>	<i>38,842,506,970</i>
F-DEPENSES EXCEPTIONNELLES	41,779,207	142,089,228	183,868,435	18,518,940	18,518,940	37,037,880	220,906,315
Elections	41,779,207	142,089,228	183,868,435	18,518,940	18,518,940	37,037,880	220,906,315
G-DEPENSES TOTALES (C+E+F)	19,480,864,784	17,685,959,594	37,166,824,378	19,573,671,303	19,573,671,303	39,147,342,606	76,314,166,983
H- SOLDE GLOBAL (Hors Dons) (A-G)	(12,112,104,068)	(10,530,884,733)	(22,642,988,601)	(10,727,263,894)	(10,094,805,454)	(20,822,069,348)	(43,465,058,149)
I-DONS	7,835,434,342	8,265,934,342	16,101,368,683	9,385,234,342	9,847,634,342	19,032,868,683	35,134,237,367
i-Support budgétaire	-	430,500,000	430,500,000	1,549,800,000	1,812,200,000	3,362,000,000	3,792,500,000
Union Européenne	-	-	-	820,000,000	561,700,000	1,381,700,000	1,381,700,000
Belgique	-	-	-	73,800,000	-	73,800,000	73,800,000
France	-	-	-	57,400,000	225,500,000	282,900,000	282,900,000
Espagne	-	225,500,000	225,500,000	-	-	-	225,500,000
Banque Mondiale	-	205,000,000	205,000,000	533,000,000	-	533,000,000	738,000,000
USAID	-	-	-	-	-	-	-
Venezuela	-	-	-	-	-	-	-
Canada	-	-	-	-	-	-	-
BID	-	-	-	-	1,025,000,000	1,025,000,000	1,025,000,000
CARICOM	-	-	-	65,600,000	-	65,600,000	65,600,000
Turquie	-	-	-	-	-	-	-
ii-Financement des Programmes et projets	7,835,434,342	7,835,434,342	15,670,868,683	7,835,434,342	7,835,434,342	15,670,868,683	31,341,737,367
Agence Canadienne de Développement International (ACDI)	1,405,500,000	1,405,500,000	2,811,000,000	1,405,500,000	1,405,500,000	2,811,000,000	5,622,000,000
Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA)	7,687,500	7,687,500	15,375,000	7,687,500	7,687,500	15,375,000	30,750,000
Agence Internationale de la Francophonie (AIF)	-	-	-	-	-	-	-
Allemagne	57,808,414	57,808,414	115,616,828	57,808,414	57,808,414	115,616,828	231,233,655
Belgique	-	-	-	-	-	-	-
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	138,392,697	138,392,697	276,785,395	138,392,697	138,392,697	276,785,395	553,570,790
Bureau International du Travail (BIT)	-	-	-	-	-	-	-
Banque Mondiale	541,758,749	541,758,749	1,083,517,498	541,758,749	541,758,749	1,083,517,498	2,167,034,996
Brséa	25,000,000	25,000,000	50,000,000	25,000,000	25,000,000	50,000,000	100,000,000
Espagne	26,762,276	26,762,276	53,524,551	26,762,276	26,762,276	53,524,551	107,049,102
Fonds d'Equipeement des Nations Unies(FENU)	7,558,125	7,558,125	15,116,250	7,558,125	7,558,125	15,116,250	30,232,500
Fonds International de développement agricole (FIDA)	61,500,000	61,500,000	123,000,000	61,500,000	61,500,000	123,000,000	246,000,000

**PRESENTATION GENERALE
DES RESSOURCES BUDGETAIRES**

VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL
CLASSEES PAR NATURE
(En Gourdes)
Exercice 2008-2009

TOTAL DES VOIES & MOYENS	80,400,719,064.48
-------------------------------------	--------------------------

RESSOURCES	67,983,346,201.48
-------------------	--------------------------

RECETTES COURANTES	32,849,108,834.48
---------------------------	--------------------------

Recettes fiscales	32,495,153,041	
-------------------	----------------	--

Recettes non fiscales	353,955,794	
-----------------------	-------------	--

AUTRES RESSOURCES	35,134,237,367.00
--------------------------	--------------------------

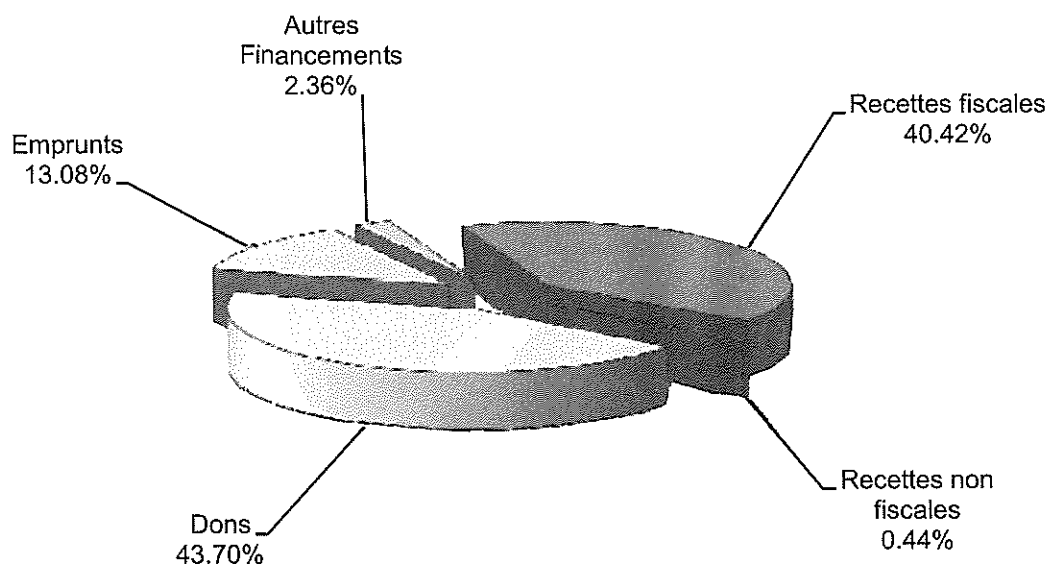
Dons	35,134,237,367	
------	----------------	--

FINANCEMENT	12,417,372,863.00
--------------------	--------------------------

Emprunts	10,518,622,863	
----------	----------------	--

Autres Financements	1,898,750,000	
---------------------	---------------	--

VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL
EXERCICE 2008-2009
(EN POURCENTAGE)

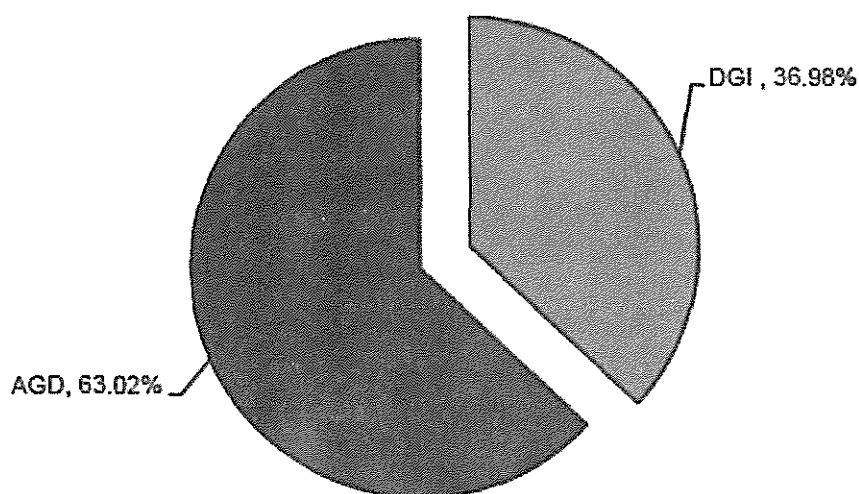


RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES

Par Institution de perception
Exercice 2008-2009
 (En gourdes)

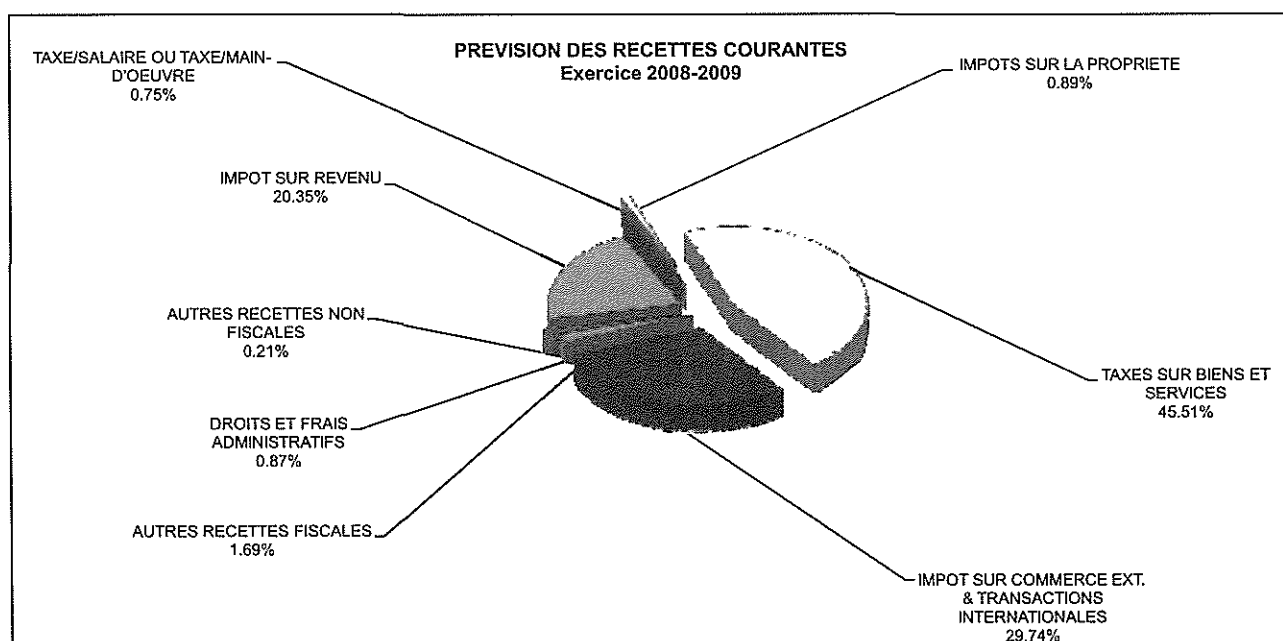
DGI	12,043,798,429
TCA	2,895,588,429
IMPOT SUR REVENU	6,684,550,000
ACCISE	266,010,000
AUTRES	2,197,650,000
SUB/TOTAL1	12,043,798,429
AGD	20,521,310,838
DROITS D'ACCISE	2,213,472,159.78
TAXE SUR VEHICULE A MOTEUR	347,927,918
IMPOT / COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES	17,950,135,292
RECETTES NON FISCALES	9,775,469
SUB/TOTAL2	20,521,310,838
TOTAL	32,565,109,267

Prévision des Recettes Courantes Exercice 2008-2009



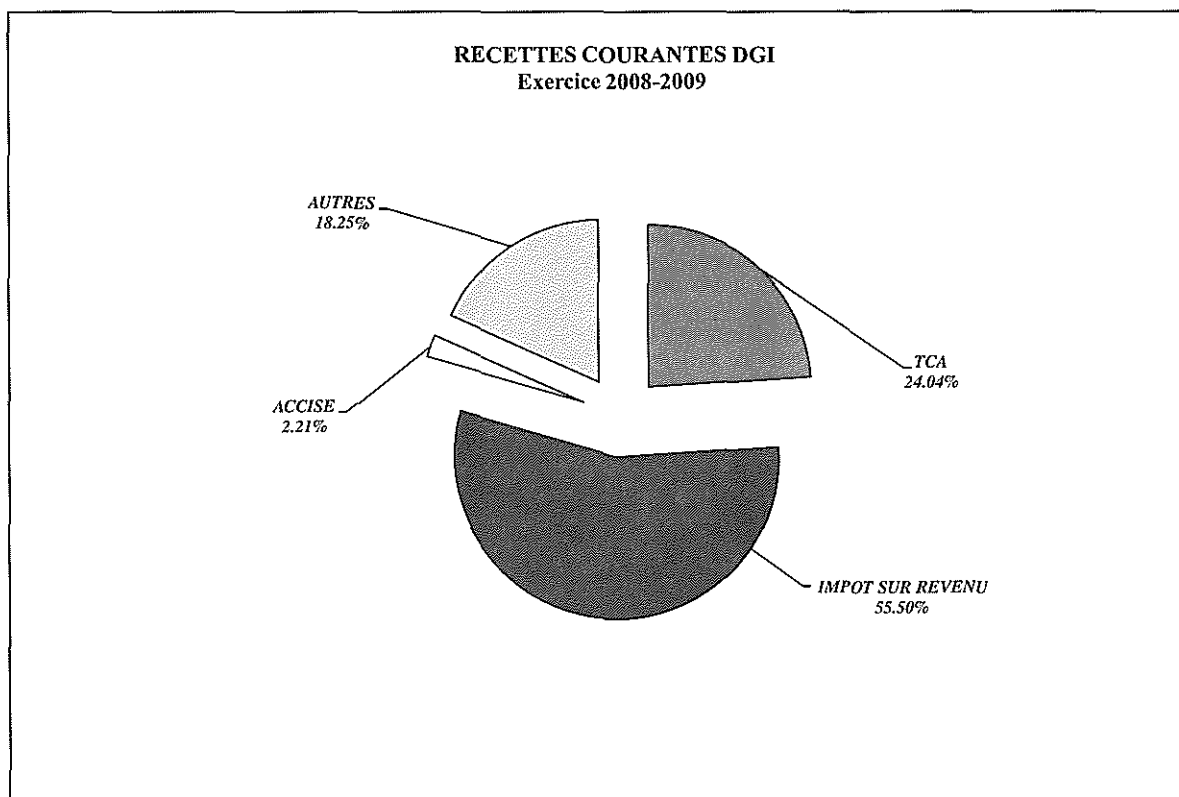
RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES**Par champ de taxation****Exercice 2008-2009****(En Gourdes)**

PARAGRAPHE	MONTANT	POURCENTAGE (%)
IMPOT SUR REVENU	6,684,550,000	20.35
TAXE/SALAIRE OU TAXE/MAIN-D'OEUVRE	247,170,000	0.75
IMPOTS SUR LA PROPRIETE	290,980,000	0.89
TAXES SUR BIENS ET SERVICES	14,948,098,718	45.51
IMPOT SUR COMMERCE EXT. & TRANSACTIONS INTERNATIONALES	9,770,455,157	29.74
AUTRES RECETTES FISCALES	553,899,166	1.69
DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS	285,061,084	0.87
AUTRES RECETTES NON FISCALES	68,894,709	0.21
TOTAL	32,849,108,834	100.00



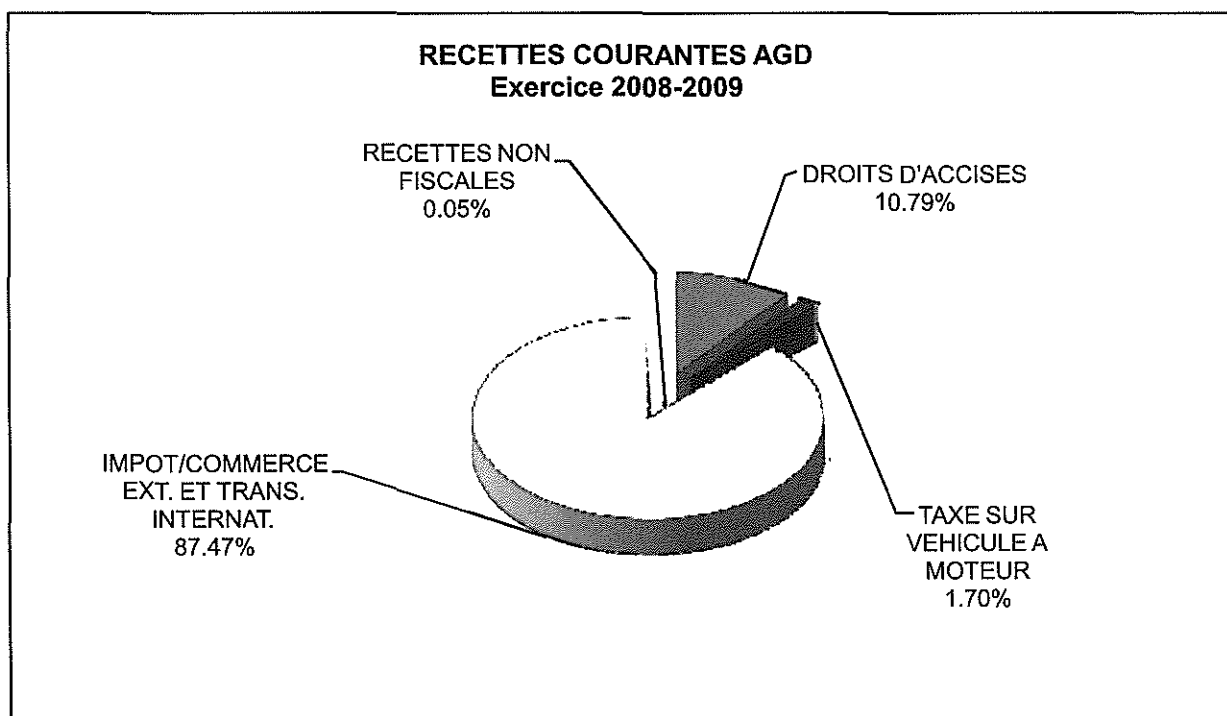
STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES POUR LA DGI
Exercice 2008-2009
(En Gourdes)

DGI	MONTANT	POURCENTAGE (%)
TCA	2,895,588,429.00	24.04
IMPOT SUR REVENU	6,684,550,000.00	55.50
ACCISE	266,010,000.00	2.21
AUTRES	2,197,650,000.00	18.25
TOTAL	12,043,798,429.00	100.00



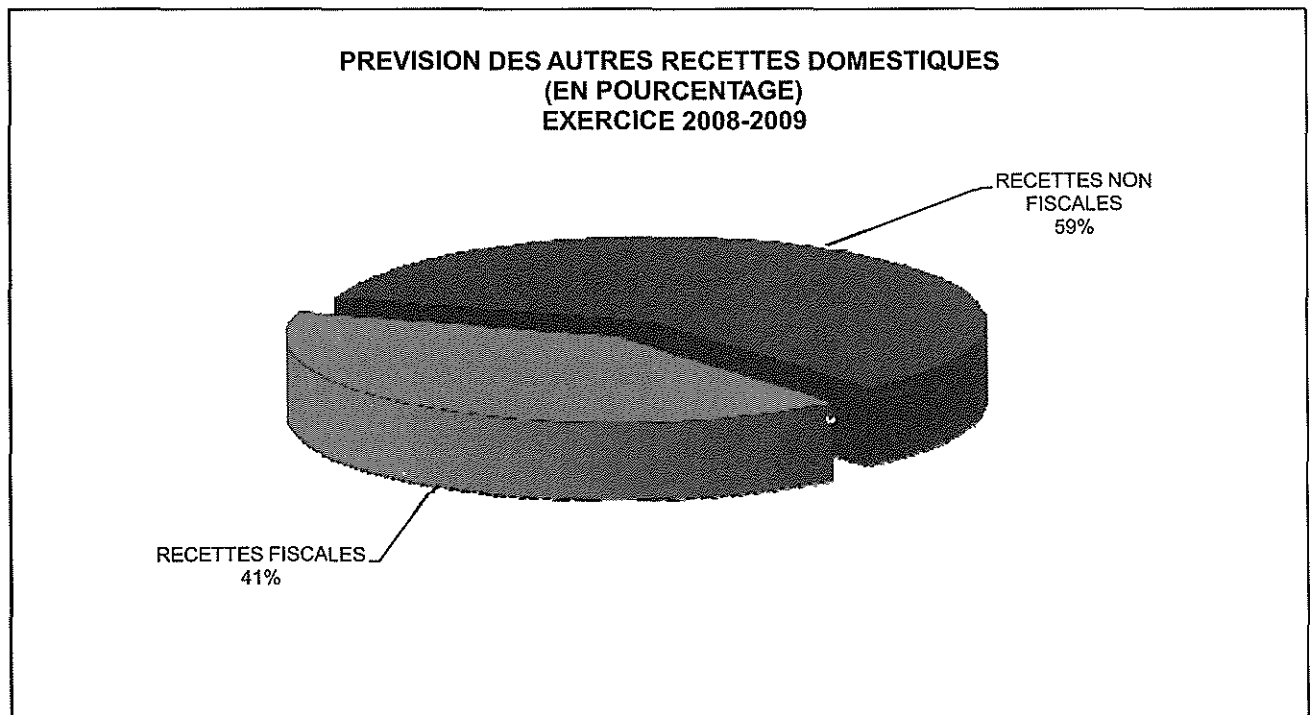
STRUCTURE DES PERCEPTIONS PREVUES POUR L'AGD*Exercice 2008-2009**(En Gourdes)*

AGD	MONTANT	POURCENTAGE (%)
DROITS D'ACCISES	2,213,472,159.78	10.79
TAXE SUR VEHICULE A MOTEUR	347,927,917.92	1.70
IMPOT/COMMERCE EXT. ET TRANS. INTERNAT.	17,950,135,291.52	87.47
RECETTES NON FISCALES	9,775,468.56	0.05
SUB/TOTAL1	20,521,310,837.77	100.00



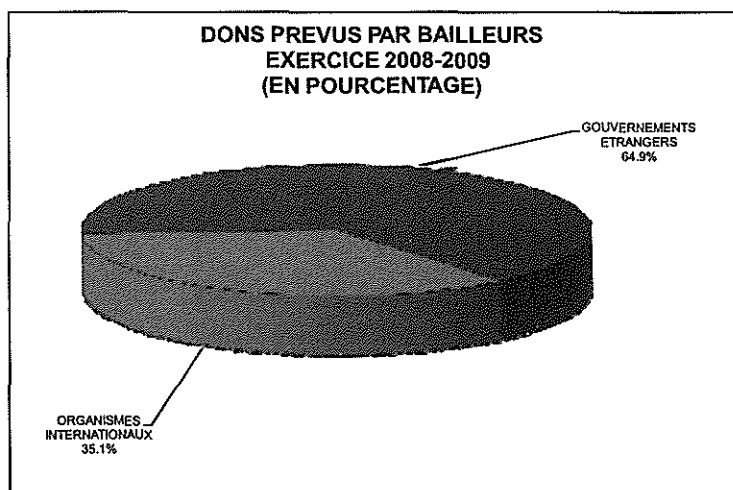
RÉSUMÉ DES PRÉVISIONS DES AUTRES RECETTES DOMESTIQUES*Exercice 2008-2009**(En gourdes)*

	MONTANT	POURCENTAGE (%)
RECETTES FISCALES	115,759,242.45	40.76
RECETTES NON FISCALES	168,240,325.26	59.24
TOTAL	283,999,567.71	100.00



RESUME DES DONS PREVUS PAR SOURCE**Exercice 2008-2009****(En gourdes)**

DONS		35,134,237,367.00
ORGANISMES INTERNATIONAUX		12,315,630,812.00
AIEA	30,750,000.00	
BANQUE MONDIALE	2,905,034,996.00	
BID	1,578,570,790.00	
CARICOM	65,600,000.00	
FENU	30,232,500.00	
FIDA	246,000,000.00	
ONUDI	43,000,000.00	
PNUD	204,479,581.00	
PNUE	10,961,250.00	
UE	7,145,128,175.00	
UNESCO	20,222,200.00	
UNICEF	35,651,320.00	
GOUVERNEMENTS ETRANGERS		22,818,606,555.00
ACDI	5,622,000,000.00	
ALLEMAGNE	231,233,655.00	
BELGIQUE	73,800,000.00	
BRESIL	100,000,000.00	
ESPAGNE	332,549,102.00	
FRANCE	1,638,749,902.00	
JAPON	82,494,884.00	
USAID	13,245,380,324.00	
TAIWAN	672,398,688.00	
VENEZUELA	820,000,000.00	
TOTAL		35,134,237,367.00

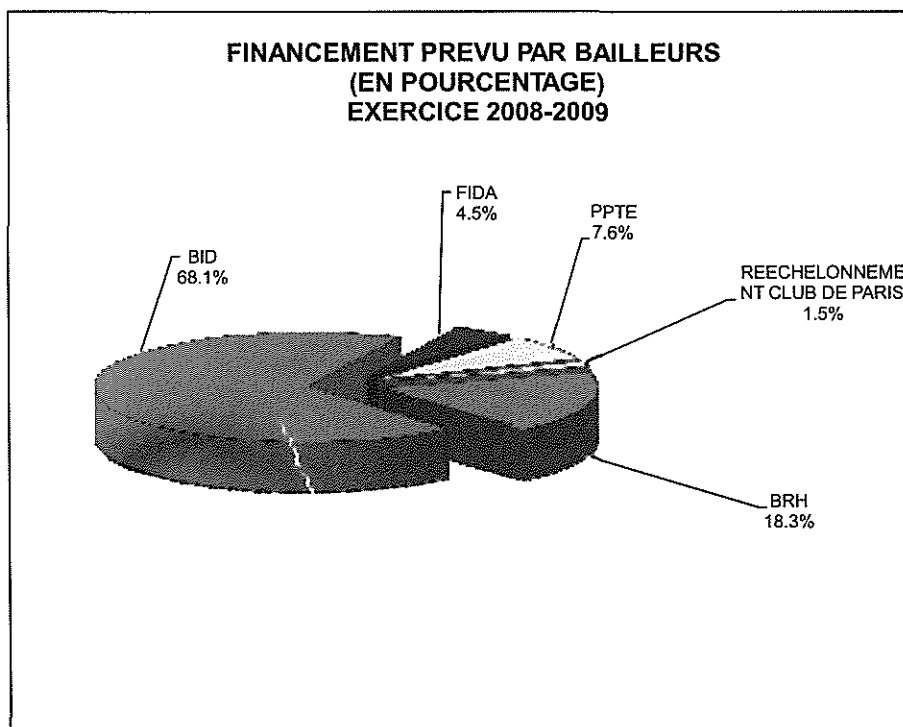


RESUME DU FINANCEMENT PREVU PAR SOURCE

Exercice 2008-2009

(En gourdes)

FINANCEMENT TOTAL		12,417,372,863.00
FINANCEMENT EXTERNE		8,468,622,863.00
BID	7,059,184,393.00	
FIDA	462,085,211.00	
PPTE	786,760,583.00	
REECHELONNEMENT CLUB DE PARIS	160,592,676.00	
FINANCEMENT INTERNE		2,050,000,000.00
BRH	2,050,000,000.00	
AUTRES FINANCEMENTS		1,898,750,000
AFC	1,898,750,000	



**DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL
EXERCICE 2008-2009
(en Gourdes)**

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL
EXERCICE 2008-2009
(en Gourdes)

44

<< LE MONITEUR >>

Spécial No. 5 - Vendredi 19 Juin 2009

Nature	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
Recettes courantes + Dons + Prêts+Financement à identifier				80,400,719,064.48
Recettes courantes + dons + Prêts+ autres financements	12,043,798,429	20,521,310,838	47,835,609,798	80,400,719,064.48
Ressources hors dons et emprunts	12,043,798,429	20,521,310,838	283,999,568	32,849,108,834.48
Recettes courantes	12,043,798,429	20,521,310,838	283,999,568	32,849,108,834.48
Article 1 RECETTES FISCALES	11,867,858,429	20,511,535,369	115,759,242	32,495,153,040.67
10 Impôts sur le revenu	6,684,550,000	0	0	6,684,550,000.00
100 Sociétés et autres personnes morales	3,120,810,000	0	0	3,120,810,000.00
1000 Impôt base forfaitaire	3,120,810,000			3,120,810,000.00
101 Personnes physiques 0	3,563,740,000	0	0	3,563,740,000.00
1010 Impôt sur le salaire	3,563,740,000			3,563,740,000.00
11 Taxe sur salaire ou taxe sur main-d'œuvre	247,170,000	0	0	247,170,000.00
110 Taxe sur la masse salariale	247,170,000			247,170,000.00
12 Impôts sur la propriété	290,980,000	0	0	290,980,000.00
120 Propriété immobilière	7,430,000	0	0	7,430,000.00
1200 Taxe additionnelle sur CFPB	7,430,000			7,430,000.00
121 Droits de successions et donations	221,100,000	0	0	221,100,000.00
122 Droits sur transactions mobilières et immobilières	45,150,000	0	0	45,150,000.00
123 Droits sur autres actes relatifs à la propriété	830,000	0	0	830,000.00
124 Divers impôts sur la propriété	15,740,000	0	0	15,740,000.00

13 Taxes sur les biens et services	4,091,728,429	10,742,969,006	113,401,283	14,948,098,718.09
130 Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)	2,895,588,429	8,181,568,929	0	11,077,157,357.60
1300 Taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation		8,181,568,929		8,181,568,928.60
1301 Taxe sur le chiffre d'affaires Intérieur	2,895,588,429			2,895,588,429.00
131 Droits d'accises	266,010,000	2,213,472,160	0	2,479,482,159.78
1312 Droits d'accises ordinaires sur allumettes et cigarettes	211,170,000	0	0	211,170,000.00
13120 Allumettes	0			-
13121 Cigarettes	211,170,000			211,170,000.00
1313 Droits d'accises ordinaires sur véhicules	0	576,391,919	0	576,391,918.73
13130 Véhicules importés		576,391,919		576,391,918.73
1314 Droits d'accises ordinaires / combustibles et lubrifiants	0	553,717,098	0	553,717,097.81
13143 Gasoline		146,500,854		146,500,853.55
13144 Gasoil		342,742,479		342,742,478.76
13145 Kérosène		64,473,766		64,473,765.50
1315 Droits d'accises variables sur combustibles et lubrifiants	0	1,083,363,143	0	1,083,363,143.23
13150 Gasoline accise variable		377,767,365		377,767,364.87
13151 Gasoil accise variable		682,270,403		682,270,403.22
13152 Kérosène accise variable		23,325,375		23,325,375.14
1316 Droits d'accises complémentaires	54,840,000	0	0	54,840,000.00
13163 Autres accises	54,840,000			54,840,000.00
132 Taxes sur services déterminés	89,660,000	0	0	89,660,000.00
1320 Taxes sur les services d'assurances	89,660,000	0		89,660,000.00
13200 Taxe sur les primes d'assurances	89,660,000			89,660,000.00
13201 Droit spécial sur police assurances véhicules				-
13202 Contribution libération économique / assurances				-
1321 Taxe sur ventes de carnets de borlette				-
133 Taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers	651,730,000	347,927,918	113,401,283	1,113,059,200.71
1331 Taxes sur les véhicules à moteur	651,730,000	347,927,918	113,401,283	1,113,059,200.71
13310 1ère immatriculation véhicules	651,730,000	196,008,561		847,738,560.79
13314 Taxe touristique		151,919,357	113,401,283	265,320,639.92

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL
EXERCICE 2008-2009
(en Gourdes)

Nature	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
<i>134 Diverses taxes sur biens et services</i>	176,840,000	0	0	176,840,000.00
<i>139 Pénalités, amendes et frais de poursuite / taxes sur biens et services</i>	11,900,000			11,900,000.00
14 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	0	9,768,097,197	2,357,960	9,770,455,157.03
<i>140 Droits d'importation</i>	0	3,852,379,165	0	3,852,379,164.92
<i>1400 Droits de Douane</i>		3,852,379,165		3,852,379,164.92
<i>141 Autres perceptions à l'importation</i>	0	5,756,214,693	0	5,756,214,693.06
<i>1410 Frais de vérification</i>		4,548,784,426		4,548,784,425.61
<i>1411 Droit de transit</i>		246,214		246,214.10
<i>1412 Droit d'entrepôt</i>		905,184		905,184.17
<i>1419 Recettes à l'importation non ventilées ailleurs</i>		1,206,278,869		1,206,278,869.18
<i>149 Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur</i>	0	159,503,339	2,357,960	161,861,299.05
<i>1490 Pénalités, amendes et frais de poursuite / importation</i>		159,503,339	2,357,960	161,861,299.05
15 Autres recettes fiscales	553,430,000	469,166	0	553,899,165.55
<i>150 Impôts de capitation</i>	109,300,000	0	0	109,300,000.00
<i>151 Droits de timbre</i>	164,860,000	469,166	0	165,329,165.55
<i>1511 Droits de timbre proportionnel</i>	164,860,000	469,166	0	165,329,165.55
<i>15110 Droit de timbre sur capital social</i>	164,860,000	469,166		165,329,165.55
<i>1512 Droit de timbres spéciaux</i>				-
<i>152 Droits fixe d'enregistrement</i>	1,750,000	0	0	1,750,000.00

153 Diverses autres recettes fiscales	277,120,000	0	0	277,120,000.00
1530 Taxe sur appels téléphoniques				-
1531 Droit spécial sur bordereaux administratifs				-
1532 Carte d'immatriculation fiscale				-
1533 Diverses autres recettes fiscales	277,120,000			277,120,000.00
159 Pénalités, amendes et frais de poursuite / autres recettes fiscales	400,000			400,000.00
Article 2 RECETTES NON FISCALES	175,940,000	9,775,469	168,240,325	353,955,793.82
20 Revenus des Domaines et de l'entreprise	0	0	17,094,709	17,094,709.37
200 Revenus provenant des entreprises publiques non financières et des	0	0	17,094,709	17,094,709.37
2000 Apports des entreprises publiques			3,310,138	3,310,138.27
2009 Autres apports			13,784,571	13,784,571.10
21 Droits et frais administratifs, ventes non industrielles	124,140,000	9,775,469	151,145,616	285,061,084.45
210 Droits administratifs	118,100,000	0	151,145,616	269,245,615.89
2100 Droit de passeport	99,320,000		79,145,616	178,465,615.89
2109 Autres droits administratifs non ventilés ailleurs	18,780,000		72,000,000	90,780,000.00
211 Frais administratifs	6,040,000	9,775,469	0	15,815,468.56
2116 Vente de formulaires administratifs divers		7,478,692		7,478,692.49
2118 Taxe d'immigration et d'émigration	30,000	2,296,776		2,326,776.07
2119 Autres frais administratifs non ventilés ailleurs	6,010,000			6,010,000.00
22 Amendes et sanctions	12,100,000	0	0	12,100,000.00
229 Autres Amendes et sanctions non fiscales	12,100,000	0	0	12,100,000.00
23 Autres recettes non fiscales	39,700,000	0	0	39,700,000.00
Article 5 DONS	0	0	35,134,237,367	35,134,237,367.00
50 Dons pour dépenses courantes			3,792,500,000	3,792,500,000.00
501 Dons extérieurs	0	0	3,792,500,000	3,792,500,000.00
5010 Dons d'organismes internationaux			3,210,300,000	3,210,300,000.00
5011 Dons de gouvernements étrangers et d'autres administrations publiques étrangères			582,200,000	582,200,000.00
51 Dons pour dépenses en capital	0	0	31,341,737,367	31,341,737,367.00
511 Dons extérieurs	0	0	31,341,737,367	31,341,737,367.00
5110 Dons d'organismes internationaux			9,105,330,812	9,105,330,812.00
5111 Dons de gouvernements étrangers et d'autres			22,236,406,555	22,236,406,555.00

DETAILS DES VOIES ET MOYENS DU BUDGET GENERAL
EXERCICE 2008-2009
(en Gourdes)

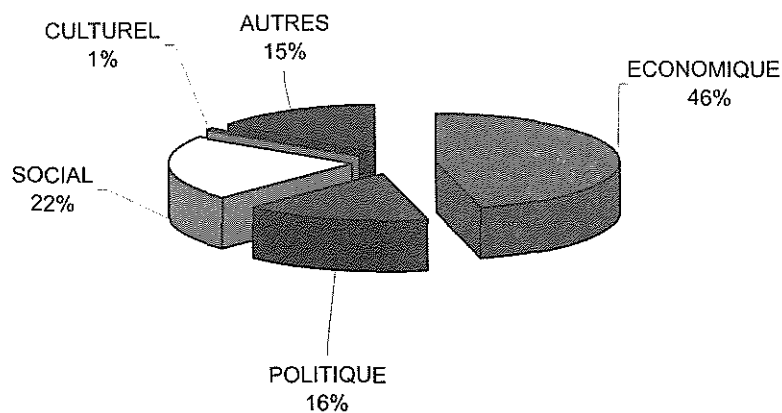
Nature	PREVISION DES RESSOURCES			
	DGI	AGD	AUTRES	TOTAL
Article 8 EMPRUNTS	0	0	10,518,622,863	10,518,622,863.00
80 Emprunts intérieurs	0	0	2,050,000,000	2,050,000,000.00
800 Financement de la Banque centrale			2,050,000,000	2,050,000,000.00
				-
81 Emprunts extérieurs	0	0	8,468,622,863	8,468,622,863.00
810 Emprunts auprès d'autres Etats - Dette bilatérale			160,592,676	160,592,676.00
811 Emprunts auprès d'organisations internationales - Dette			8,308,030,187	8,308,030,187.00
819 Autres emprunts externes			0	-
Autres financements	0	0	1,898,750,000	1,898,750,000.00

**PRESENTATION GENERALE
DES CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTITUTION**

**CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009**

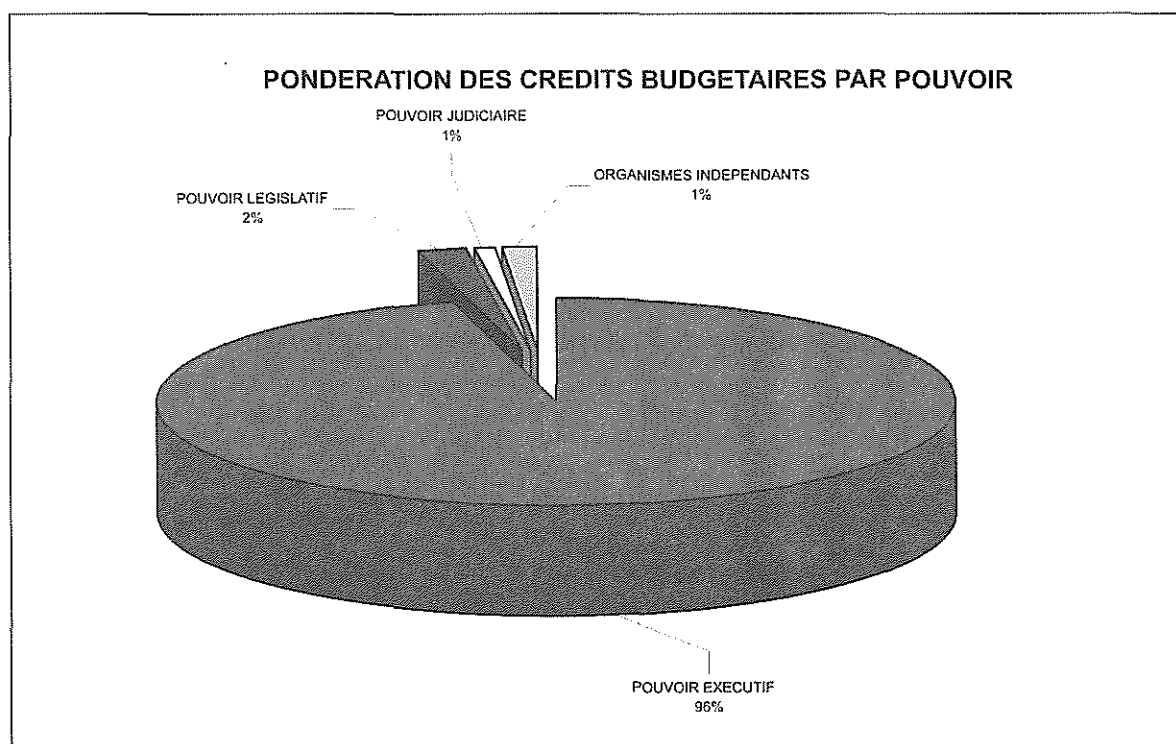
SECTEUR	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
ECONOMIQUE	4,375,396,942	32,725,590,033	37,100,986,975	46.15%
POLITIQUE	10,569,006,898	2,687,733,882	13,256,740,780	16.49%
SOCIAL	7,991,369,071	9,538,007,246	17,529,376,316	21.80%
CULTUREL	598,939,775	150,117,300	749,057,075	0.93%
AUTRES	11,764,557,917	0	11,764,557,917	14.63%
TOTAL	35,299,270,603	45,101,448,460	80,400,719,063	100%

PONDERATION DES CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR



**CREDITS BUDGETAIRES PAR CATEGORIE INSTITUTIONNELLE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009**

CATEGORIE INSTITUTIONNELLE	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
POUVOIR EXECUTIF	32,445,891,756	44,647,524,721	77,093,416,477	95.89%
POUVOIR LEGISLATIF	1,357,621,396	260,100,000	1,617,721,396	2.01%
POUVOIR JUDICIAIRE	612,396,474	0	612,396,474	0.76%
ORGANISMES INDEPENDANTS	883,360,978	193,823,739	1,077,184,717	1.34%
TOTAL	35,299,270,603	45,101,448,460	80,400,719,063	100%



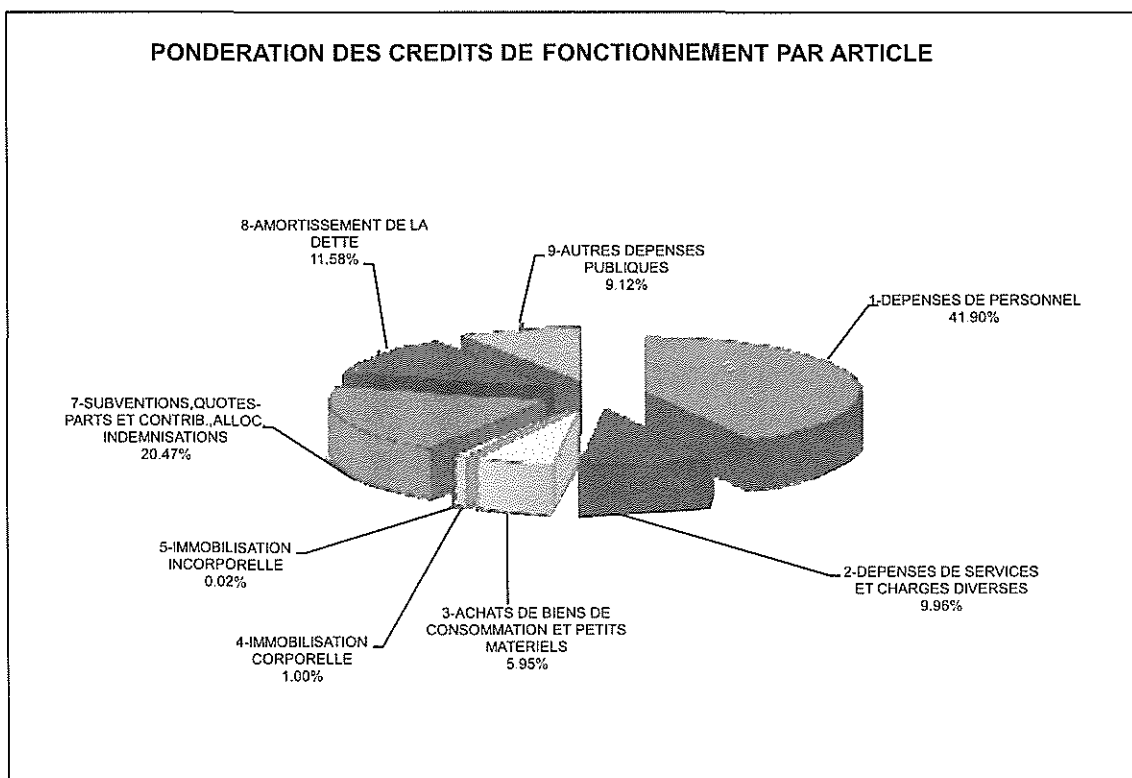
**CREDITS BUDGETAIRES DE FONCTIONNEMENT PAR ARTICLE
(INCLUANT L'AMORTISSEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE)**

EN GOURDES

EXERCICE 2008-2009

ARTICLE	Montant	%
1-DEPENSES DE PERSONNEL	14,790,139,243	41.90%
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,514,297,028	9.96%
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2,101,323,446	5.95%
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	354,083,637	1.00%
5-IMMOBILISATION INCORPORELLE	7,966,289	0.02%
7-SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOCC, INDEMNISATIONS	7,226,151,446	20.47%
8-AMORTISSEMENT DE LA DETTE	4,086,552,080	11.58%
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,218,757,435	9.12%
TOTAL	35,299,270,603	100.00%

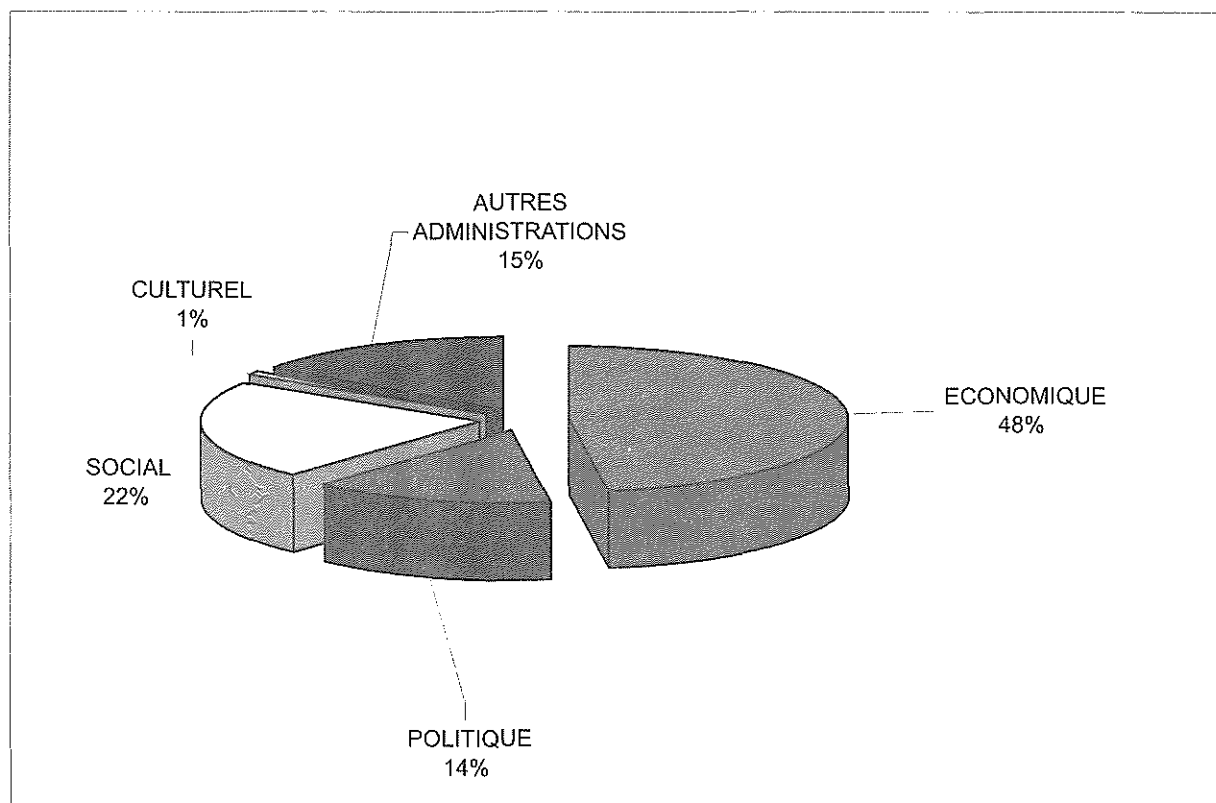
PONDERATION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT PAR ARTICLE



**CREDITS BUDGETAIRES
DU POUVOIR EXECUTIF**

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

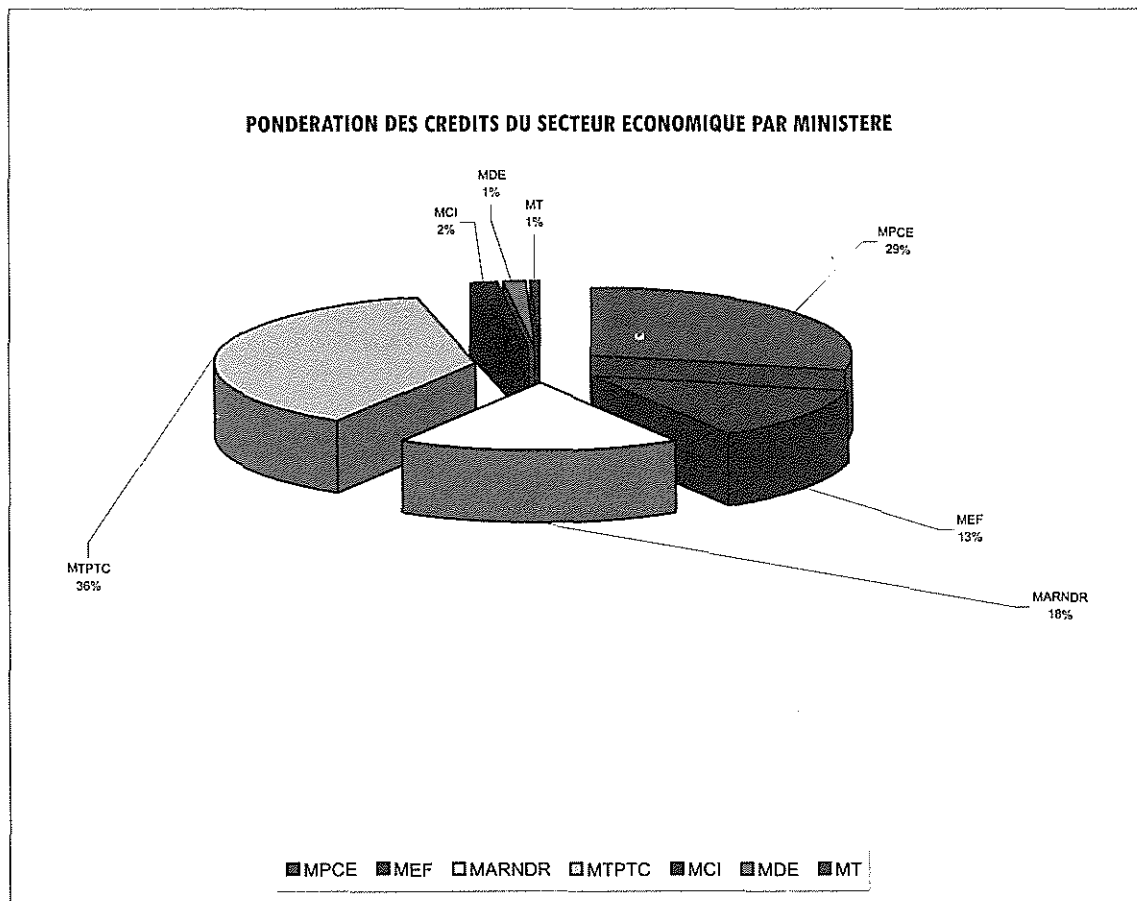
SECTEUR	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
ECONOMIQUE	4,150,290,987	32,678,590,033	36,828,881,020	47.77%
POLITIQUE	8,345,889,352	2,314,673,882	10,660,563,234	13.83%
SOCIAL	7,586,213,725	9,504,143,507	17,090,357,232	22.17%
CULTUREL	598,939,775	150,117,300	749,057,075	0.97%
AUTRES ADMINISTRATIONS	11,764,557,917	0	11,764,557,917	15.26%
TOTAL	32,445,891,756	44,647,524,721	77,093,416,477	100.00%



**POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR ECONOMIQUE**

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR ECONOMIQUE PAR MINISTERE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
MPCE	584,329,092	9,925,128,097	10,509,457,188	28.54%
MEF	2,170,904,759	2,558,036,975	4,728,941,734	12.84%
MARNDR	484,996,959	5,960,102,966	6,445,099,925	17.50%
MTPTC	480,790,560	13,323,773,638	13,804,564,197	37.48%
MCI	159,502,997	433,198,500	592,701,497	1.61%
MDE	172,529,478	377,412,243	549,941,722	1.49%
MT	97,237,142	100,937,614	198,174,756	0.54%
TOTAL	4,150,290,987	32,678,590,033	36,828,881,020	100.00%



POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR ECONOMIQUE

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE LA PLANIFICATION
ET DE LA COOPERATION EXTERNE

1111.- MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE (MPCE)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe sont :

- Elaborer des plans nationaux et d'améliorer les systèmes de planification devant permettre l'utilisation normale des ressources disponibles pour un développement économique et social équilibré;
- Formuler la politique nationale dans le domaine de l'Organisation et du Développement des Coopératives;
- Former des cadres moyens et supérieurs en planification, statistiques et économie appliquée, en priorité pour l'Administration Publique;
- Intégrer les apports de la coopération externe au cadre de planification nationale et coordonner sa participation au développement économique et social du pays.

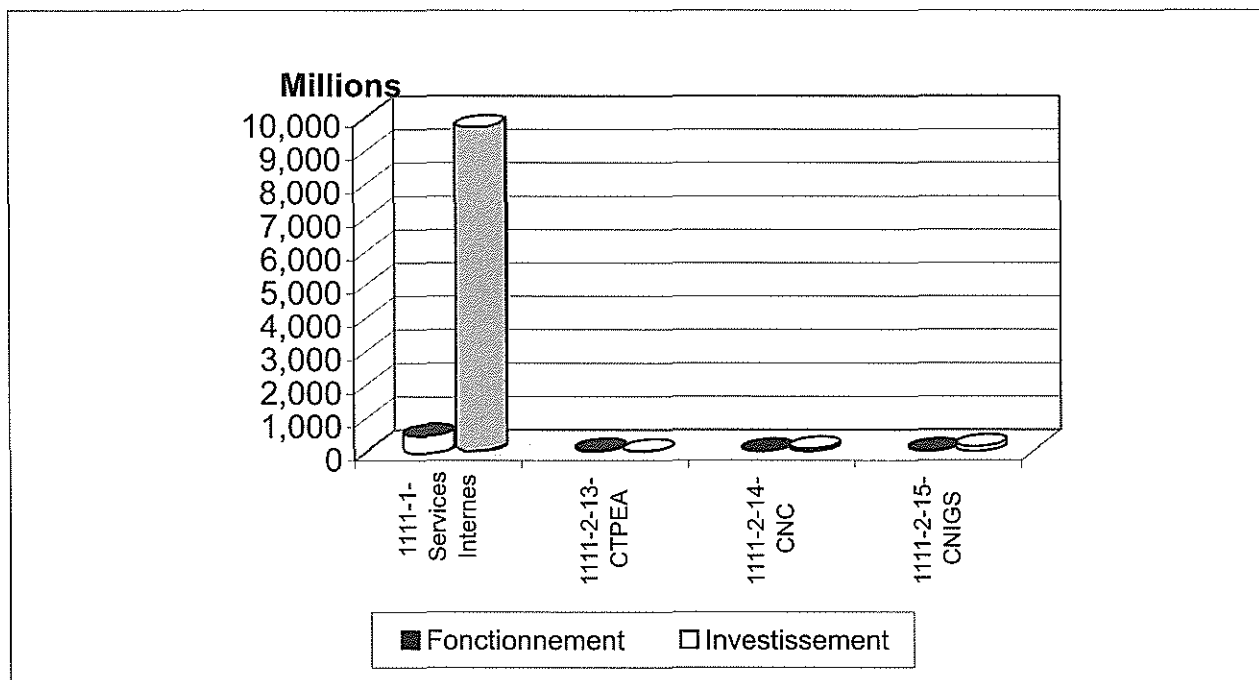
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de la Planification et de la Coopération Externe est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de six (6) Directions Techniques, de deux (2) Unités de Coordination, d'une (1) Unité Informatique et de dix (10) Directions Départementales.
- Trois (3) Services Externes.

1111-MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1111-1-Services Internes	526,334,538	9,695,693,853	10,222,028,391	97.27%
1111-2-13- CTPEA	28,947,751	3,500,000	32,447,751	0.31%
1111-2-14- CNC	11,472,766	82,574,244	94,047,010	0.89%
1111-2-15- CNIGS	17,574,037	143,360,000	160,934,037	1.53%
TOTAL	584,329,092	9,925,128,097	10,509,457,188	98%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
TOTAL	80,400,632,364
1- POUVOIR EXECUTIF	77,093,416,477
11-SECTEUR ECONOMIQUE	36,828,881,020
1111- MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPERATION EXTERNE	10,509,457,188
1111-1-11 BUREAU DU MINISTRE	19,694,842
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	15,448,132
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,387,498
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,071,681
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	396,389
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	391,143
1111-1-12 DIRECTION GENERALE	10,202,333,548
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	163,832,218
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	19,756,116
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	25,866,652
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	12,019,423
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	210,645,407
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	74,519,880
1111-1-12-51-PROG.DE GESTION STRAT. DE L'ECO. DU MPCE	213,926,800
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	213,926,800
1111-1-12-52-PROG. DE DVPT. DES CAPACITES INSTIT. DU MPCE	35,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	35,000,000

1111-1-12-53-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE/ DEVELOPPEMENT LOCAL/ REGIONAL DU MPCE	2,884,133,036
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,884,133,036
1111-1-12-54-PROGRAMME D'INTERVENTION MULTISECTORIELLE DE L'USAID EN HAITI	3,897,308,017
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,897,308,017
1111-1-12-55-PROGRAMME D'INTERVENTION MULTISECTORIELLE DU CANADA EN HAITI	745,826,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	745,826,000
1111-1-12-57-PROGRAMME D'URGENCE DU GOUVERNEMENT	1,919,500,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,919,500,000
1111-2-13- CENTRE DE TECHNIQUES DE PLANIFICATION & D'ECONOMIE APPLIQUEE	32,447,751
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	24,154,274
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	627,539
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,617,524
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	408,413
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,140,000
1111-2-13-50-PROG. DE DVPT. DES CAPACITES INSTIT. DU CTPEA	3,500,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,500,000
1111-2-14- CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	94,047,010
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	10,411,747
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	460,313
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	431,357
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	3,877
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	165,472
1111-2-14-52-PROG. DE DVPT. DES CAPACITES INSTIT. DU CNC	82,574,244
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	82,574,244
1111-2-15- CENTRE NATIONAL DE L'INFORMATION GEOSPATIALE	160,934,037
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	17,574,037
1111-2-15-52-PROG. DE DVPT. DES CAPACITES INSTIT. DU CNIGS	143,360,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	143,360,000

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR ECONOMIQUE

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

1112.- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère de l'Economie et des Finances sont :

- Formuler et mettre en application la politique économique et financière de l'Etat;
- Déterminer la politique fiscale de l'Etat, assurer la perception des impôts et taxes, gérer les biens de l'Etat;
- Coordonner les travaux d'élaboration du Budget Général de la République et en assurer l'exécution;
- Etablir, de concert avec la Banque Centrale, la politique monétaire du pays et en superviser l'exécution;
- Entreprendre des études de conjoncture et de prévisions économiques;

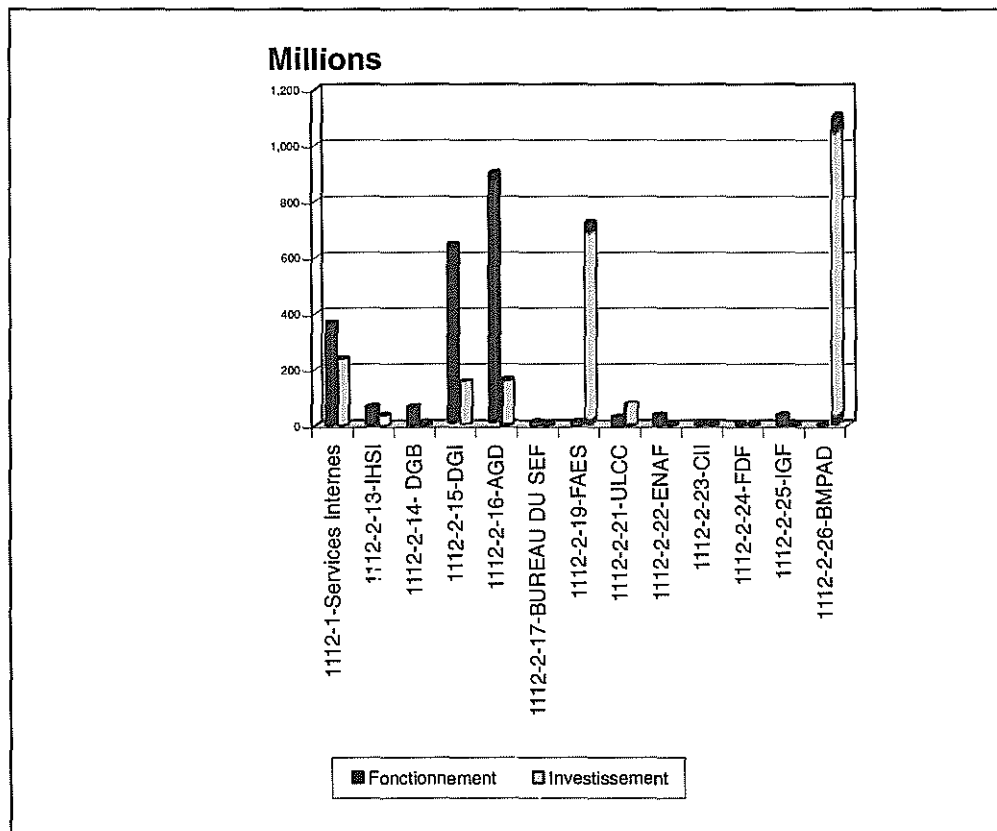
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de l'Economie et des Finances est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre auquel est adjoint un Secrétaire d'Etat aux Finances. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, de deux (2) Unités Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de dix (10) Directions Départementales;
- Dix (10) Services Externes.

1112-MIN. DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1112-1-Services Interne	366,295,701	236,320,794	602,616,495	12.74%
1112-2-13-IHSI	65,312,942	35,813,190	101,126,132	2.14%
1112-2-14- DGB	65,864,913	10,000,000	75,864,913	1.60%
1112-2-15-DGI	627,255,376	167,125,000	794,380,376	16.80%
1112-2-16-AGD	910,819,971	162,751,086	1,073,571,057	22.70%
1112-2-17-BUREAU DU SEF	11,786,060	0	11,786,060	0.25%
1112-2-19-FAES	11,871,707	728,079,163	739,950,871	15.65%
1112-2-21-ULCC	28,381,304	74,085,974	102,467,278	2.17%
1112-2-22-ENAF	36,418,937	5,000,000	41,418,937	0.88%
1112-2-23-CII	1,041,697	0	1,041,697	0.02%
1112-2-24-FDF	8,365,156	0	8,365,156	0.18%
1112-2-25-IGF	37,490,995	0	37,490,995	0.79%
1112-2-26-BMPAD	0	1,138,861,768	1,138,861,768	24.08%
TOTAL	2,170,904,759	2,558,036,975	4,728,941,734	100%



**BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME**

BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	4,728,941,734
1112-1-11-BUREAU DU MINISTRE	26,297,425
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	17,003,925
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6,310,500
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,920,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	55,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,008,000
1112-1-12 DIRECTION GENERALE	576,319,070
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	205,050,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	16,475,858
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	15,390,162
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	26,384,808
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3,899,440
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	72,798,009
1112-1-12-51-PROGRAMME DE GESTION STRATEGIQUE DE L'ECONOMIE DU MEF	183,551,945
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	183,551,945
1112-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MEF	25,095,610
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	25,095,610
1112-1-12-53-PROGRAMME D'AMENAG. DU TERRIT ET DVP LOCAL DU MEF	27,673,239
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	27,673,239
1112-2-13-INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE & D'INFORMATIQUE	101,126,132
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	46,462,485
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,867,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,698,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,150,457
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	35,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,100,000
1112-2-13-51-PROGRAMME DE GESTION STRATEGIQUE DE L'ECONOMIE DE L'IHSI	35,813,190
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	35,813,190

1112-2-14- DIRECTION GENERALE DU BUDGET	75,864,913
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	38,463,732
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	7,605,232
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	8,867,674
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	6,239,789
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	123,735
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,564,751
1112-2-14-52-PROG.DE DVP DES CAPACITES INSTIT. DE LA DGB	10,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
1112-2-15-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	794,380,376
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	477,215,945
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	87,347,180
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	24,525,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	16,667,250
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,500,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20,000,000
1112-2-15-52-PROG.DE DVP DES CAPACITES INSTIT. DE LA DGI	167,125,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	167,125,000
1112-2-16-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	1,073,571,057
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	536,831,840
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	301,090,147
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	42,406,699
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	24,391,285
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	500,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,600,000
1112-2-16-51-PROGRAMME DE GESTION STRATEGIQUE DE L'ECONOMIE AGD	162,751,086
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	162,751,086

BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1112-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT DES FINANCES	11,786,060
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	5,388,860
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,356,433
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,726,366
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	100,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	214,400
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	2,000,000
1112-2-19-FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE & SOCIALE	739,950,871
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	11,871,707
1112-2-19-54-PROGRAMME D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE/ DEVELOPPEMENT LOCAL DU MEF	728,079,163
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	728,079,163
1112-2-21-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	102,467,278
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	28,381,304
1112-2-21-51-PROGRAMME DE GESTION STRATEGIQUE DE L'ECONOMIE DE L'ULCC	74,085,974
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	74,085,974
1112-2-22-ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION FINANCIERE	41,418,937
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	36,418,937
1112-2-22-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE L'ENAF	5,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,000,000
1112-2-23-COMMISSION INTERMINISTERIELLE DES INVESTISSEMENTS	1,041,697
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,041,697

1112-2-24-FONDS DE DEVELOPPEMENT FRONTALIER	8,365,156
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	8,365,156
1112-2-25-INSPECTION GENERALE DES FINANCES	37,490,995
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	14,620,470
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	9,524,360
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,612,450
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	3,385,715
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	300,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	410,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,638,000
1112-2-25-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE L'IGF	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1112-2-26- BUREAU DE MONETISATION	1,138,861,768
1112-2-26-54-PROGRAMME D'INTERVENTIONS DU BUREAU DE MONETISATION	1,138,861,768
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,138,861,768

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR ECONOMIQUE

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE
DES RESSOURCES NATURELLES ET DU
DEVELOPPEMENT RURAL

1113.- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL (MARNDR)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du MARNDR sont :

- Formuler, appliquer, orienter et faire respecter la politique du Gouvernement dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, des ressources naturelles renouvelables et du développement rural;
- Orienter, organiser et encourager la recherche agricole et faciliter la vulgarisation des résultats;
- Participer à la réalisation du cadastre physique et juridique des aires rurales en vue d'en faciliter l'aménagement et la valorisation;
- Coordonner l'assistance technique et financière accordée aux Organismes Gouvernementaux et non Gouvernementaux dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, des ressources naturelles renouvelables et du développement rural;
- Entretenir des relations avec les institutions étrangères publiques ou privées, internationales ou régionales oeuvrant dans le Secteur Agricole.

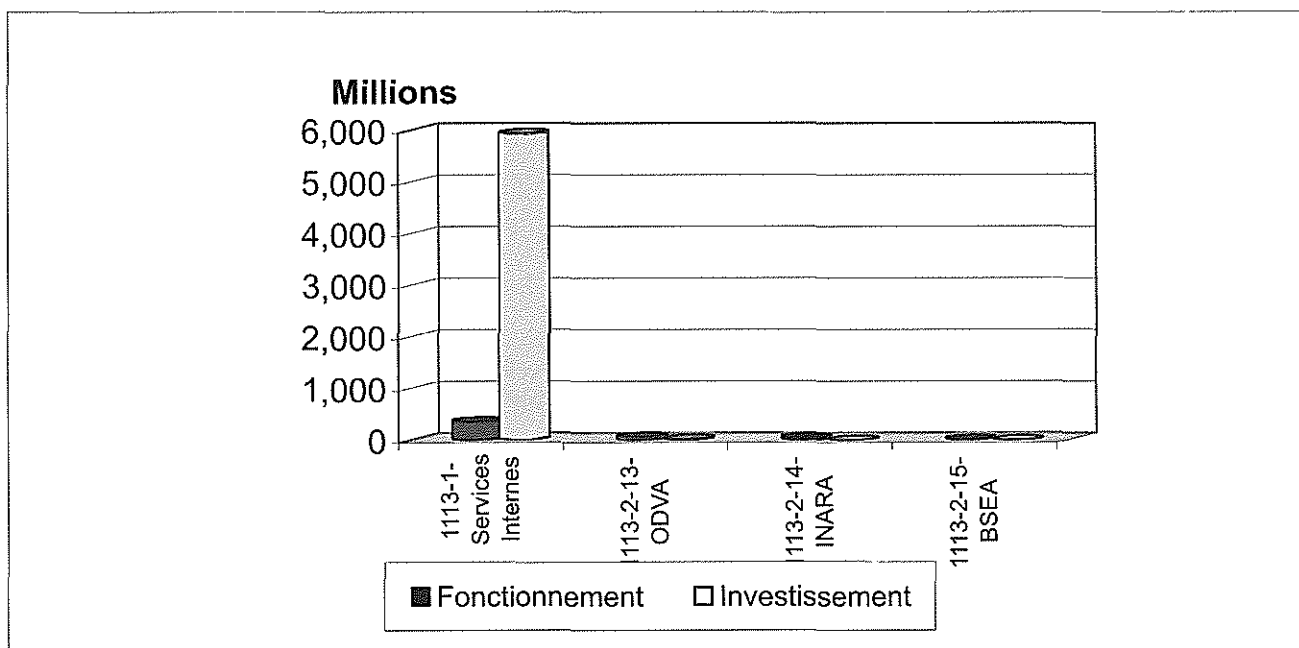
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de l'Agriculture des Ressources Naturelles et du Développement Rural est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre auquel est adjoint un Secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Les différents niveaux administratifs sont les suivants:

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de dix (10) Directions Départementales;
- Deux (2) Services Externes

1113-MIN. DE L'AGR. DES RES. NAT.& DU DEV. RUR. (MARNDR)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1113-1-Services Internes	359,671,044	5,940,102,966	6,299,774,010	97.75%
1113-2-13-ODVA	62,368,337	20,000,000	82,368,337	1.28%
1113-2-14-INARA	46,939,436	0	46,939,436	0.73%
1113-2-15-BSEA	16,018,142	0	16,018,142	0.25%
TOTAL	484,996,959	5,960,102,966	6,445,099,925	100.00%



**BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME**

BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES & DU DEVELOPPEMENT RURAL	6,445,099,925
1113-1-11 BUREAU DU MINISTRE	18,836,958
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	12,926,844
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,480,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,485,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	445,114
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2,500,000
1113-1-12 DIRECTION GENERALE	6,280,937,052
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	298,730,011
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	16,114,095
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	22,039,262
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	3,450,719
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500,000
1113-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MARNDR	229,928,483
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	229,928,483
1113-1-12-53-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE	5,407,191,056
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,407,191,056

<< LE MONITEUR >>

Spécial No. 5 - Vendredi 19 Juin 2009

1113-1-12-54-PROGRAMME DE PROTECTION ET REHABILITATION DE L'ENVIRONNEMENT DU MARNDR	302,983,427
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	302,983,427
1113-2-13-ORGANISME DE DEVELOPPEMENT DE LA VALLEE DE L'ARTIBONITE	82,368,337
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	60,502,362
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	386,069
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	345,948
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,034,589
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	99,369
1113-2-13-59-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR AGRICOLE (ODVA)	20,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20,000,000
1113-2-14-INSTITUT NATIONAL DE LA REFORME AGRAIRE	46,939,436
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	45,232,650
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	732,541
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	974,245
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
1113-2-15-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'AGRICULTURE	16,018,142
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	16,018,142

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR ECONOMIQUE

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS
ET COMMUNICATIONS

1114.- MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS (MTPTC)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications sont :

- Concevoir, définir et concrétiser la politique du Pouvoir Exécutif dans les domaines : Travaux Publics, Transports, Communications, Eau Potable, Energie Electrique, etc.;
- Etablir les règlements d'urbanisme et les normes techniques de construction;
- Réglementer et de contrôler les services fournis par des entités publiques et privées agissant dans les différents domaines relevant de la compétence des TPTC;

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Coordination des Unités Techniques, d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de dix (10) Directions Départementales.
- Huit (8) Services Externes.

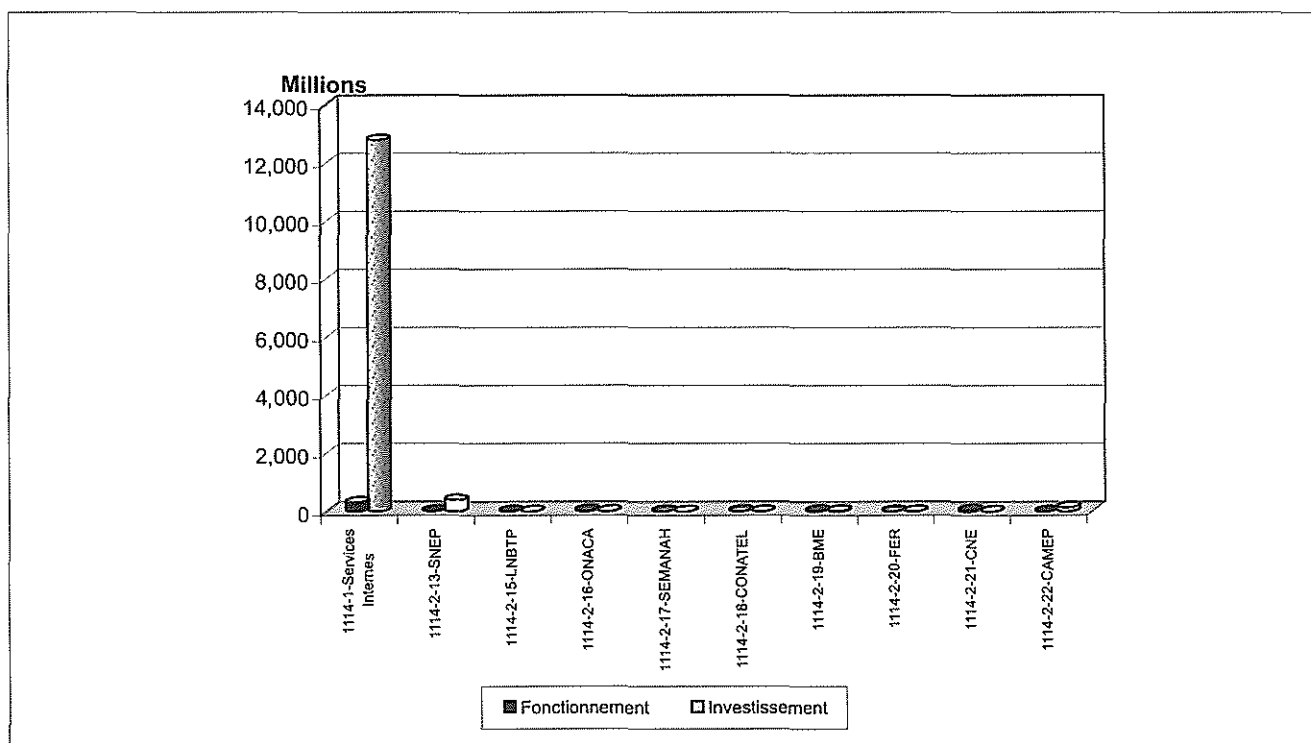
1114-MIN. DES TRAV. PUB. TRANSP. & COMM. (MTPTC)

CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE

EN GOURDES

EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Total	%
1114-1-Services Interne	305,910,146	12,784,133,582	13,090,043,728	94.82%
1114-2-13-SNEP	13,015,857	388,841,056	401,856,913	2.91%
1114-2-15-LNBTP	13,000,909	0	13,000,909	0.09%
1114-2-16-ONACA	28,434,079	0	28,434,079	0.21%
1114-2-17-SEMANAH	15,060,311	0	15,060,311	0.11%
1114-2-18-CONATEL	9,451,540	0	9,451,540	0.07%
1114-2-19-BME	36,632,199	21,320,000	57,952,199	0.42%
1114-2-20-FER	5,347,527	0	5,347,527	0.04%
1114-2-21-CNE	53,937,991	0	53,937,991	0.39%
1114-2-22-CAMEP	0	129,479,000	129,479,000	0.94%
Total	480,790,560	13,323,773,638	13,804,564,197	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009

REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS TRANSPORTS & COMMUNICATIONS	13,804,564,197
1114-1-11 BUREAU DU MINISTRE	24,921,885
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	18,288,813
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,040,005
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	804,580
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	100,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	170,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,518,485
1114-1-12 DIRECTION GENERALE	13,065,121,843
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	239,521,170
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	17,314,290
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	23,652,801
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	500,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1114-1-12-62-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DU SECTEUR ENERGIE / ELECTRICITE	967,529,472
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	967,529,472
1114-1-12-63-PROGRAMME DE REMISE EN ETAT DE L'INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DE BASE	255,680,417
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	255,680,417
1114-1-12-64-PROGRAMME D'ACTION DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE : VOLET TRANSPORT	904,219,731
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	904,219,731
1114-1-12-65-PROGRAMME DE STRATEGIE DE PREVENTION DE CRISE: VOLET TRANSPORT	114,011,975
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	114,011,975
1114-1-12-66-REHABILITATION D'INFRASTRUCTURE ROUTIERE NATIONALE EN SUPPORT A LA CROISSANCE	6,855,911,300
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,855,911,300
1114-1-12-67-REHABILITATION D'INFRASTRUCTURES ROUTIERES EN SUPPORT A L'AGRICULTURE ET AU TOURISME	509,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	509,000,000

1114-1-12-67-PROGRAMME NATIONAL DE RÉHABILITATION ET DE CONSTRUCTION D'OUVRAGES D'ARTS: PONTS POUR ASSURER LA CONTINUITÉ DU TERRITOIRE	142,310,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	142,310,000
1114-1-12-69-PROGRAMME DE REHABILITATION D'INFRASTRUCTURE URBAINE (PHASE 2008/2009)	1,008,585,955
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,008,585,955
1114-1-12-70-PROGRAMME DE REMISE EN ETAT DE L'INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DE BASE: VOLET SUPERVISION DES TRAVAUX (1493/SF-HA)	72,616,975
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	72,616,975
1114-1-12-71-PROGRAMME DE REMISE EN ETAT DE L'INFRASTRUCTURE ECONOMIQUE DE BASE: VOLET ETUDES (1493/SF-HA)	92,299,756
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	92,299,756
1114-1-12-72-PROGRAMME D'ENTRETIEN DU RÉSEAU ROUTIER	6,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,000,000
1114-1-12-73-PROGRAMME D'INTERVENTION DU FER	868,750,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	868,750,000
1114-1-12-74 - PROGRAMME D'URGENCE POST CYCLONIQUE	290,200,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	290,200,000
1114-1-12-75-PROGRAMME EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT	281,018,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	281,018,000
1114-1-12-76-PROGRAMME DE REFORME ET D'INVESTISSEMENT DU SECTEUR EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT (PRET 1010/SF-HA)	416,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	416,000,000
1114-2-13-SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE	401,856,913
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	12,226,676
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	395,968
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	393,213
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
1114-2-13-64-PROGRAMME EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DU SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE (SNEP)	388,841,056
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	388,841,056
1114-2-15-LABORATOIRE NATIONAL DE BATIMENTS & DES TRAVAUX PUBLICS	13,000,909
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	12,032,636
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	414,781
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	471,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	82,493

BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
1114-2-16-OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	28,434,079
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	27,206,581
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	544,453
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	683,045
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
1114-2-17- SERVICES MARITIMES ET DE NAVIGATION D'HAITI	15,060,311
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	12,360,367
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	312,735
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,176,668
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,210,541
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
1114-2-18-CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	9,451,540
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	9,451,540
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
1114-2-19-BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	57,952,199
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	31,697,739
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,905,826
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,440,285
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	189,006
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	399,343
1114-2-19-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU BUREAU DES MINES ET ENERGIE	21,320,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	21,320,000
1114-2-20-FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	5,347,527
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	5,347,527
1114-2-21-CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	53,937,991
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	53,937,991
1114-2-22- CENTRALE AUTONOME METROPOLITAINE D'EAU POTABLE	129,479,000
1114-2-22-50-PROGRAMME D'INTERVENTIONS DE LA CAMEP	129,479,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	129,479,000

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR ECONOMIQUE

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

1115.- MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE (MCI)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère du Commerce et de l'Industrie sont :

- Formuler et d'appliquer la politique du Gouvernement en matière Commerciale et Industrielle;
- Etudier toute mesure tendant à promouvoir le Développement du Commerce et de l'Industrie;
- Définir et de coordonner les activités de Promotion Commerciale et Industrielle à l'étranger.

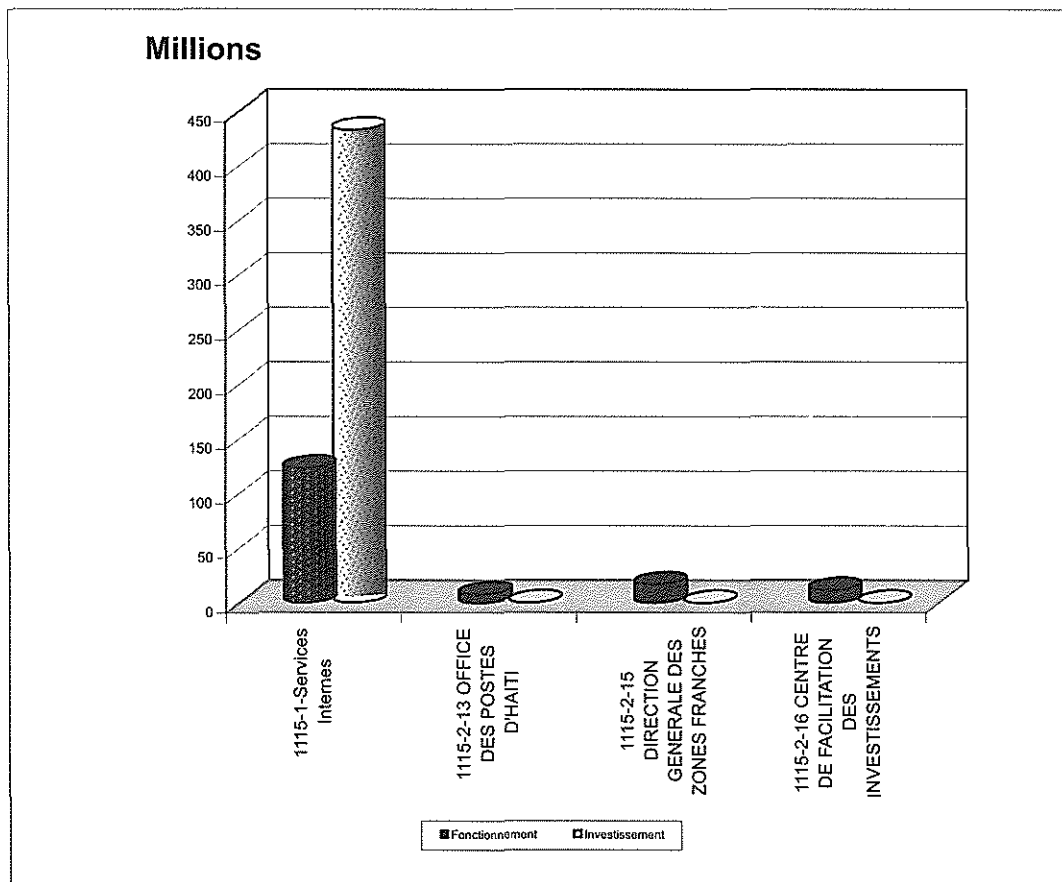
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère du Commerce et de l'Industrie est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de sept (7) Directions Techniques.
- Quatre (4) Services Externes.

1115-MIN. DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1115-1-Services Internes	123,724,280	433,198,500	556,922,780	93.96%
1115-2-13 OFFICE DES POSTES D'HAITI	7,472,447	0	7,472,447	1.26%
1115-2-15 DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	16,762,177	0	16,762,177	2.83%
1115-2-16 CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	11,544,094	0	11,544,094	1.95%
TOTAL	159,502,997	433,198,500	592,701,497	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	592,701,497
1115-1-11 BUREAU DU MINISTRE	22,704,878
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	15,393,237
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,781,206
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,684,200
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,837,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,009,235
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1115-1-12 DIRECTION GENERALE	534,217,902
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	88,450,270
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,395,220
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,744,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	666,435
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	751,530
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,011,947
1115-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MCI	7,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7,000,000
1115-1-12-53-PROGRAMME DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS PRIVES	383,198,500
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	383,198,500

<< LE MONITEUR >>

Spécial No. 5 - Vendredi 19 Juin 2009

1115-1-12-55-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES D'EXPORTATION POUR L'INTEGRATION REGIONALE	43,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	43,000,000
1115-2-13 OFFICE DES POSTES D'HAITI	7,472,447
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	7,472,447
1115-2-15 DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	16,762,177
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	16,762,177
1115-2-16 CENTRE DE FACILITATION DES INVESTISSEMENTS	11,544,094
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	11,544,094

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR ECONOMIQUE

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT

1116.- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT (MDE)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère de l'Environnement sont :

- Formuler, promouvoir et faire appliquer la politique du Gouvernement en matière de garantie de pérennité des ressources renouvelables, d'amélioration du cadre de vie de la population et de protection des écosystèmes pour un développement durable;
- Identifier, créer et gérer des aires à protéger, des zones réservées et des parcs nationaux;
- Promouvoir, orienter, appuyer et participer à la coordination des initiatives de protection d'écosystèmes naturels, de la diversité biologique, d'espèces animales ou végétales menacées de disparition.

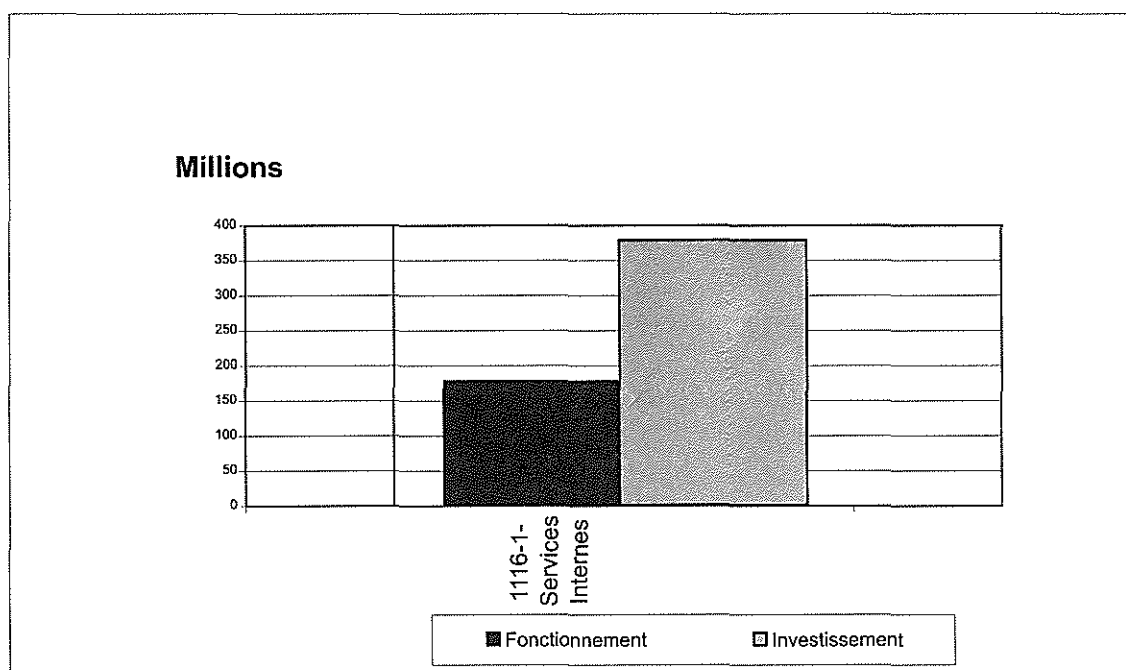
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de l'Environnement est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants:

- Une Direction Générale assistée d'un Secrétariat Technique, d'une Direction Administrative, de six (6) Directions Techniques, de deux (2) Unités et de dix (10) Directions Départementales.

1116-MIN. DE L'ENVIRONNEMENT (MDE)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1116-1-Services Interne	172,529,478	377,412,243	549,941,722	100.00%
TOTAL	172,529,478	377,412,243	549,941,722	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	549,941,722
1116-1-11 BUREAU DU MINISTRE	23,033,451
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	19,804,066
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,207,335
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,022,050
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
1116-1-12 DIRECTION GENERALE	526,908,271
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	76,326,006
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	10,725,376
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	14,720,720
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	15,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	31,723,926
1116-1-12-60-PROGRAMME DE PROTECTION ET REHABILITATION DE L'ENVIRONNEMENT	317,652,243
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	317,652,243
1116-1-12-61-PROGRAMME DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL	59,760,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,770,867,692

Spécial No. 5 - Vendredi 19 Juin 2009

<< LE MONITEUR >>

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR ECONOMIQUE

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DU TOURISME

1117.- MINISTÈRE DU TOURISME (MT)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère du Tourisme sont :

- Contribuer à l'expansion du Tourisme International vers Haïti;
- Développer le tourisme interne par la promotion, la création, l'amélioration et la mise en valeur de l'équipement touristique.

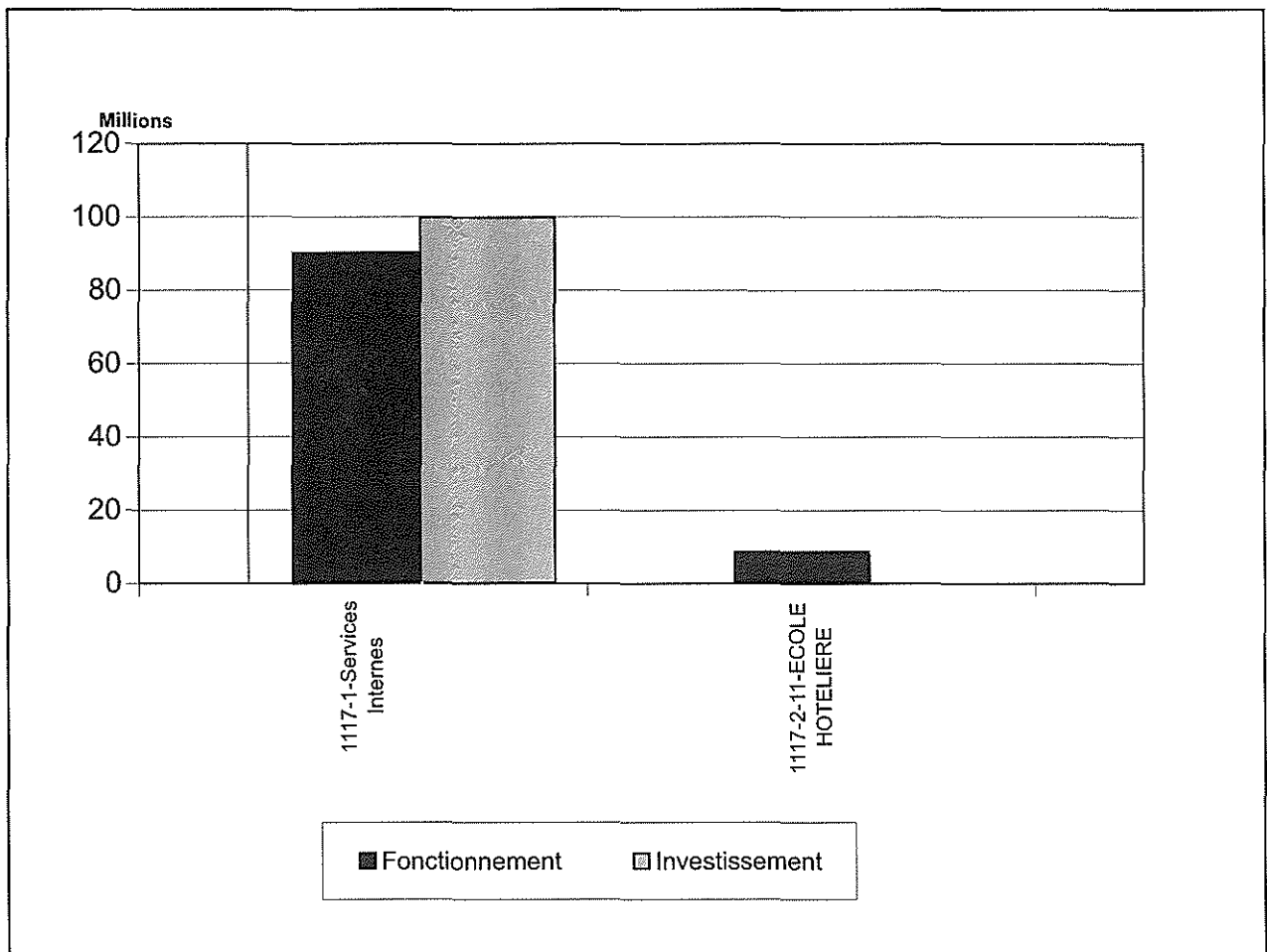
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère du Tourisme est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de quatre (4) Directions Techniques et de trois (3) Directions Départementales.
- Une Ecole de Formation dans le domaine touristique.

1117-MIN. DU TOURISME
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1117-1-Services Internes	89,380,352	100,937,614	190,317,967	96.04%
1117-2-11-ECOLE HOTELIERE	7,856,790	0	7,856,790	3.96%
TOTAL	97,237,142	100,937,614	198,174,756	100.00%



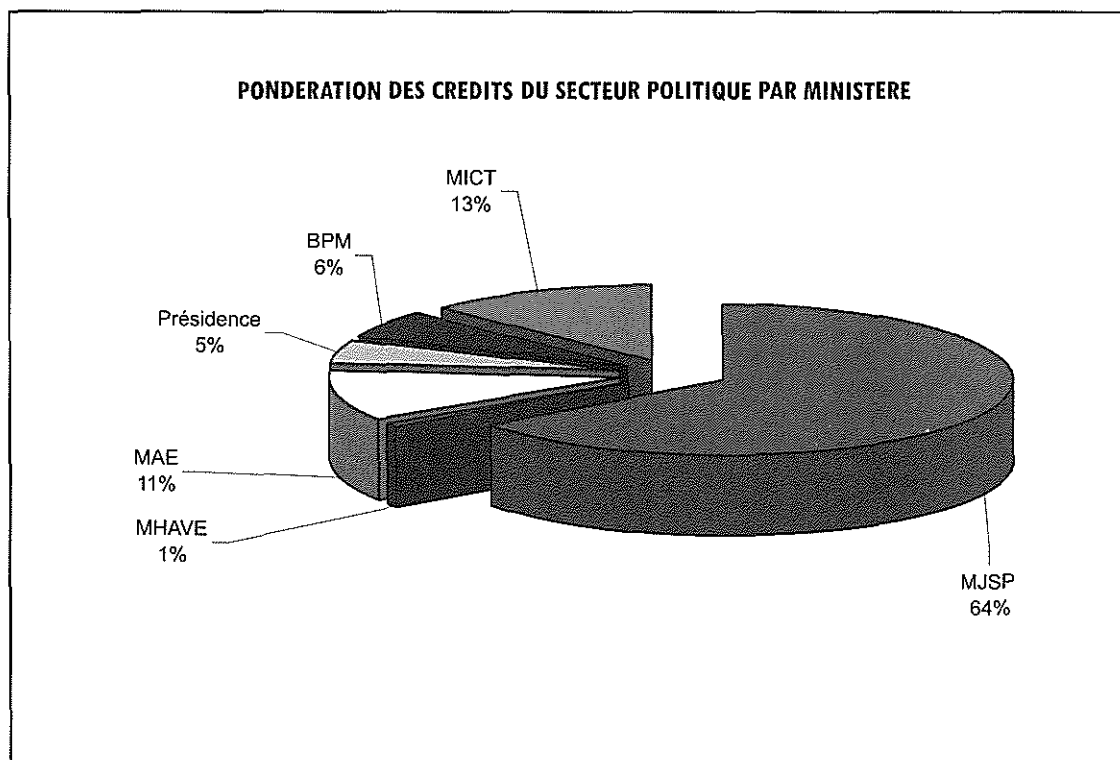
BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1117-MINISTERE DU TOURISME	198,174,756
1117-1-11 BUREAU DU MINISTRE	22,936,509
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	15,330,277
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,710,605
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	992,047
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,426,164
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	300,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	177,416
1117-1-12 DIRECTION GENERALE	167,381,457
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	41,979,218
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	9,543,748
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	5,272,924
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	5,462,364
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	200,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,985,589
1117-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU TOURISME	8,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8,000,000
1117-1-12-53-PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU SECTEUR TOURISTIQUE	92,937,614
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	92,937,614
1117-2-11-ECOLE HOTELIERE	7,856,790
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	6,834,790
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,022,000

**POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR POLITIQUE**

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR POLITIQUE PAR MINISTERE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
MJSP	5,353,562,403	1,557,946,953	6,911,509,356	64.83%
MHAVE	49,237,977	29,680,000	78,917,977	0.74%
MAE	1,158,243,132	0	1,158,243,132	10.86%
Présidence	542,458,807	0	542,458,807	5.09%
BPM	507,607,905	89,216,000	596,823,905	5.60%
MICT	734,779,129	637,830,929	1,372,610,058	12.88%
TOTAL	8,345,889,352	2,314,673,882	10,660,563,234	100%



POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR POLITIQUE

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA
SECURITE PUBLIQUE

**1211.- MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DE LA
SÉCURITÉ PUBLIQUE (MJSP)**

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique sont :

- Formuler et appliquer la politique du Gouvernement dans le domaine de l'Administration de la Justice;
- Organiser l'Institution Judiciaire;
- Contrôler les activités des Parquets et le fonctionnement des Offices Ministériels;
- Proposer au Gouvernement des mesures ponctuelles en matière de Justice et de Sécurité Publique.

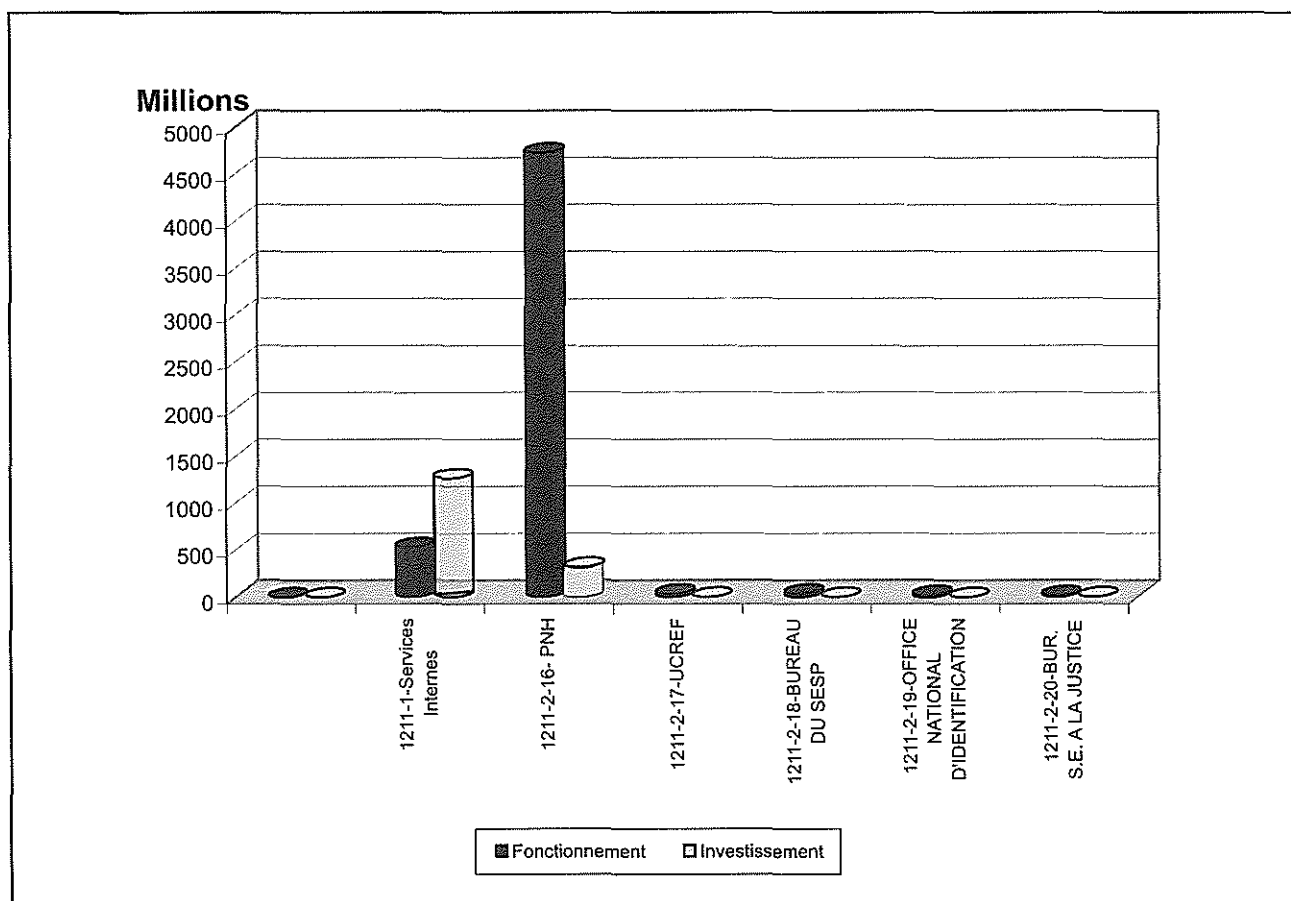
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre auquel sont adjoints deux (2) Secrétaires d'Etat. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques et de quatre (4) Directions Départementales.
- Quatre (4) Services Externes.

1211-MIN. DE LA JUSTICE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1211-1-Services Interne	526,819,160	1,262,011,696	1,788,830,856	25.88%
1211-2-16- PNH	4,722,917,251	295,935,257	5,018,852,508	72.62%
1211-2-17-UCREF	32,105,962	0	32,105,962	0.46%
1211-2-18-BUREAU DU SESP	35,630,134	0	35,630,134	0.52%
1211-2-19-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	22,444,734	0	22,444,734	0.32%
1211-2-20-BUR. S.E. A LA JUSTICE	13,645,161	0	13,645,161	0.20%
Total	5,353,562,403	1,557,946,953	6,911,509,356	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009

REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
12-SECTEUR POLITIQUE	10,660,563,234
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE ET DE LA SECURITE PUBLIQUE	6,911,509,356
1211-1-11 BUREAU DU MINISTRE	30,851,065
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	22,610,782
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,188,135
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,484,820
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,154,860
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	412,467
1211-1-12 DIRECTION GENERALE	1,757,979,791
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	432,139,370
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	22,248,127
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	23,917,303
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	13,134,909
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	824,900
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,703,486
1211-1-12-52-PROGRAMME RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DU MJSP	1,249,587,696
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,249,587,696
1211-1-12-53-PROGRAMME D'APPUI INSTITUTIONNEL AUX COURS ET TRIBUNAUX	11,564,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	11,564,000
1211-1-12-55-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT SOCIO-CULTUREL	860,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	860,000
1211-2-16- POLICE NATIONALE D'HAITI	5,018,852,508
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	2,905,057,697
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	83,064,185
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,474,317,758
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	29,247,938
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	40,865,120
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	190,364,552
1211-2-16-52-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA POLICE NATIONALE (PNH)	295,935,257
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	295,935,257
1211-2-17-UNITE CENTRALE DE RENSEIGNEMENTS FINANCIERS	32,105,962
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	32,105,962
1211-2-18-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA SECURITE PUBLIQUE	35,630,134
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	35,630,134
1211-2-19-OFFICE NATIONAL D'IDENTIFICATION	22,444,734
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	22,444,734
1211-2-20-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA JUSTICE	13,645,161
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	13,645,161

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR POLITIQUE

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER

1212.- MINISTÈRE DES HAÏTIENS VIVANT A L'ÉTRANGER (MHAVE)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère des Haïtiens Vivant à l'Étranger sont :

- Promouvoir et formaliser la plus large participation des communautés haïtiennes vivant à l'étranger au processus de développement socio-économique du pays;
- Appuyer l'intégration des membres des diverses communautés haïtiennes à l'étranger dans leur lieu d'accueil;
- Formaliser et dynamiser les liens multiformes qui ont existé entre les diverses communautés haïtiennes vivant à l'étranger et les composantes nationales, d'une part, entre ces mêmes communautés et le gouvernement haïtien, d'autre part;
- Participer à la redéfinition d'une politique migratoire.

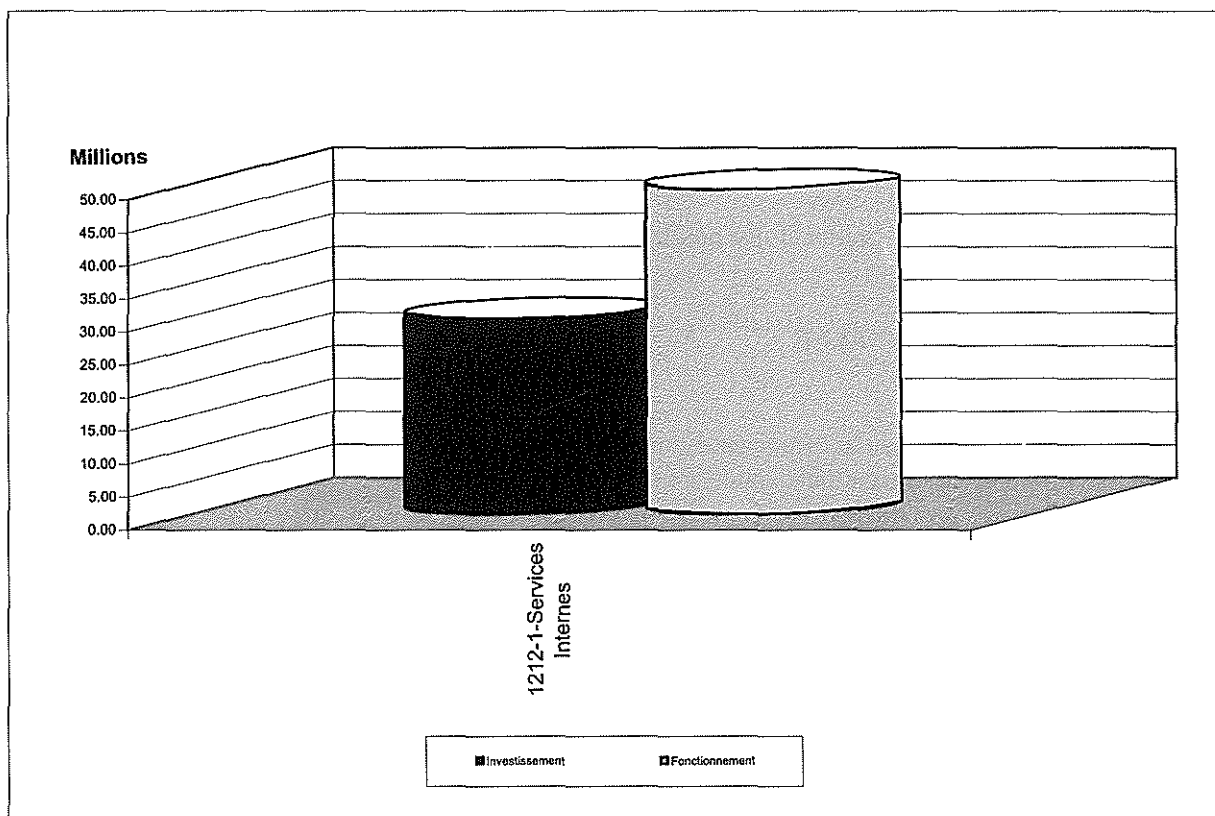
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère des Haïtiens Vivant à l'Étranger est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de trois (3) Directions Techniques.

1212 - MIN. DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER (MHAVE)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1212-1-Services Internes	49,237,977	29,680,000	78,917,977	100.00%
TOTAL	49,237,977	29,680,000	78,917,977	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	78,917,977
1212-1-11 BUREAU DU MINISTRE	10,823,474
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	6,675,443
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,582,573
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	565,459
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
1212-1-12 DIRECTION GENERALE	68,094,502
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	29,664,489
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,462,117
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	3,062,182
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	653,799
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,571,916
1212-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MHAVE	29,680,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	29,680,000

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR POLITIQUE

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

1213.- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (MAE)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

La principale mission et attribution du Ministère des Affaires Etrangères est de planifier et de mettre en œuvre la Politique Extérieure de la République d'Haïti.

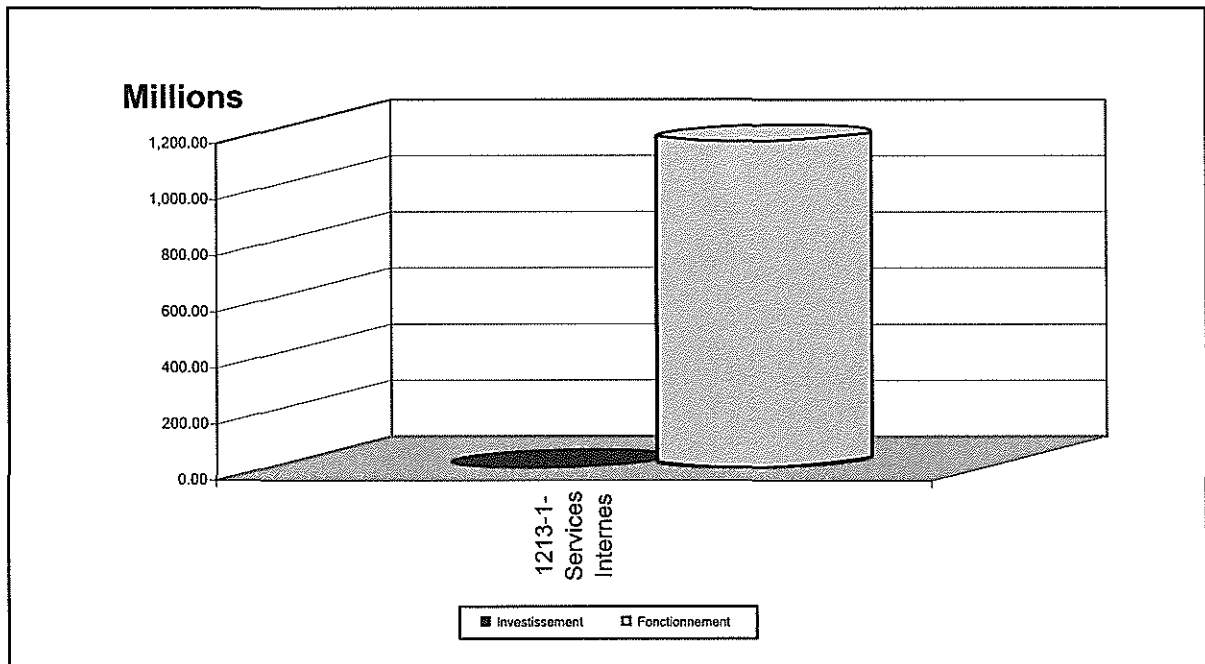
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère des Affaires Etrangères est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de huit (8) Directions Techniques.
- Des Missions Diplomatiques et Consulaires d'Haïti à l'Étranger.

**1213-MIN. DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (MAE)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1213-1-Services Internes	1,158,243,132	0	1,158,243,132	100.00%
TOTAL	1,158,243,132	0	1,158,243,132	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1213-MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGERES	1,158,243,132
1213-1-11 BUREAU DU MINISTRE	41,654,843
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	33,695,060
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6,022,014
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,937,769
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1213-1-12 DIRECTION GENERALE	1,116,588,288
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	135,424,835
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	13,033,949
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	10,427,082
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	6,076,473
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	951,625,948

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR POLITIQUE

PRESENTATION ET CREDITS
DE LA PRESIDENCE

1214.- LA PRÉSIDENCE

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions de la Présidence sont :

- Veiller au respect et à l'exécution de la Constitution et à la stabilité des institutions;
- Négocier et de signer tous traités, conventions et accords internationaux et les soumettre à la ratification de l'Assemblée Nationale;
- Accréditer les Ambassadeurs et les Envoyés Extraordinaires auprès des puissances étrangères;
- Recevoir les lettres de créance des Ambassadeurs des puissances étrangères et accorder l'exequatur aux Consuls;
- Faire revêtir les Lois du Sceau de la République et les promulguer dans les délais prescrits par la Constitution;

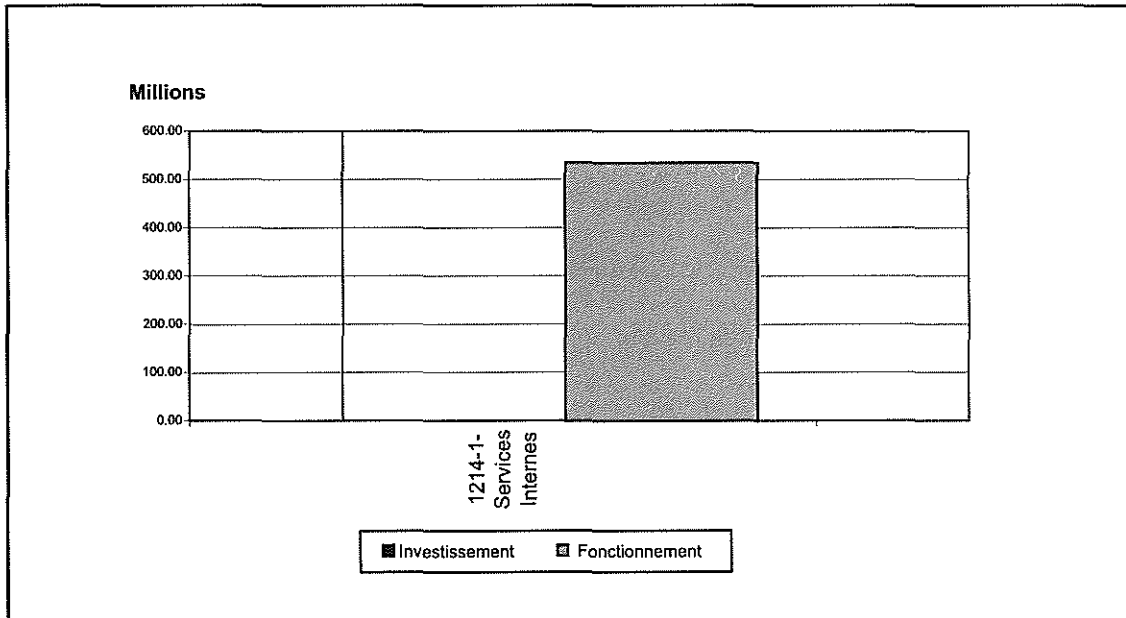
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

La Présidence est placée sous l'autorité du Président de la République et comprend:

- Le Secrétariat Privé du Président de la République;
- Le Cabinet du Président de la République;
- Le Secrétariat Général de la Présidence;

1214-LA PRESIDENCE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1214-1-Services Internes	542,458,807	0	542,458,807	100.00%
TOTAL	542,458,807	0	542,458,807	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1214-LA PRESIDENCE	542,458,807
1214-1-11 BUREAU DU PRESIDENT	70,656,537
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	70,656,537
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	0
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	0
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1214-1-12 ADMINISTRATION GENERALE DU PALAIS NATIONAL	163,641,123
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	76,530,004
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	61,084,649
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	15,012,174
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,360,356
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,649,867
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8,004,073
1214-1-13 SERVICE DE SE CURITE DU PALAIS NATIONAL	293,838,621
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	38,365,800
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	0
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	45,457,136
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	210,015,685
1214-1-14 DOTATION POUR COMPTE SPECIAL DU PRESIDENT	14,322,527
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	14,322,527

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR POLITIQUE

PRESENTATION ET CREDITS
DE LA PRIMATURE

1215.- BUREAU DU PREMIER MINISTRE (BPM)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

La principale mission et attribution du Bureau du Premier Ministre est d'assurer la meilleure coordination de l'action gouvernementale ;

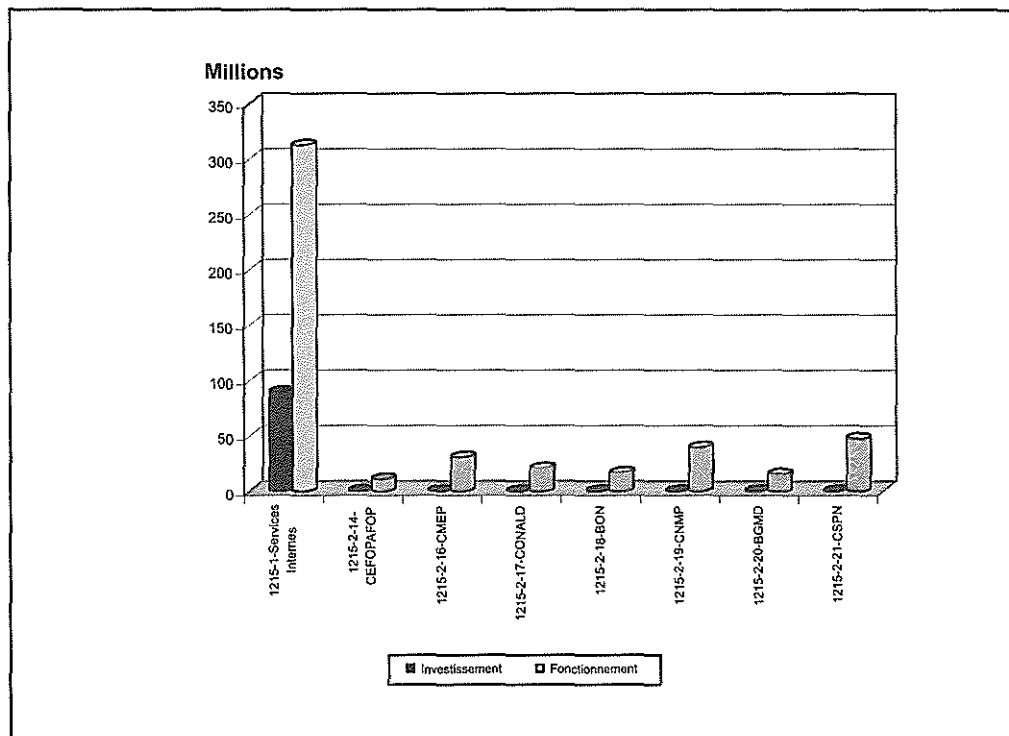
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Bureau du Premier Ministre est placé sous l'autorité d'un Premier Ministre et comprend :

- Le Secrétariat Privé du Premier Ministre;
- Le Cabinet du Premier Ministre;
- Le Secrétariat Général de la Primature;
- Sept (7) Services Externes;

1215- BUREAU DU PREMIER MINISTRE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1215-1-Services Internes	312,415,598	89,216,000	401,631,598	67.29%
1215-2-14-CEFOPAFOP	10,760,716	0	10,760,716	1.80%
1215-2-16-CMEP	30,492,342	0	30,492,342	5.11%
1215-2-17-CONALD	20,521,386	0	20,521,386	3.44%
1215-2-18-BON	16,364,444	0	16,364,444	2.74%
1215-2-19-CNMP	39,339,909	0	39,339,909	6.59%
1215-2-20-BGMD	15,135,061	0	15,135,061	2.54%
1215-2-21-CSPN	47,485,579	0	47,485,579	7.96%
1215-2-22-BAC0Z	15,092,869	0	15,092,869	2.53%
TOTAL	507,607,905	89,216,000	596,823,905	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1215- BUREAU DU PREMIER MINISTRE	596,823,905
1215-1-11 BUREAU DU PREMIER MINISTRE	109,548,843
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	44,392,528
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,080,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,550,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	59,526,315
1215-1-12 ADMINISTRATION GENERALE	292,082,754
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	100,111,036
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	16,636,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	9,440,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	6,494,600
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	32,500,039
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	37,685,079
1215-1-12-72-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE LA PRIMATURE	89,216,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	89,216,000
1215-2-14-CENTRE DE FORMATION & DE PERFECTIONNEMENT DES AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE	10,760,716
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	8,871,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	798,249
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	450,013
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	249,914
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	391,541
1215-2-16-CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	30,492,342
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	30,492,342
1215-2-17-COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	20,521,386
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	20,521,386
1215-2-18-BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	16,364,444
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	16,364,444
1215-2-19-COMMISSION NATIONALE DE MARCHES PUBLICS	39,339,909
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	39,339,909
1215-2-20-BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	15,135,061
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	15,135,061
1215-2-21-CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	47,485,579
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	47,485,579
1215-2-22-BUREAU DE COORD. ET DE SUIVI DES ACCORDS CARICOM/OMC/ZLEA	15,092,869
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	15,092,869

**POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR POLITIQUE**

**PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**1216.- MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (MICT)**

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les missions et attributions du Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales sont :

- Concevoir, définir et concrétiser la politique du Pouvoir Exécutif en ce qui concerne l'encadrement des Collectivités Territoriales, l'Immigration et l'Emigration et la Protection Civile ;
- Prendre, en matière de protection civile, toutes les mesures de prévention et de secours que requiert la sauvegarde des populations, notamment en cas de calamités publiques;
- Veiller aux respects des prescrits constitutionnels en ce qui a trait aux garanties individuelles et aux droits fondamentaux;
- Veiller à l'exécution des Lois et mesures visant à garantir la sécurité intérieure de l'Etat, tout en tenant compte des garanties constitutionnelles;
- Veiller à l'application des Lois et mesures sur l'Immigration et l'Emigration;

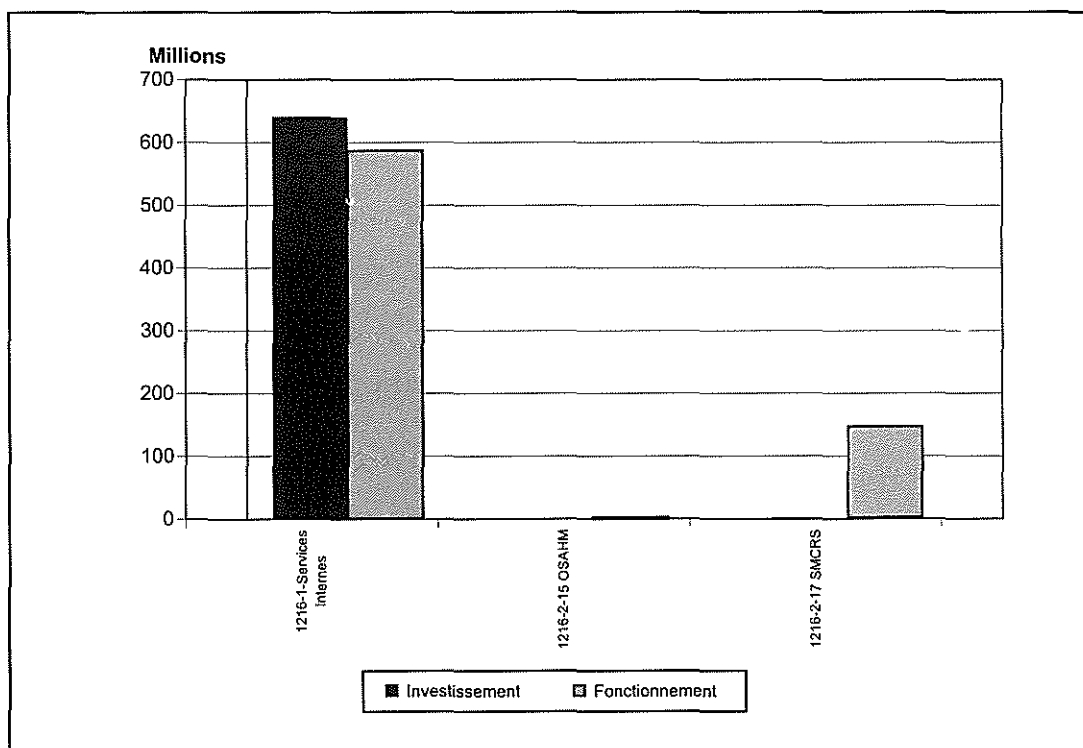
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de Cinq (5) Directions Techniques.
- Deux (2) Services Externes.

1216-MIN. DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (MICT)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1216-1-Services Internes	589,142,904	637,830,929	1,226,973,833	89.39%
1216-2-15 OSAHM	2,742,537	0	2,742,537	0.20%
1216-2-17 SMCRS	142,893,688	0	142,893,688	10.41%
TOTAL	734,779,129	637,830,929	1,372,610,058	100.00%



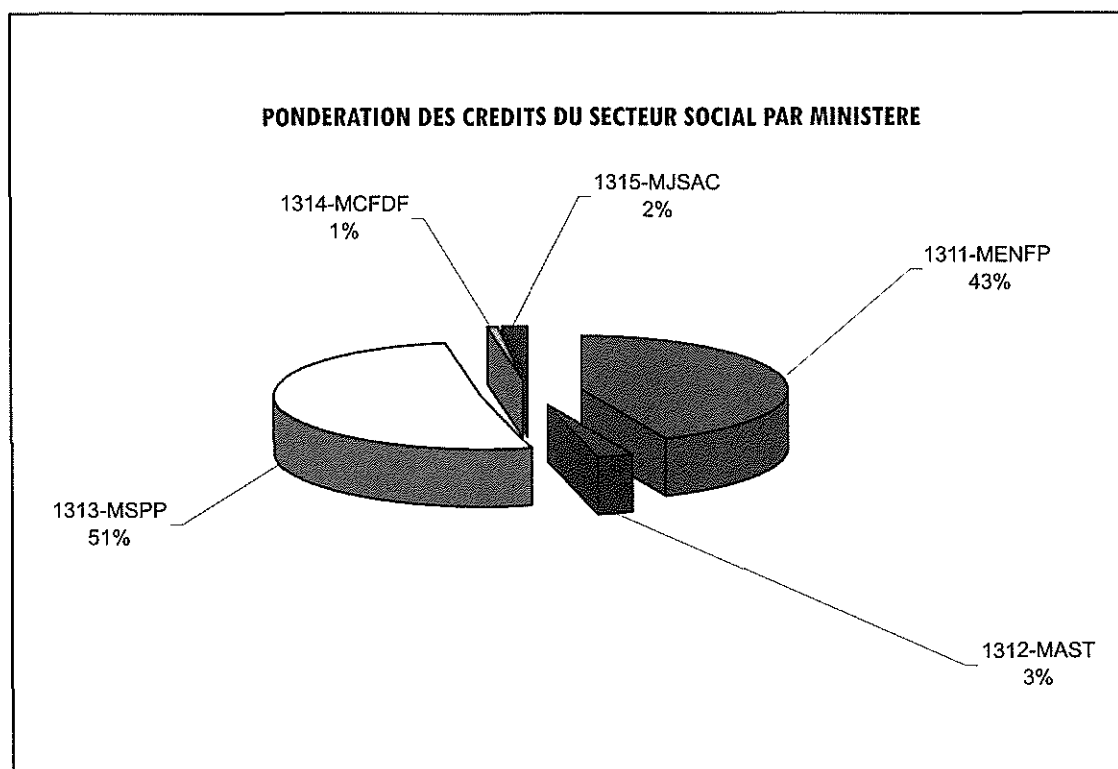
BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	1,372,610,058
1216-1-11 BUREAU DU MINISTRE	73,645,881
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	15,545,295
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,827,668
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,517,918
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	495,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2,260,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	48,000,000
1216-1-12 DIRECTION GENERALE	1,153,327,952
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	273,795,904
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	115,696,784
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	16,500,990
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	4,978,050
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,485,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	103,040,295
1216-1-12-52-PROGRAMME DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL	15,900,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15,900,000
1216-1-12-53-PROGRAMME DE PREVENTION, DE GESTION DE DESATRES NATURELS	549,166,666
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	549,166,666
1216-1-12-54-PROGRAMME D'INTERVENTIONS SPECIFIQUES DU MICT	72,764,263
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
1216-2-15 ORGANISME DE SURVEILLANCE & D'AMENAGEMENT DU MORNE HOPITAL	2,742,537
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2,742,537
1216-2-17 SERVICE METROPOLITAIN DE COLLECTE DE RESIDUS SOLIDES	142,893,688
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	142,893,688

**POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR SOCIAL**

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR SOCIAL PAR MINISTERE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1311-MENFP	5,088,177,749	2,325,829,840	7,414,007,589	43.38%
1312-MAST	380,275,316	89,221,651	469,496,967	2.75%
1313-MSPP	1,742,387,530	6,986,215,016	8,728,602,546	51.07%
1314-MCFDF	79,707,762	66,377,000	146,084,762	0.85%
1315-MJSAC	295,665,367	36,500,000	332,165,367	1.94%
TOTAL	7,586,213,725	9,504,143,507	17,090,357,232	100,00



POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR SOCIAL

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

**1311.- MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE (MENFP)**

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère de L'Education Nationale et de la Formation Professionnelle sont :

- Formuler et appliquer la politique du Pouvoir Exécutif dans les domaines de l'Education;
- Elaborer la politique éducative nationale aux niveaux préscolaire, fondamental, secondaire et professionnel;
- Veiller à l'application de la politique nationale d'enseignement supérieur.;
- Développer des programmes de recherche et d'expérimentation pédagogique;
- Veiller à l'équivalence des études et à la validation des Diplômes, des Certificats et titres étrangers avec les Organismes Nationaux Compétents.

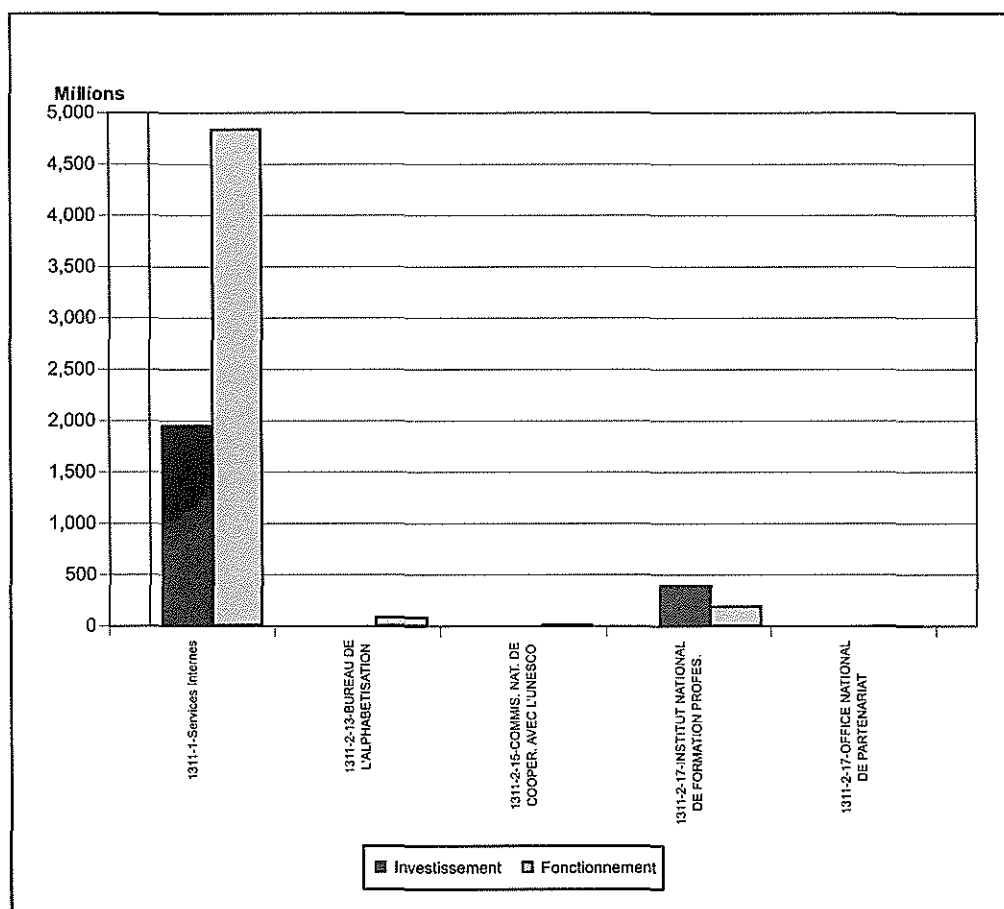
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de l'Education et de la Formation Professionnelle est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre auquel est adjoint un Secrétaire d'Etat à l'Alphabétisation. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de neuf (9) Directions Techniques et de dix (10) Directions Départementales
- Trois (3) Services Externes.

1311-MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1311-1-Services Interne	4,824,517,442	1,939,448,332	6,763,965,774	91.23%
1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION	73,059,097	0	73,059,097	0.99%
1311-2-15-COMMIS. NAT. DE COOPER. AVEC L'UNESCO	14,689,732	0	14,689,732	0.20%
1311-2-17-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFES.	172,951,776	386,381,508	559,333,284	7.54%
1311-2-17-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	2,959,703	0	2,959,703	0.04%
TOTAL	5,088,177,749	2,325,829,840	7,414,007,589	100.00%



**BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME**

BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009

REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
13-SECTEUR SOCIAL	17,090,357,232
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	7,414,007,589
1311-1-11- BUREAU DU MINISTRE	415,632,214
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	73,854,322
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,708,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,210,884
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	250,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	331,609,008
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,000,000
1311-1-12- DIRECTION GENERALE	6,348,333,560
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	3,323,049,115
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	122,035,147
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	24,335,568
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	62,043,799
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	517,421,599
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	360,000,000
1311-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DU MENFP	1,011,308,880
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,011,308,880
1311-1-12-53-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR EDUCATIF	885,139,452
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	885,139,452

<< LE MONITEUR >>

Special No. 5 - Vendredi 19 Juin 2009

1311-1-12-54-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EN REGIONS	20,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20,000,000
1311-1-12-55-PROGRAMME D'APPUI A LA CAMPAGNE D'ALPHABETISATION	23,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	23,000,000
1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION	73,059,097
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	60,683,448
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,265,000
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,827,650
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,583,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	200,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500,000
1311-2-15-COMMISSION NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	14,689,732
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	11,568,205
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,940,725
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,124,384
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	56,418
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1311-2-17-INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	559,333,284
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	151,476,134
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,458,994
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	3,389,717
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,348,259
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	346,472
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,022,918
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8,909,282
1311-2-17-80-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	386,381,508
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	386,381,508
1311-2-18-OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	2,959,703
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2,959,703

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR SOCIAL

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES
ET DU TRAVAIL

1312.- MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL (MAST)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère des Affaires Sociales sont :

- Définir et exécuter la politique sociale du Gouvernement;
- Assurer la protection du travailleur, tant dans le secteur formel qu'informel et l'harmonie du travail et du capital;
- Etablir un régime approprié de sécurité sociale contre les risques physiologiques, économiques, sociaux et autres;
- Créer, autoriser, encourager et superviser les œuvres de prévoyance et d'assistance sociale tant publiques que privées;
- Assurer, sur le plan technique et administratif, le contrôle et la supervision de toutes les institutions de Sécurité Sociale.

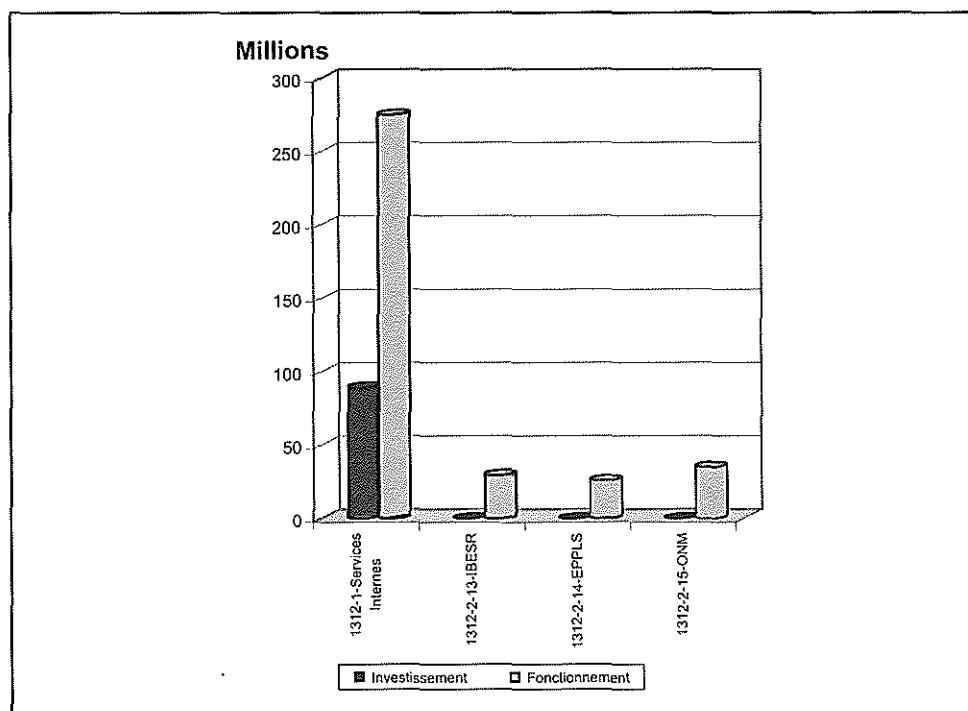
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère des Affaires Sociales est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre auquel est adjoint un Secrétaire d'Etat aux Handicapés. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de cinq (5) Directions Techniques
- Quatre (4) Services Externes.

**1312-MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL (MAST)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1312-1-Services Interne	275,137,933	89,221,651	364,359,584	77.61%
1312-2-13-IBESR	29,487,283	0	29,487,283	6.28%
1312-2-14-EPPLS	26,018,131	0	26,018,131	5.54%
1312-2-15-ONM	34,928,200	0	34,928,200	7.44%
1312-2-17-BSEIPH	14,703,769	0	14,703,769	3.13%
TOTAL	380,275,316	89,221,651	469,496,967	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009

REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

<< LE MONITEUR >>

Special No. 5 - Vendredi 19 Juin 2009

INSTITUTION	Crédit 08-09
1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES ET DU TRAVAIL	469,496,967
1312-1-11 BUREAU DU MINISTRE	60,211,705
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	56,219,495
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,112,187
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	118,790
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,649,867
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	111,366
1312-1-12 DIRECTION GENERALE	304,147,879
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	182,843,930
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,311,740
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,408,812
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	7,903,948
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	8,858,331
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,599,468
1312-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE MAST	7,243,101
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7,243,101

1312-1-12-53-PROGRAMME D'APPUI A LA SECURITE ET A LA PROTECTION SOCIALE DU MAST	81,978,550
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	81,978,550
1312-2-13-INSTITUT DU BIEN-ETRE SOCIAL & DE RECHERCHES	29,487,283
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	27,718,134
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	618,137
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	665,130
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	198,200
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	150,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	137,683
1312-2-14-ENTREPRISE PUBLIQUE DE PROMOTION DE LOGEMENTS SOCIAUX	26,018,131
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	23,014,727
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	865,800
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,712,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	277,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	148,604
1312-2-15-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	34,928,200
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	19,822,148
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,093,478
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	764,060
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	52,228
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	164,987
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	11,549,069
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	482,230
1312-2-17-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A L'INTEGRATION DES PERSONNES HANDICAPEES	14,703,769
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	14,703,769

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR SOCIAL

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE
ET DE LA POPULATION

1313.- MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA POPULATION (MSPP)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les missions et attributions du Ministère de la Santé Publique et de la Population sont :

- Concevoir, de définir, de concrétiser et d'évaluer la politique sanitaire et démographique du Pouvoir Exécutif;
- Coordonner, de réglementer, de superviser et d'inspecter les activités des organismes régionaux, communaux et privés dans le domaine de la santé publique ;
- Etablir les normes techniques sanitaires et veiller à leur application en tout ce qui a trait aux aliments, à l'eau potable, aux produits pharmaceutiques et cosmétiques utilisés par l'homme ;
- Enregistrer et de contrôler les titres de professions médicales et paramédicales et s'assurer de l'exercice de toute profession ou activité en relation quelconque avec la santé;
- Participer à toutes activités liées à des traités, conventions, protocoles, déclarations, actes, pactes, accords et autres instruments internationaux intéressant le domaine de la santé.

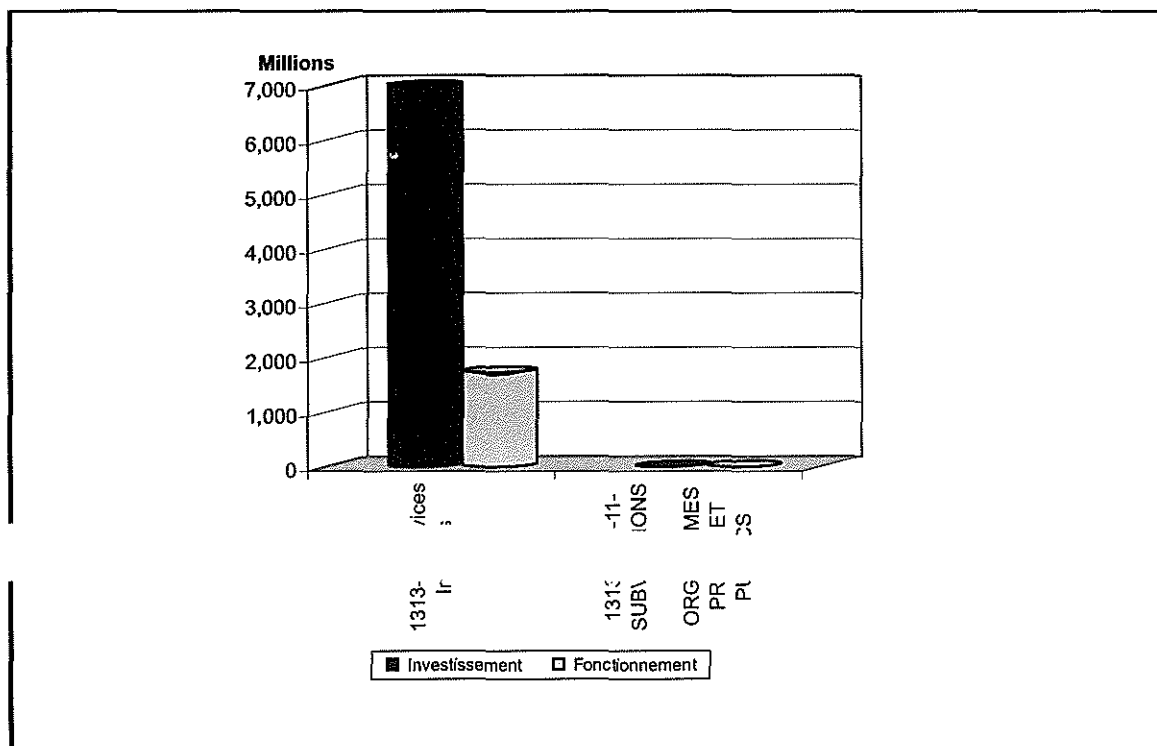
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de la Santé Publique et de la Population est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de Quatorze (14) Directions Techniques ou assimilées, de Quatre(4) Unités de Coordination, de deux ((2) Ecoles de formation et de dix (10) Directions Départementales.

1313- MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1313-1-Services Internes	1,738,616,265	6,986,215,016	8,724,831,280	99.96%
1313-2-14-11-SUBVENTIONS AUX ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	3,771,266	0	3,771,266	0.04%
TOTAL	1,742,387,530	6,986,215,016	8,728,602,546	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION	8,728,602,546
1313-1-11- BUREAU DU MINISTRE	26,249,519
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	18,783,267
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,394,284
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	918,530
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	911,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,242,437
1313-1-12- DIRECTION GENERALE	8,698,581,762
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	1,612,547,613
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	17,888,621
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	57,963,276
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	6,599,827
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	2,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15,367,409
1313-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE MSPP	885,071,056
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	885,071,056
1313-1-12-53-PROGRAMME DE REORGANISATION ET DE RATIONNALISATION DU SECTEUR SANTE (1009/SF HA)	335,043,349
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	335,043,349
1313-1-12-54-PROGRAMME DE REHABILITATION, CONSTRUCTION ET AMENAGEMENT DE CENTRES DE SANTE	820,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8,000,000
1313-1-12-55-PROGRAMME D'APPUI AUX PROJETS DE SANTE PUBLIQUE (SUPPORT)	4,941,600,612
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,941,600,612
1313-1-12-64-PROGRAMME EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT DE LA POCHEP	4,500,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,500,000
1313-2-14-ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	3,771,266
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3,771,266

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR SOCIAL

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE LA CONDITION FEMININE
ET AUX DROITS DE LA FEMME

1314- MINISTÈRE À LA CONDITION FÉMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME (MCFDF)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

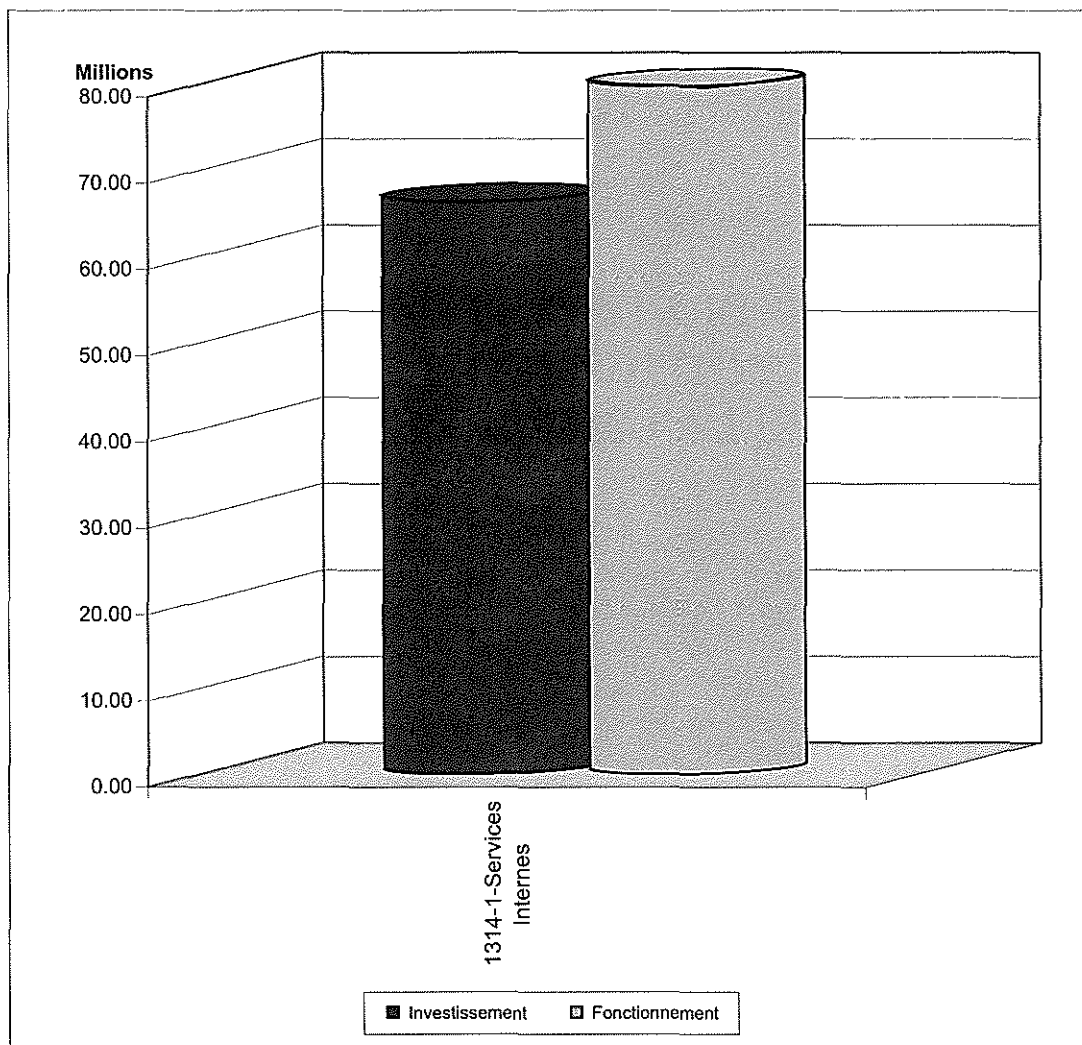
La principale mission et attribution du Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme (MCFDF) est de définir et d'appliquer la politique du gouvernement en matière des droits et des conditions de vie de la femme.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère à la Condition Féminine et aux Droits de la Femme est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants : Une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et de trois (3) Directions Techniques.

1314- MIN. A LA COND. FEM. AUX DROITS DE LA FEMME (MCFDF)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1314-1-Services Interne	79,707,762	66,377,000	146,084,762	100.00%
TOTAL	79,707,762	66,377,000	146,084,762	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1314-MINISTERE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME	146,084,762
1314-1-11 BUREAU DU MINISTRE	22,017,547
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	16,866,101
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,330,173
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	544,456
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,286,896
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	989,920
1314-1-12 DIRECTION GENERALE	124,067,215
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	49,398,455
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,852,274
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	3,301,077
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	643,448
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	494,960
1314-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE MCFDF	5,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,000,000
1314-1-12-56-PROGRAMME D'APPUI A LA SECURITE ET A LA PROTECTION SOCIALE DU MCFDF	61,377,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	61,377,000

Spécial No. 5 - Vendredi 19 Juin 2009

<< LE MONITEUR >>

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR SOCIAL

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE LA JEUNESSE,
DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE

**1315.- MINISTÈRE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS
ET DE L'ACTION CIVIQUE**

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique sont :

- Formuler la politique du gouvernement en matière de sport et de jeunesse, de civisme et mettre en œuvre cette politique;
- Développer, de coordonner et de superviser les activités physiques et sportives;
- Intégrer la culture sportive dans l'éducation à tous les niveaux;
- Promouvoir la vie associative et l'encadrement de la jeunesse;
- Promouvoir et de participer à la formation des cadres sportifs et de jeunesse.

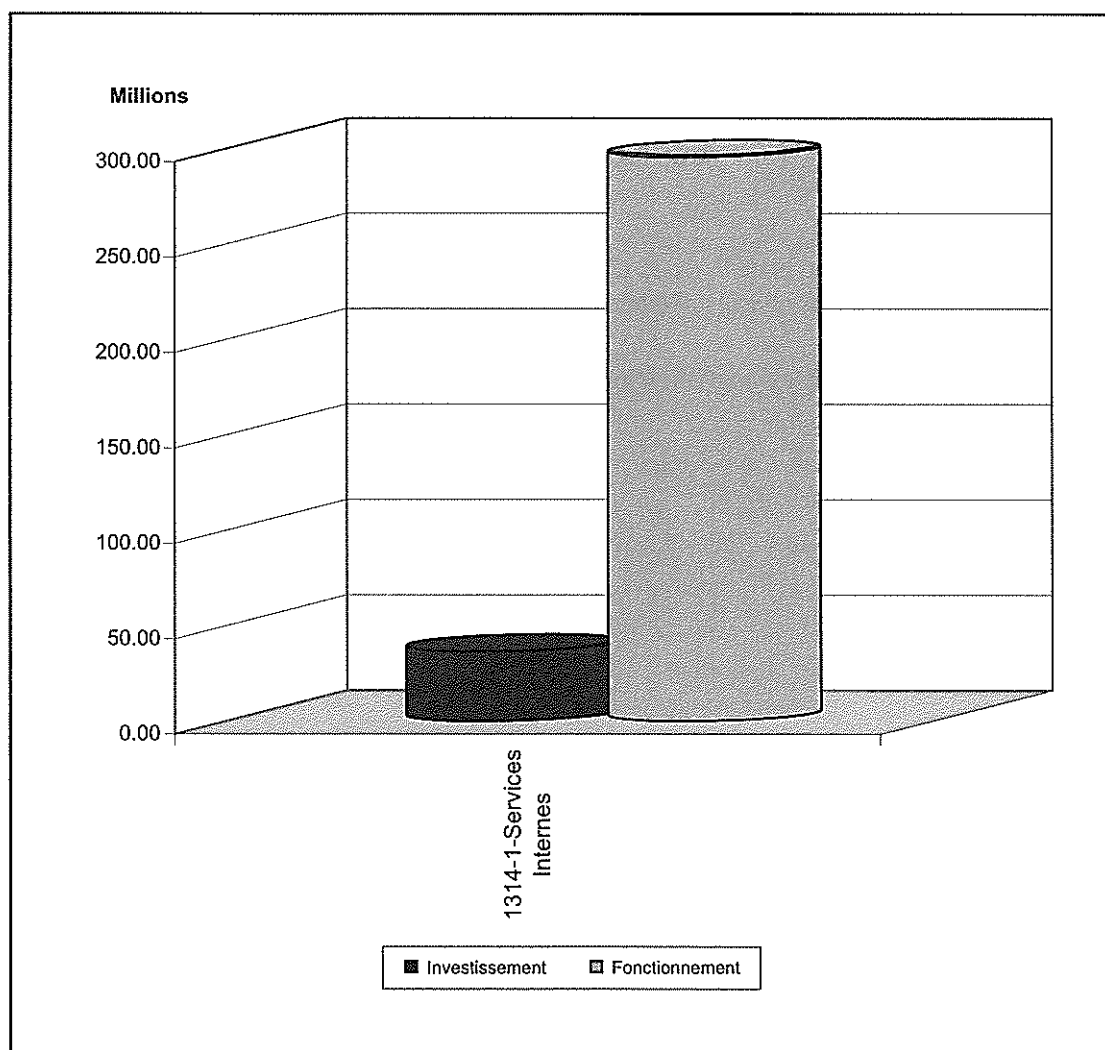
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de la Jeunesse, des Sports et de l'Action Civique est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de trois (3) Directions Techniques, et de dix (10) Directions Départementales.

1315- MIN. DE LA JEUN. DES SPORTS ET DE L'ACTION CIVIQUE (MJSAC)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1314-1-Services Internes	295,665,367	36,500,000	332,165,367	100.00%
TOTAL	295,665,367	36,500,000	332,165,367	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1315-MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS ET A L'ACTION CIVIQUE	332,165,367
1315-1-11 BUREAU DU MINISTRE	41,705,004
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	25,360,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,813,333
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	925,000
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	519,688
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	3,979,249
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7,107,733
1315-1-12 DIRECTION GENERALE	290,460,363
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	153,721,757
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	32,250,667
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	26,005,706
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	8,416,730
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	10,527,175
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	23,038,329
1315-1-12-67-PROGRAMME DE PROMOTION ET DE DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES PHYSIQUES ET SPORTIVES: SPORTS (5 PROJETS)	27,500,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	27,500,000
1315-1-12-69-PROGRAMME DE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL	9,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	9,000,000

Special No. 5 - Vendredi 19 Juin 2009

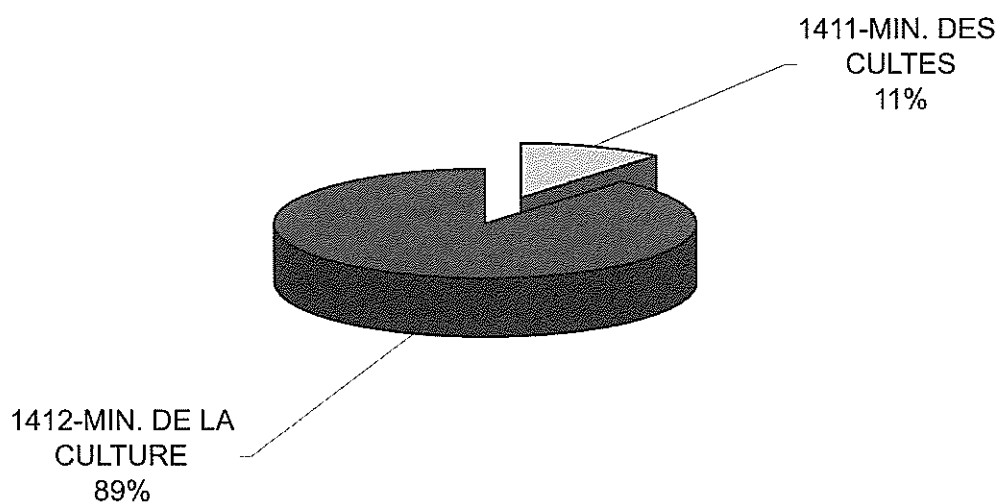
<< LE MONITEUR >>

**POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR CULTUREL**

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR CULTUREL PAR MINISTERE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

Ministère	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1411-MIN. DES CULTES	83,821,410	0	83,821,410	11.19%
1412-MIN. DE LA CULTURE	515,118,365	150,117,300	665,235,665	88.81%
TOTAL	598,939,775	150,117,300	749,057,075	100.00%

PONDERATION DES CREDITS DU SECTEUR CULTUREL PAR MINISTERE



POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR CULTUREL

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DES CULTES

1411.- MINISTÈRE DES CULTES

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère des Cultes sont :

- Veiller à l'exécution des lois relatives au libre exercice des divers cultes religieux;
- Veiller à l'exécution des Conventions, des Concordats ou des Accords particuliers signés par le Gouvernement avec les Eglises ou toutes Religions établies sur le territoire de la République ;
- Faire un relevé des oeuvres sociales et éducatives des Cultes, Sectes, Confessions, Missions Religieuses et Eglises en vue de leur intégration dans le plan global de développement du pays;
- Mener des enquêtes et de veiller à l'exécution des décisions prises en matière culturelle.

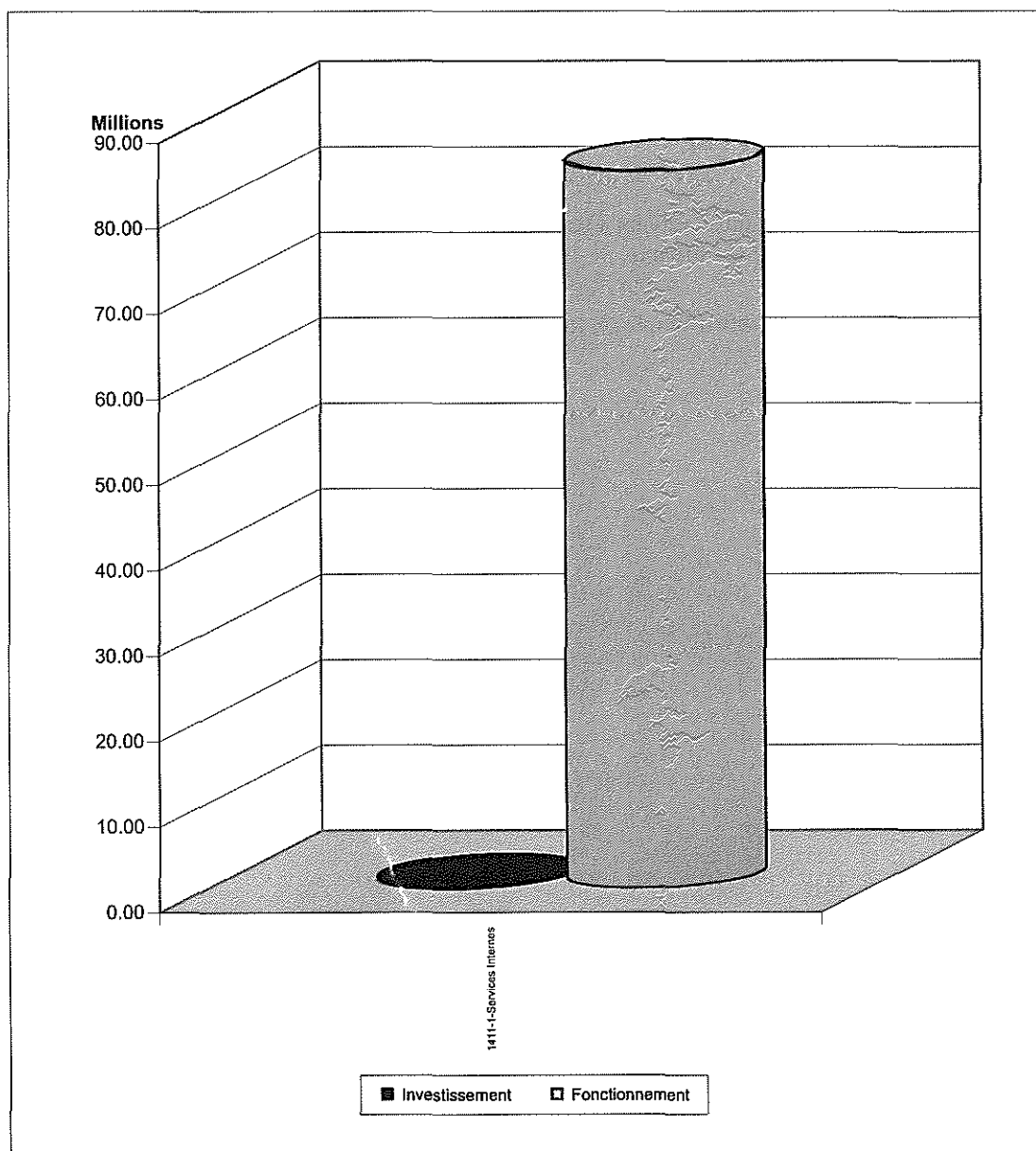
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère des Cultes est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative et d'une (1) Direction Technique.

1411-MINISTRE DES CULTES
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1411-1-Services Interne	83,821,410	0	83,821,410	100.00%
TOTAL	83,821,410	0	83,821,410	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
14-SECTEUR CULTUREL	749,057,075
1411-MINISTERE DES CULTES	83,821,410
1411-1-12 DIRECTION GENERALE	83,821,410
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	38,500,689
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,313,414
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,508,397
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,015,371
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	39,616,968
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	866,570

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR CULTUREL

PRESENTATION ET CREDITS
DU MINISTERE DE LA CULTURE

1412.- MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION (MCC)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Ministère de la Culture sont :

- Formuler et mettre en œuvre la politique sectorielle dans les domaines des arts, des lettres, du patrimoine, de l'aménagement culturel du territoire, de la presse, de l'audiovisuel, du cinéma et du multimédia dans le cadre de la politique générale définie par le Chef du Gouvernement;
- Assurer la régulation et le contrôle de toute action publique ou privée relevant du domaine de sa compétence;
- Veiller à la mise en œuvre des politiques publiques en collaboration avec les autres Ministères et, le cas échéant, avec les Collectivités Territoriales;
- Appliquer et faire respecter la politique du gouvernement dans les domaines de la culture et de la communication.

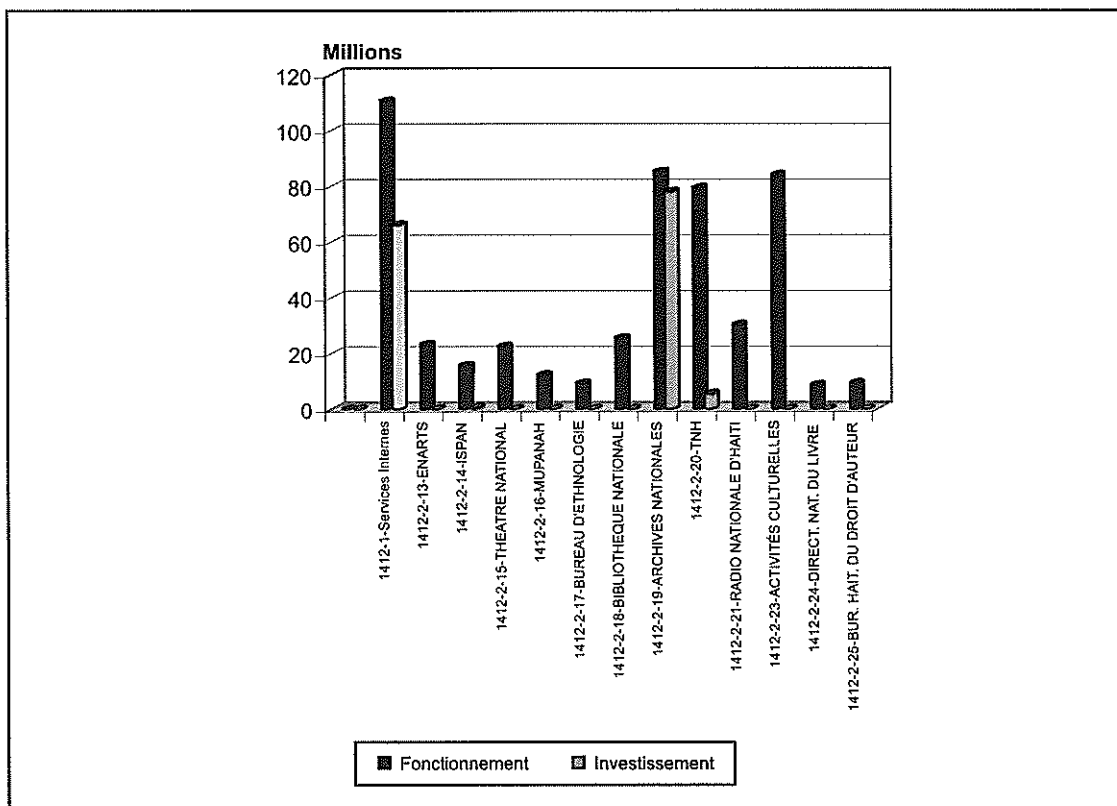
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Ministère de la Culture est organisé suivant une structure pyramidale placée sous l'autorité d'un Ministre. Les différents niveaux administratifs sont les suivants :

- Une Structure Centrale comprenant une Direction Générale assistée d'une Direction Administrative, de cinq (5) Directions Techniques et de deux (2) Directions Départementales;
- Douze (12) Services Externes.

1412- MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COORDINATION (MCC)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION			TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
1412-1-Services Interne	110,576,309	66,100,000	176,676,309	26.56%
1412-2-13-ENARTS	23,147,886	0	23,147,886	3.48%
1412-2-14-ISPAN	15,487,065	545,300	16,032,365	2.41%
1412-2-15-THEATRE NATIONAL	22,401,000	0	22,401,000	3.37%
1412-2-16-MUPANAH	12,161,247	0	12,161,247	1.83%
1412-2-17-BUREAU D'ETHNOLOGIE	9,188,927	0	9,188,927	1.38%
1412-2-18-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	25,450,975	0	25,450,975	3.83%
1412-2-19-ARCHIVES NATIONALES	85,184,210	78,000,000	163,184,210	24.53%
1412-2-20-TNH	79,325,922	5,472,000	84,797,922	12.75%
1412-2-21-RADIO NATIONALE D'HAITI	30,251,864	0	30,251,864	4.55%
1412-2-23-ACTIVITÉS CULTURELLES	84,080,000	0	84,080,000	12.64%
1412-2-24-DIRECT. NAT. DU LIVRE	8,606,258	0	8,606,258	1.29%
1412-2-25-BUR. HAIT. DU DROIT D'AUTEUR	9,256,702	0	9,256,702	1.39%
TOTAL	515,118,365	150,117,300	665,235,665	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1412-MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	665,235,665
1412-1-11 BUREAU DU MINISTRE	40,903,004
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	23,509,355
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,302,457
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,366,034
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,452,500
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	814,794
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	8,457,864
1412-1-12 DIRECTION GENERALE	135,773,306
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	36,506,390
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,934,171
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,414,763
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,917,747
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	100,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	22,800,235
1412-1-12-52-PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DE MCC	5,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,000,000
1412-1-12-54-PROMOTION DE LA PRODUCTION ARTISTIQUE ET LITTERAIRE	37,100,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	37,100,000
1412-1-12-55-PROGRAMME DE CONSERVATION ET DE MISE EN VALEUR DE PATRIMOINE	24,000,000

9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	24,000,000
1412-2-13-ECOLE NATIONALE DES ARTS	23,147,886
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	19,899,385
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	890,342
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,122,408
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,117,650
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	118,100
1412-2-14-INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	16,032,365
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	9,588,820
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,528,240
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	3,370,004
1412-2-14-50-PROGRAMME DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE HISTORIQUE ET BATIE	545,300
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	545,300
1412-2-15-THEATRE NATIONAL	22,401,000
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	21,155,350
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	196,334
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	870,626
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	178,690
1412-2-16-MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	12,161,247
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	10,806,641
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	657,159
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	697,447
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
1412-2-17-BUREAU D'ETHNOLOGIE	9,188,927
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	8,345,013
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	647,586
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	196,328
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	0
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	0

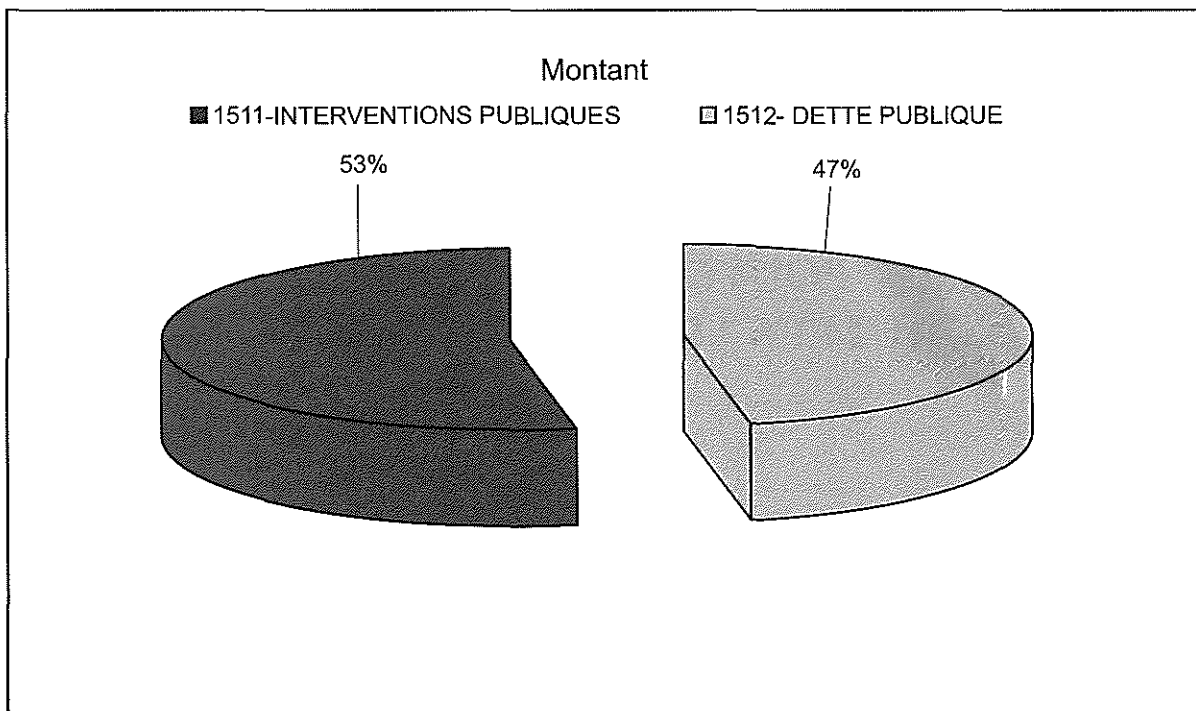
BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1412-2-18-BIBLIOTHEQUE NATIONALE	25,450,975
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	16,304,412
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,013,504
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,654,186
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,283,502
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	75,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	120,371
1412-2-19-ARCHIVES NATIONALES	163,184,210
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	64,956,874
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	12,374,003
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	3,340,981
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,887,267
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	1,625,085
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
1412-2-19-50-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DES ARCHIVES NATIONALES D'HAITI	78,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	78,000,000
1412-2-20-TELEVISION NATIONALE D'HAITI	84,797,922
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	65,606,576
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,667,654
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	8,426,542
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	941,097
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	684,053
1412-2-20-69-PROGRAMME DE SUPPORT AUX ACTIVITES DE CULTURE ET DE COMMUNICATION	5,472,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,472,000
1412-2-21-RADIO NATIONALE D'HAITI	30,251,864
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	25,303,913
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,252,249
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,375,808
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,319,894
1412-2-23-ACTIVITÉS CULTURELLES	84,080,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	84,080,000
1412-2-24-DIRECTION NATIONALE DU LIVRE	8,606,258
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	8,606,258
1412-2-25-BUREAU HAITIEN DU DROIT D'AUTEUR	9,256,702
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	9,256,702

**POUVOIR EXECUTIF
AUTRES ADMINISTRATIONS**

POUVOIR EXECUTIF
CREDITS BUDGETAIRES DU SECTEUR "AUTRES ADMINISTRATIONS"
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

	Montant	%
1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES	5,537,866,000	47.07%
1512- DETTE PUBLIQUE	6,226,691,917	52.93%
TOTAL	11,764,557,917	100,00

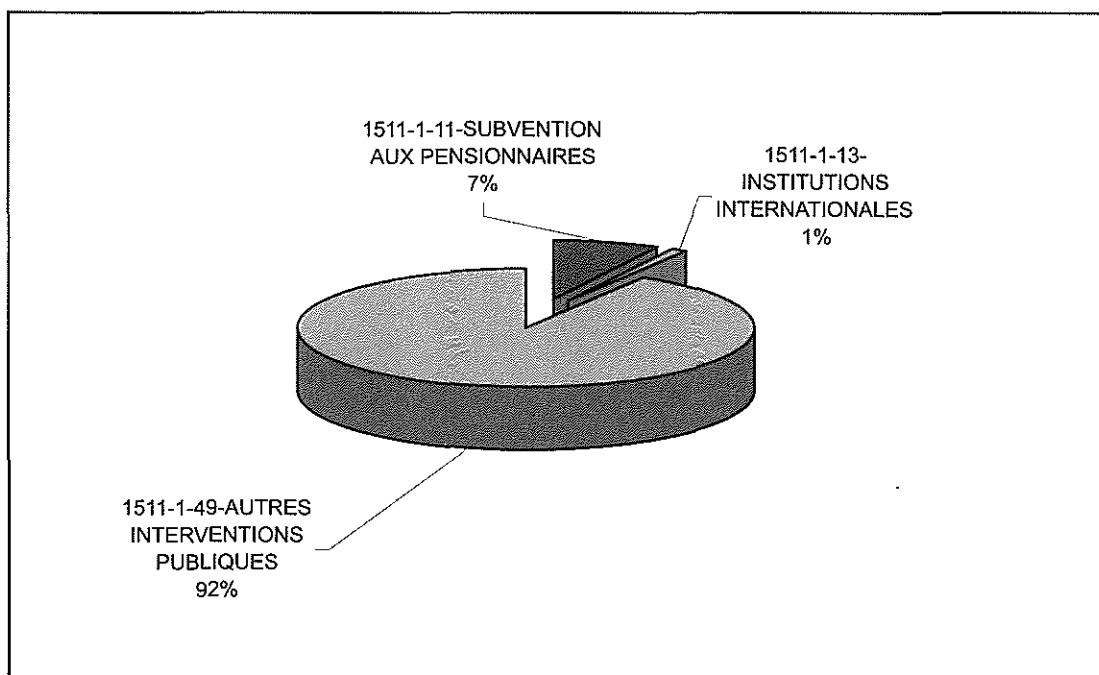


POUVOIR EXECUTIF
AUTRES ADMINISTRATIONS

INTERVENTIONS PUBLIQUES

**1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009**

SECTION	Montant	%
1511-1-11-SUBVENTION AUX PENSIONNAIRES	408,158,092	7.4%
1511-1-13- INSTITUTIONS INTERNATIONALES	65,000,000	1.2%
1511-1-49-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	5,064,707,908	91.5%
TOTAL	5,537,866,000	100%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

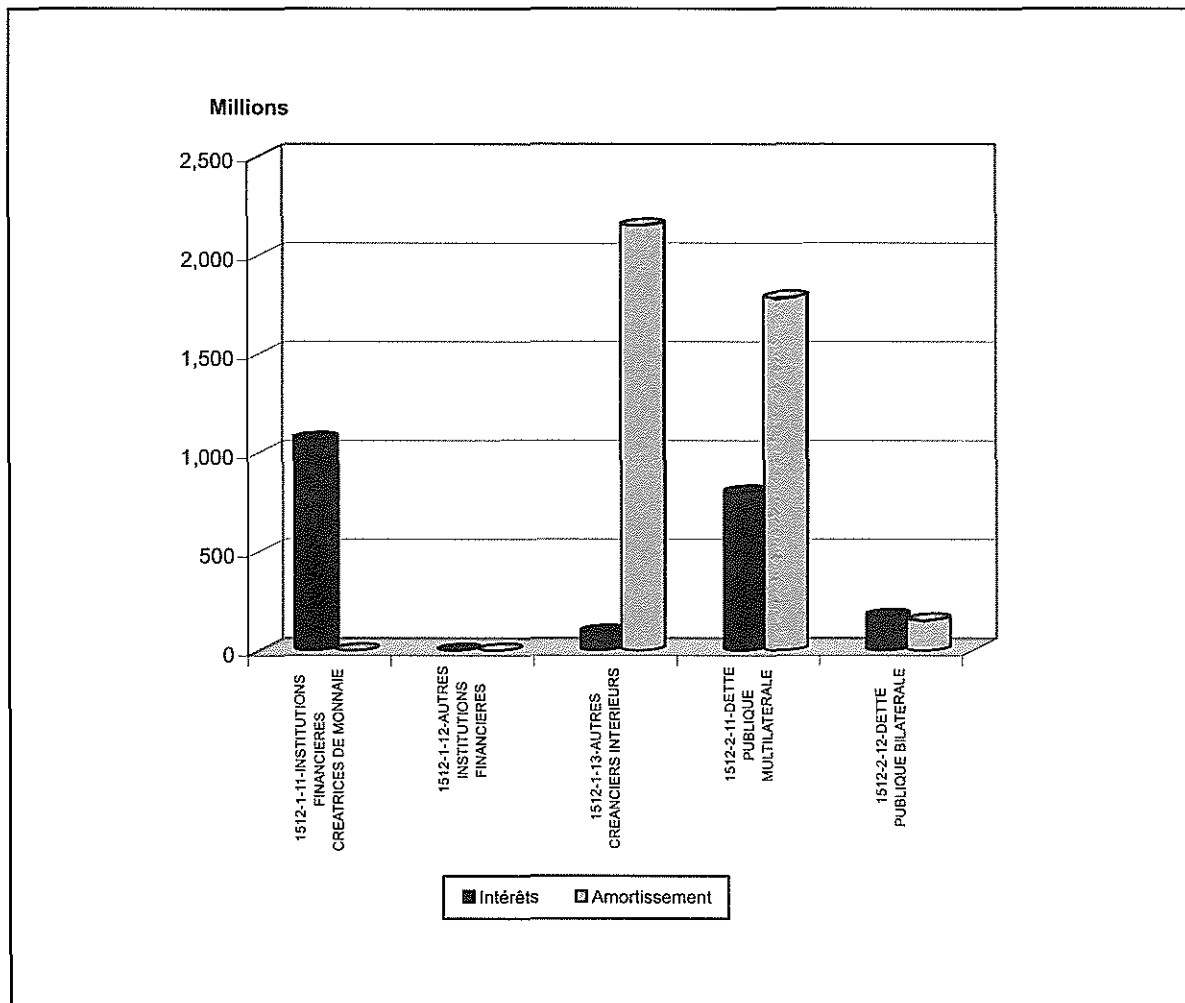
INSTITUTION	Crédit 08-09
15-AUTRES ADMINISTRATIONS	11,764,557,917
1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES	5,537,866,000
1511-1-11-SUBVENTION AUX PENSIONNAIRES	408,158,092
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	408,158,092
1511-1-13-AUTRES INSTITUTIONS	65,000,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	65,000,000
1511-1-49-AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	5,064,707,908
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	6,000,000
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	7,000,000
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	4,363,536,778
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	688,171,130
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	0

**POUVOIR EXECUTIF
AUTRES ADMINISTRATIONS**

DETTE PUBLIQUE

1512- DETTE PUBLIQUE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Intérêts	Amortissement	Montant	%
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1,070,000,000	0	1,070,000,000	17.18%
1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	0	0	0.00%
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	94,088,879	2,149,318,798	2,243,407,677	36.03%
1512-2-11-DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	800,888,017	1,784,829,396	2,585,717,413	41.53%
1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE	175,162,941	152,403,886	327,566,827	5.26%
TOTAL	2,140,139,837	4,086,552,080	6,226,691,917	100.00%



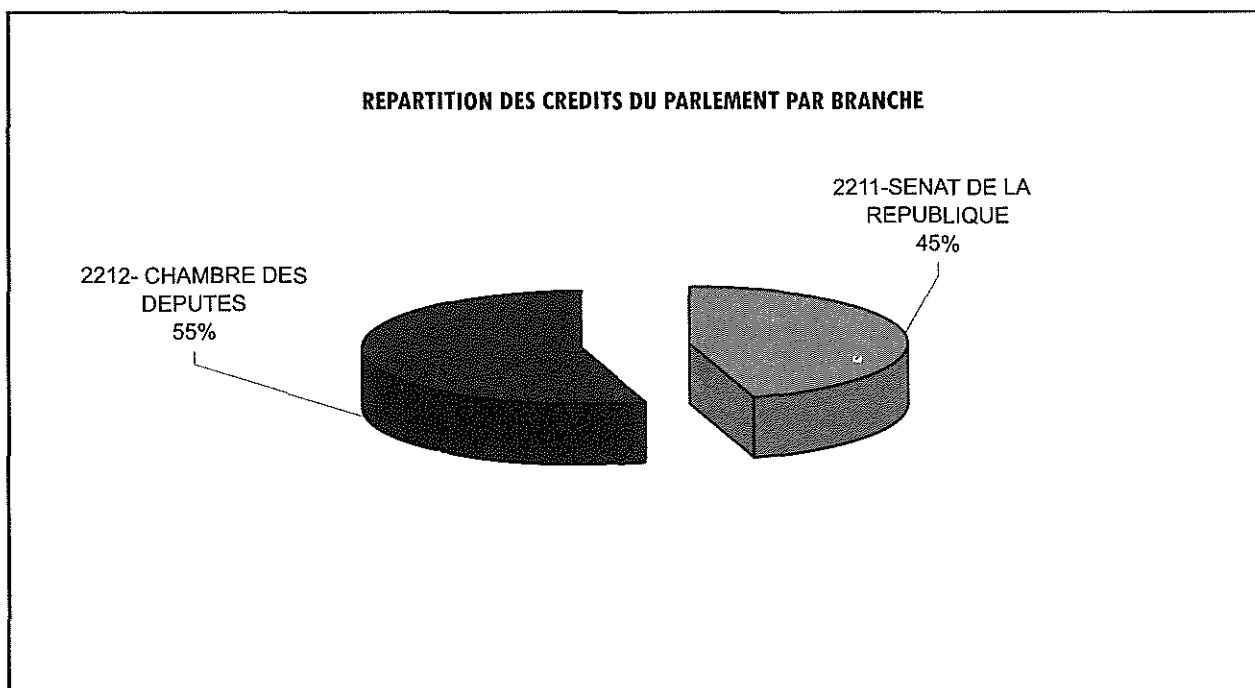
BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
1512-DETTE PUBLIQUE	6,226,691,917
TOTAL CREDIT	6,226,691,917
1512-1-11-INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1,070,000,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,070,000,000
8 AMORTISSEMENT DE LA DETTE	0
1512-1-12-AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	0
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	0
8 AMORTISSEMENT DE LA DETTE	0
1512-1-13-AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	2,243,407,677
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	94,088,879
8 AMORTISSEMENT DE LA DETTE	2,149,318,798
1512-2-11-DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	2,585,717,413
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	800,888,017
8 AMORTISSEMENT DE LA DETTE	1,784,829,396
1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE	327,566,827
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	175,162,941
8 AMORTISSEMENT DE LA DETTE	152,403,886
1512-2-13-AUTRES DETTES EXTERNES	0
8 AMORTISSEMENT DE LA DETTE	0

**CREDITS BUDGETAIRES
DU POUVOIR LEGISLATIF**

POUVOIR LEGISLATIF
CREDITS BUDGETAIRES PAR CHAMBRE ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

CHAMBRE	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	501,344,778	231,300,000	732,644,778	45%
2212- CHAMBRE DES DEPUTES	856,276,618	28,800,000	885,076,618	55%
TOTAL	1,357,621,396	260,100,000	1,617,721,396	100%



POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR POLITIQUE

PRESENTATION ET CREDITS
DU SENAT DE LA REPUBLIQUE

2211.- SÉNAT DE LA RÉPUBLIQUE

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Sénat de la République sont :

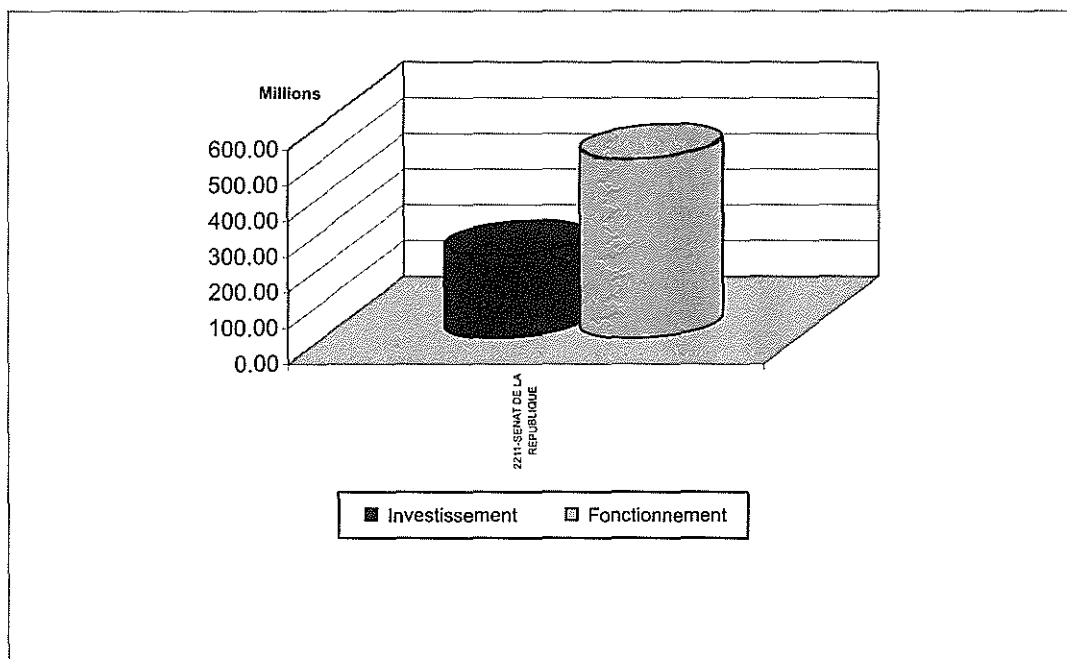
- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat.
- Analyser et voter les Lois d'intérêt public et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles;
- S'ériger en Haute Cour de Justice à l'occasion du jugement des grands Dignitaires de l'Etat mis en accusation pour crime de haute trahison conformément à l'article 186 de la Constitution;
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres Pouvoirs de l'Etat, les Institutions Publiques Nationales et Parlements Etrangers.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Sénat de la République est organisé selon la structure suivante : L'Assemblée des Sénateurs assistée de (2) deux Directions Techniques.

2211- SENAT DE LA REPUBLIQUE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	501,344,778	231,300,000	732,644,778	100.00%
TOTAL	501,344,778	231,300,000	732,644,778	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
2- POUVOIR LEGISLATIF	1,617,721,396
2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE	732,644,778
2211-1-11-SENAT DE LA REPUBLIQUE	732,644,778
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	296,786,242
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	49,067,220
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	38,492,300
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	22,269,100
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	0
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	78,863,492
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	15,866,424
2211-1-12-77-PROGRAMME D'APPUI AU PARLEMENT (VOLET SENAT)	231,300,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	231,300,000

POUVOIR EXECUTIF
SECTEUR POLITIQUE

PRESENTATION ET CREDITS
DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

2212.- CHAMBRE DES DÉPUTÉS

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions de la Chambre des Députés sont :

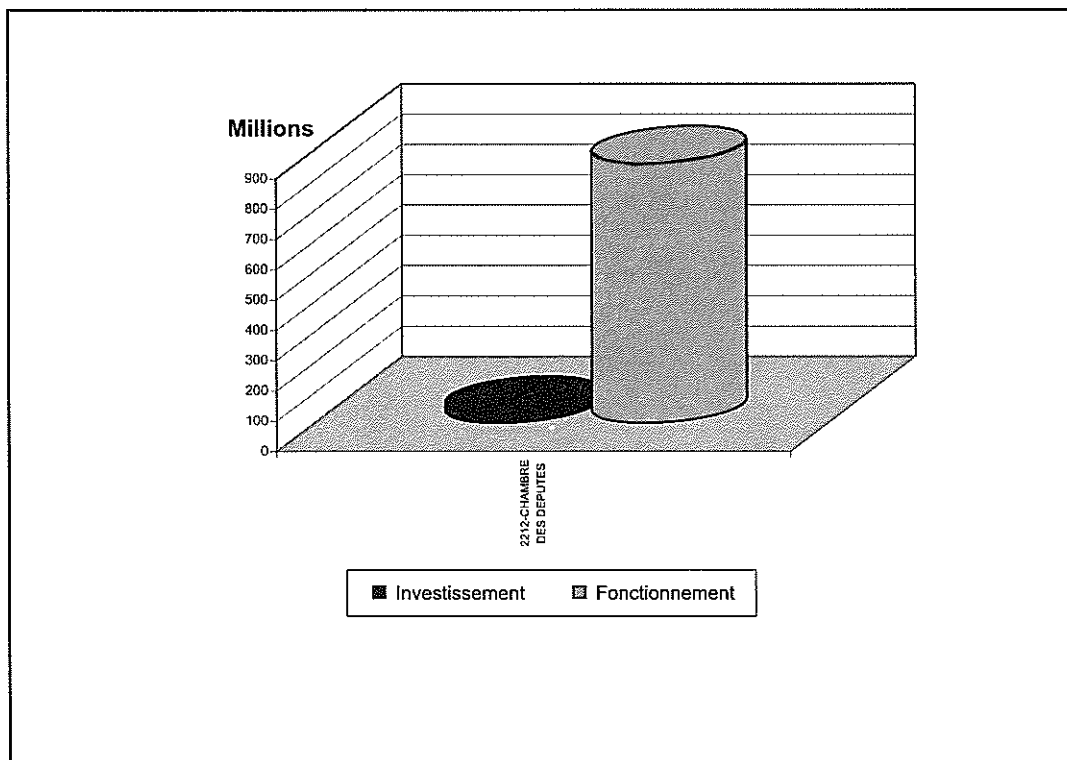
- Exercer un contrôle continu et efficace de l'action gouvernementale, de celle des institutions et organismes autonomes décentralisés ou déconcentrés de l'Etat;
- Analyser et voter les Lois d'intérêt public et les transmettre à l'Exécutif aux fins utiles;
- Prononcer la mise en accusation de hauts Dignitaires du Pouvoir Exécutif et du Pouvoir Judiciaire pour fautes graves commises dans l'exercice de leur fonction;
- Maintenir des relations harmonieuses avec les autres Pouvoirs de l'Etat.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

La Chambre des Députés est organisée selon la structure suivante: L'Assemblée des Députés et le Secrétariat Général.

**2212-CHAMBRE DES DEPUTES
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
2212-CHAMBRE DES DEPUTES	856,276,618	28,800,000	885,076,618	100.00%
TOTAL	856,276,618	28,800,000	885,076,618	100.00%



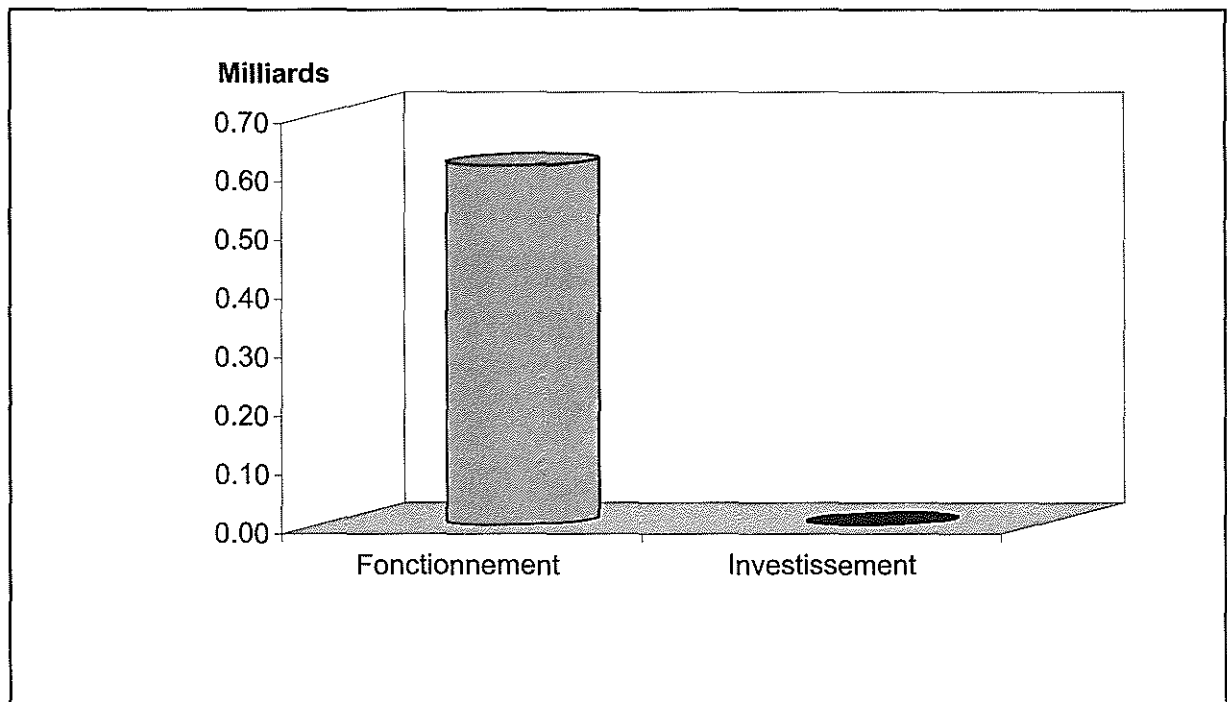
BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
2212- CHAMBRE DES DEPUTES	885,076,618
2212-1-11-CHAMBRE DES DEPUTES	433,279,027
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	310,942,110
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	41,635,038
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	20,746,541
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	9,305,250
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	50,650,087
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
2212-1-12-QUESTURE DE LA CHAMBRE DES DEPUTES	12,560,000
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	12,560,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	0
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	0
2212-2-11-CHAMBRE DES DEPUTES	410,437,592
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	266,530,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	41,553,816
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	42,296,059
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	18,828,804
5 IMMOBILISATION INCORPORELLE	154,830
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	41,024,083
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	50,000
2212-1-12-50-PROGRAMME D'APPUI AU PARLEMENT (VOLET CHAMBRE DES DEPUTES)	28,800,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	28,800,000

**CREDITS BUDGETAIRES
DU POUVOIR JUDICIAIRE**

POUVOIR JUDICIAIRE
CREDITS BUDGETAIRES PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	612,396,474	0	612,396,474	100%
TOTAL	612,396,474	0	612,396,474	100%



POUVOIR JUDICIAIRE

PRESENTATION ET CREDITS DU CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE SECTEUR POLITIQUE

3211.- CONSEIL SUPÉRIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Pouvoir Judiciaire sont :

- Veiller au fonctionnement régulier et efficace des Cours et Tribunaux;
- Donner son avis sur les projets de politiques judiciaires élaborés par le Pouvoir Exécutif;
- Appliquer la politique judiciaire de l'Etat;
- Veiller à ce que les dossiers des justiciables soient traités avec diligence;
- Participer avec le Pouvoir Exécutif à l'élaboration de la politique de formation des juges, des auxiliaires de justice et des autres catégories de personnel du Pouvoir Judiciaire.

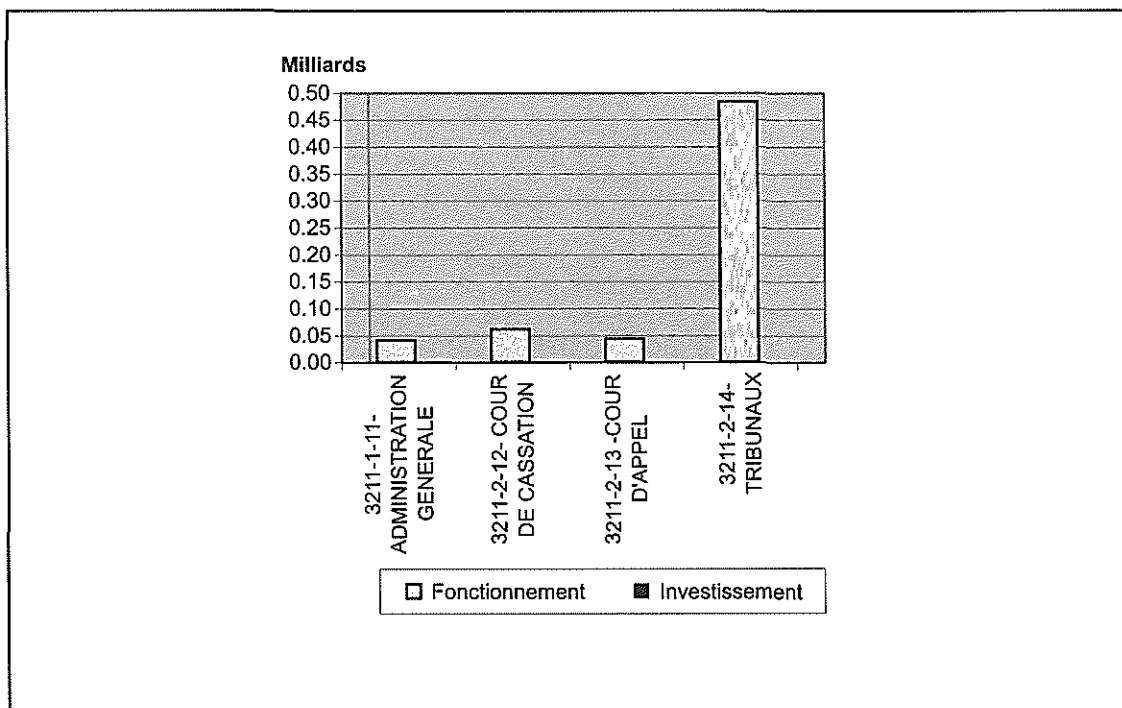
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire comprend :

- L'Administration
- La Cour De Cassation
- La Cour D'Appel
- Les Tribunaux

**3211- CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
3211-1-11- ADMINISTRATION GENERALE	41,246,675	0	41,246,675	6.74%
3211-2-12- COUR DE CASSATION	57,529,055	0	57,529,055	9.39%
3211-2-13- COUR D'APPEL	35,596,323	0	35,596,323	5.81%
3211-2-14- TRIBUNAUX	478,024,420	0	478,024,420	78.06%
TOTAL	612,396,474	0	612,396,474	100.00%

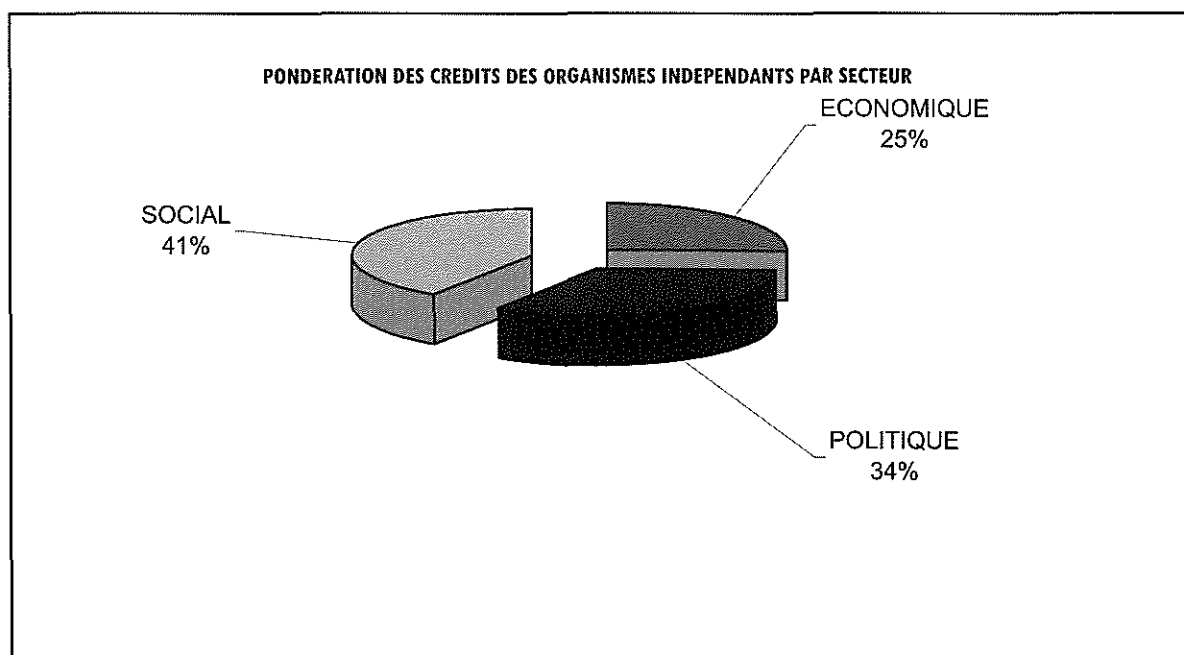


BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
3- POUVOIR JUDICIAIRE	612,309,774
3211-CONSEIL SUPERIEUR DU POUVOIR JUDICIAIRE	612,309,774
3211-1-11-ADMINISTRATION GENERALE	41,246,675
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	41,246,675
3211-2-12-COUR DE CASSATION	57,529,055
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	48,978,558
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,566,683
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	2,255,070
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	2,342,450
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	68,542
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	317,751
3211-1-13-COUR D'APPEL	35,596,323
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	31,225,235
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,773,145
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,188,262
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	409,681
3211-2-14-TRIBUNAUX	477,937,721
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	456,804,007
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,539,808
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,592,093
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	8,828,768
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,173,045
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	4,040,000

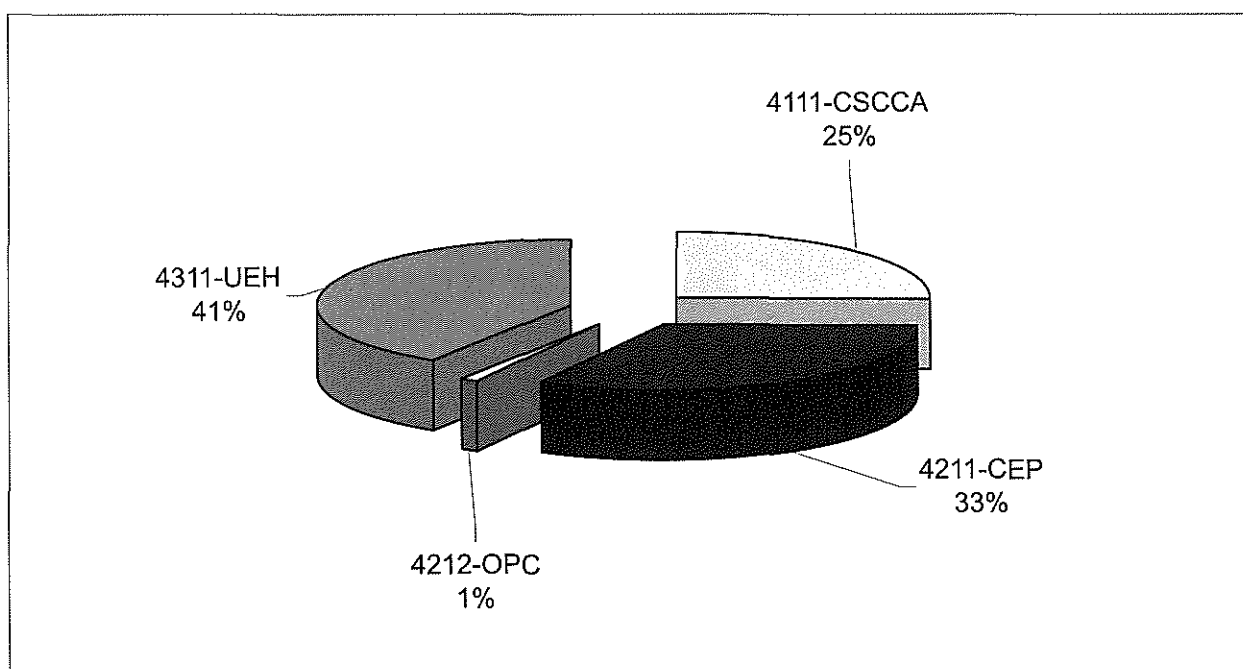
ORGANISMES INDEPENDANTS
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTEUR ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTEUR	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
ECONOMIQUE	225,105,955	47,000,000	272,105,955	25.26%
POLITIQUE	253,099,677	112,960,000	366,059,677	33.98%
SOCIAL	405,155,346	33,863,739	439,019,085	40.76%
TOTAL	883,360,978	193,823,739	1,077,184,717	100.00%



ORGANISMES INDEPENDANTS
CREDITS BUDGETAIRES PAR INSTITUTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

Institution	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4111-CSCCA	225,105,955	47,000,000	272,105,955	25.26%
4211-CEP	240,577,967	112,960,000	353,537,967	32.82%
4212-OPC	12,521,709	0	12,521,709	1.16%
4311-UEH	405,155,346	33,863,739	439,019,085	40.76%
TOTAL	883,360,978	193,823,739	1,077,184,717	100.00%



ORGANISMES INDEPENDANTS
SECTEUR ECONOMIQUE

**COUR SUPERIEURE DES COMPTES
ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF**

**4111.- COUR SUPÉRIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF
(CSC/CA)****PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS**

Les principales missions et attributions de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif sont :

- Contrôler, sur les plans administratif et juridictionnel, les recettes et les dépenses de l'Etat;
- Jouer le rôle de Tribunal Administratif;
- Vérifier la Comptabilité des Collectivités Territoriales, ainsi que celle des Entreprises d'Etat, des Organismes Autonomes et des Entreprises Mixtes.

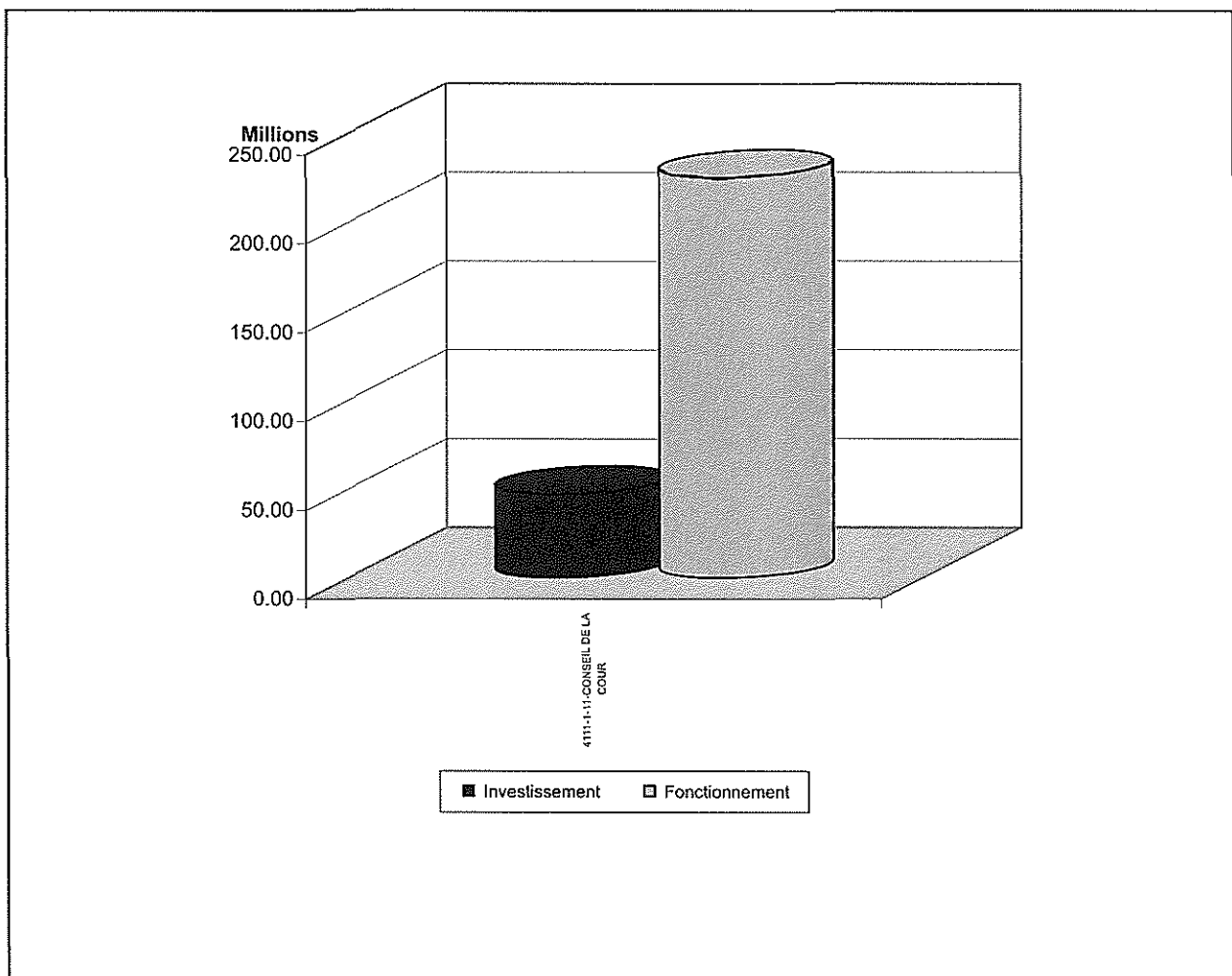
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

La Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif est organisée suivant une Structure Centrale placée sous l'autorité du Conseil de la Cour et comprend :

- Une Direction des Affaires Administratives, de deux (2) Directions Techniques, d'une (1) Unité de Coordination et de cinq (5) Directions Départementales.

4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF (CSCCA)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4111-1-11-CONSEIL DE LA COUR	225,105,955	47,000,000	272,105,955	100.00%
TOTAL	225,105,955	47,000,000	272,105,955	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
4- ORGANISMES INDEPENDANTS	1,077,184,717
4111-COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	272,105,955
4111-1-11-CONSEIL DE LA COUR	272,105,955
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	198,718,192
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	11,339,244
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	3,256,270
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	1,938,594
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	489,757
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	9,363,898
4111-1-11-78-PROGRAMME D'APPUI A LA CSCCA	47,000,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	47,000,000

ORGANISMES INDEPENDANTS

SECTEUR POLITIQUE

DU CONSEIL ELECTORAL PROVISOIRE

4211.- CONSEIL ÉLECTORAL PROVISOIRE (C.E.P)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions du Conseil Electoral Provisoire sont :

- Planifier, d'organiser et de contrôler en toute indépendance des élections libres, honnêtes, sincères, démocratiques et pacifiques dans le pays;
- Assurer la tenue à jour des listes électorales;
- Entreprendre ou d'encourager toute initiative susceptible d'éduquer le peuple en matière électorale.

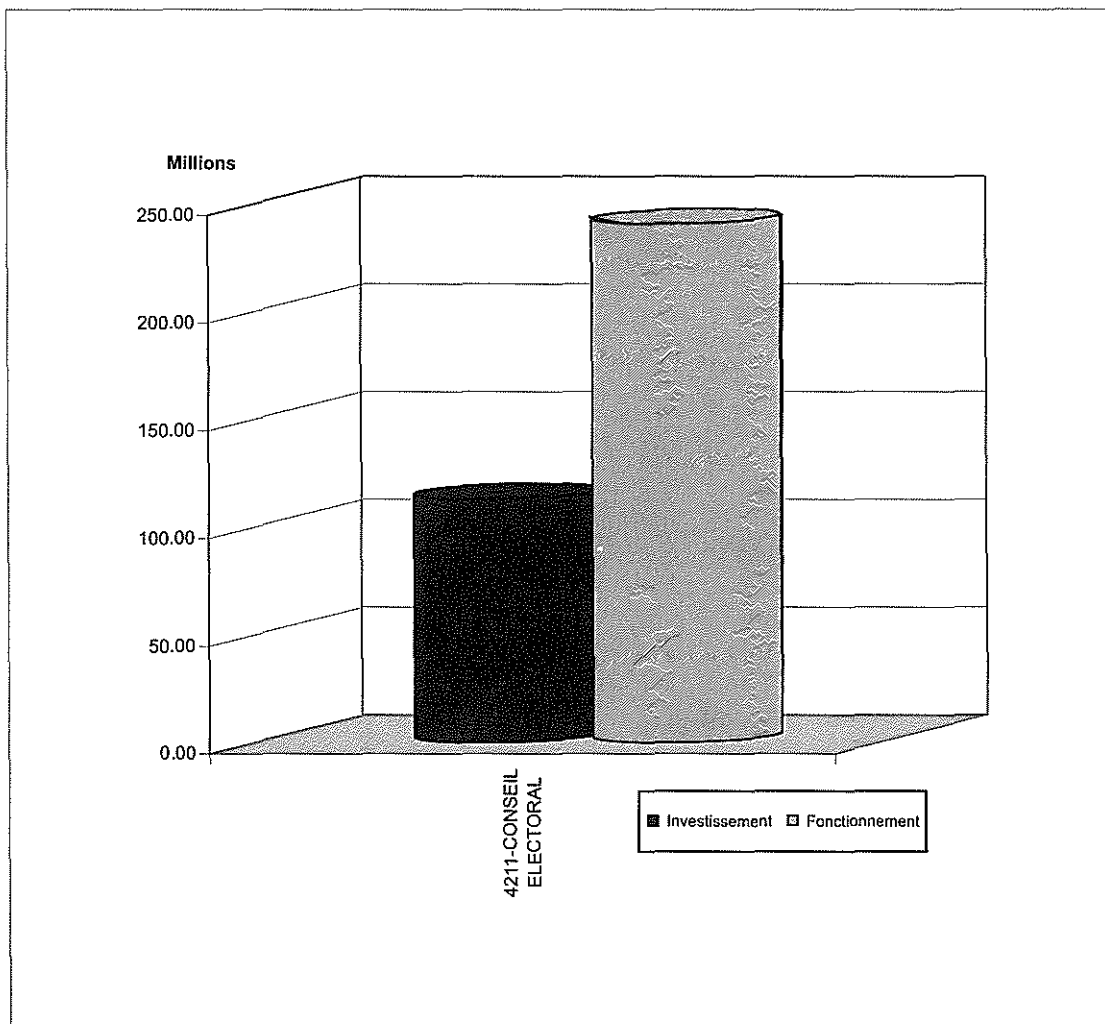
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

Le Conseil Electoral Provisoire est organisé selon la structure suivante :

- Le Conseil Electoral Provisoire
- Le Conseil d'Administration
- La Direction Générale assistée de la Direction Administrative et trois (3) Directions Techniques

**4211-CONSEIL ELECTORAL PROVISOIRE (CEP)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4211-CONSEIL ELECTORAL	240,577,967	112,960,000	353,537,967	100.00%
TOTAL	240,577,967	112,960,000	353,537,967	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
4211-CONSEIL ELECTORAL	353,537,967
4211-1-11-CONSEIL ELECTORAL	353,537,967
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	220,546,971
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	11,007,875
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	4,776,364
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	4,246,758
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	0
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0
4211-1-12-52-PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DES INSTITUTIONS DEMOCRATIQUES	112,960,000
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	112,960,000

ORGANISMES INDEPENDANTS
SECTEUR POLITIQUE

OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN

4212.- OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN (OPC)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

La principale mission de l'Office de Protection du Citoyen est de protéger tout individu contre toutes formes d'abus et erreurs, volontaires ou non de l'Administration Publique et des Institutions Autonomes

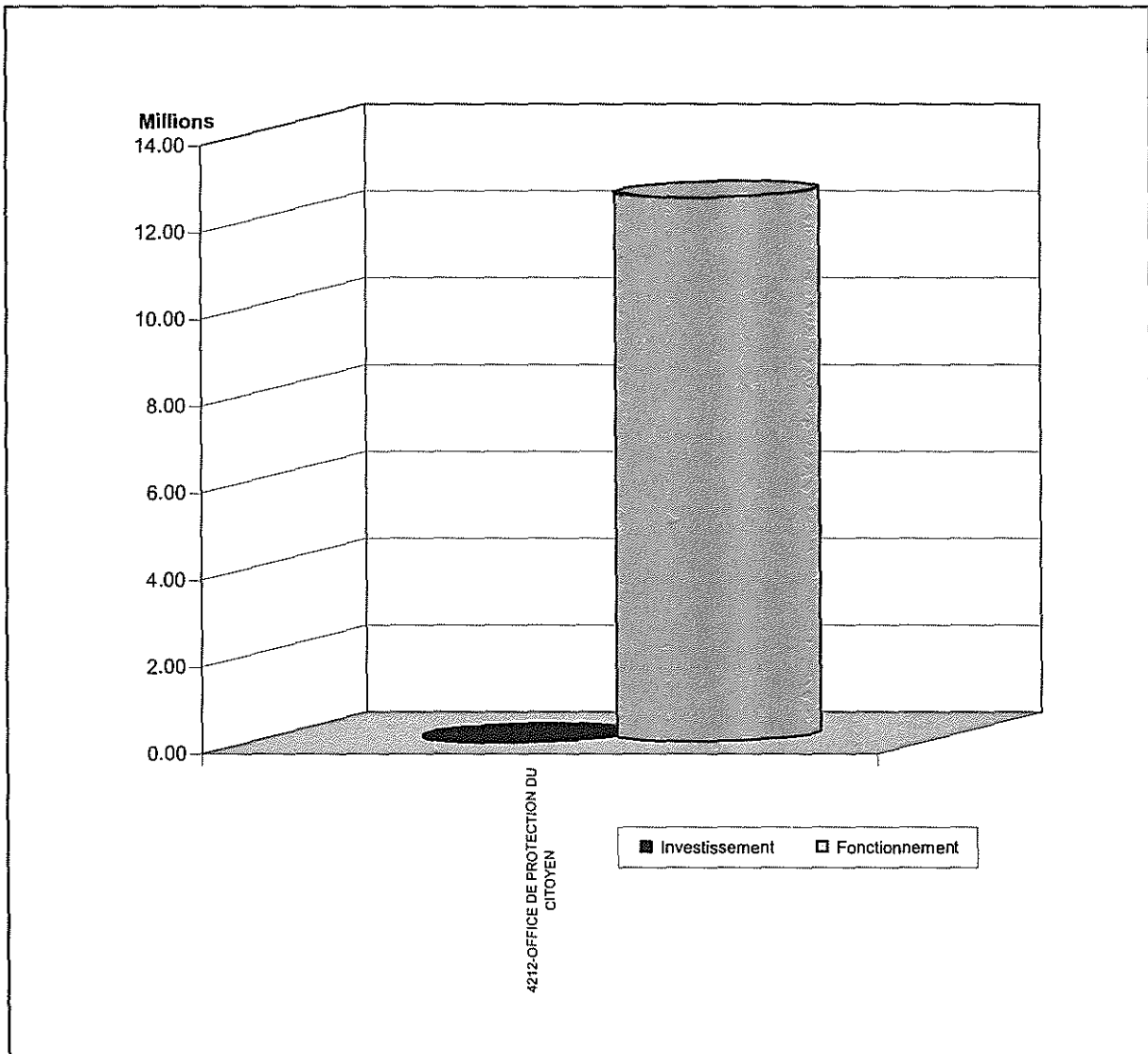
STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

L'Office de Protection du Citoyen est organisé selon la structure suivante :

- Le Bureau du Protecteur
- Une (1) Direction des Affaires Administratives
- Une (1) Direction Technique

**4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN (OPC)
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009**

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	12,521,709	0	12,521,709	100.00%
TOTAL	12,521,709	0	12,521,709	100.00%



BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME

INSTITUTION	Crédit 08-09
4212-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	12,521,709
4212-1-12-OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	12,521,709
1 -DEPENSES DE PERSONNEL	6,923,000
2 DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,341,806
3 ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETIT MATERIELS	1,336,834
4 IMMOBILISATION CORPORELLE	920,069
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	0

ORGANISMES INDEPENDANTS

SECTEUR SOCIAL

UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI

4311.- UNIVERSITÉ D'ÉTAT D'HAÏTI (UEH)

PRINCIPALES MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Les principales missions et attributions sont :

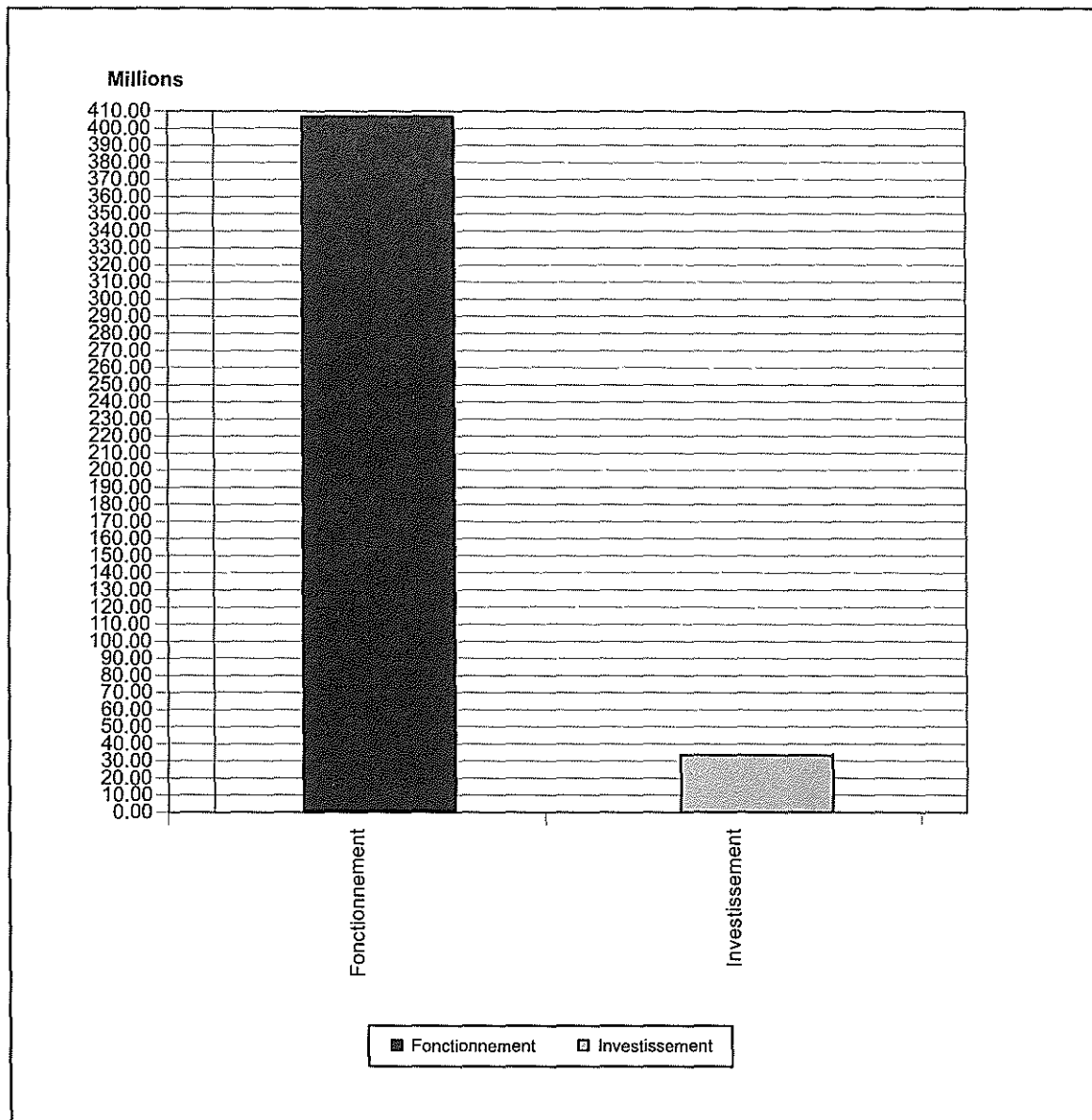
- Contribuer à maintenir l'enseignement supérieur en Haïti au niveau des avancées de la science et de la technologie universelles;
- Transmettre le savoir et le savoir-faire aux futurs cadres et techniciens de la Nation haïtienne en veillant d'une part, à réhabiliter les disciplines pratiques débouchant sur des métiers ou professions réellement utiles au développement national et d'autre part, à ce que le contenu et la méthode de formation soient adaptés à la solution des problèmes concrets du pays;
- Aider à la formation de la conscience critique et de la compétence nécessaires au développement intellectuel, économique et social d'une communauté haïtienne socialement juste, politiquement et culturellement indépendante;
- Promouvoir la recherche en Haïti et l'orienter prioritairement vers le développement endogène des ressources humaines et matérielles de la Nation.

STRUCTURE ORGANISATIONNELLE

L'Université d'Etat d'Haïti est organisée suivant une Structure Centrale placée sous l'autorité du Recteur et comprenant une Direction Administrative et onze (11) Etablissements d'Enseignements Supérieurs.

4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI
CREDITS BUDGETAIRES PAR SECTION ET PAR NATURE
EN GOURDES
EXERCICE 2008-2009

SECTION	NATURE		TOTAL	
	Fonctionnement	Investissement	Montant	%
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	405,155,346	33,863,739	439,019,085	100.00%
TOTAL	405,155,346	33,863,739	439,019,085	100.00%



**BUDGET DE L'EXERCICE 2008-2009
REPARTITION DES CREDITS PAR SECTION, ARTICLE ET PROGRAMME**

INSTITUTION	Crédit 08-09
4311-UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	439,019,085
4311-1-11-RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	405,155,346
7 SUBVENTIONS,QUOTES-PARTS ET CONTRIB.,ALLOC, INDEMNISATIONS	405,155,346
4311-1-11-52 -PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	33,863,739
9 AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	33,863,739

*